

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE

UNIVERSITE MOULOUD MAMMERI DE TIZI-OUZOU

Faculté des Sciences Economiques, Sciences de Gestion et des Sciences Commerciales

Mémoire

En vue de l'obtention du diplôme de Magister en Sciences
Economiques

Option : Economie et Finance Internationales

Thème

ESSAI D'ANALYSE DE LA CONTRIBUTION DU
COMMERCE EXTERIEUR A LA CROISSANCE
ECONOMIQUE.

REFERENCE AU CAS DE L'ALGERIE

Réalisé par : M^{me} Aniche née Khouider Fethia

Devant le jury composé de:

Président : M^r Ali HAMMOUTENE, Professeur, HEC Alger

Rapporteur : M^r Nasser BOUYAHIAOUI, Maître de Conférences « A », UMMTO

Examineurs : M^r Brahim GUENDOUI, Professeur, UMMTO

M^{me} Dalila MATMAR née MOHELLEBI, Maître de Conférences « A », UMMTO

Date de soutenance : 22/ 06 / 2014

Remerciements

Je remercie le bon Dieu de m'avoir donné la volonté et le courage pour réaliser ce travail de recherche.

Je remercie particulièrement mon Directeur de mémoire BOUYAHIAOUI Nasser Maître de Conférences à l'université de Tizi-Ouzou d'avoir accepté de m'encadrer et pour ses conseils les plus précieux, je suis très reconnaissante pour sa disponibilité, son suivi permanent et son soutien durant la réalisation de ce mémoire. Ma gratitude va envers les membres du jury pour l'honneur qu'ils me feront de lire et d'évaluer ce travail de recherche.

Je remercie également mon mari pour son soutien et ses encouragements.

Que tous ceux qui m'ont aidé dans la réalisation de ce travail, trouve ici l'expression des mes remerciements les plus sincères.

DÉDICACES

Je dédie ce travail à la mémoire de ma chère maman

A mon père et toute la famille KHOUIDER

A mon mari et toute la famille ANICHE

A mes collègues et amies

A mon oncle

Liste des acronymes et des abréviations

- **3D** : Déréglementation, décloisonnement et désintermédiation
- **AELE** : Association européenne de libre échange
- **ALE** : Accords de libre échange
- **ALENA** : Accord de Libre Echange Nord American
- **ASEAN** : Association des Nations de l'Asie Sud Est
- **BIRD** : Banque internationale pour la reconstruction et le développement
- **BIRD** : Banque internationale pour la reconstruction et le développement
- **BM** : Banque Mondiale
- **BRIC** : Brésil, Russie, Inde, Chine
- **C** : Consommation privée et publique
- **CAEM** : Conseil d'aide économique mutuelle
- **CAF** : Cout, assurance, fret
- **CECA** : Communauté du charbon et de l'acier
- **CEE** : Communauté économique européenne
- **CEE** : Communauté économique européenne
- **CEI** : Communauté d'Etats Indépendants
- **CNUCED** : Conférence des Nations Unis sur le Commerce et Développement
- **EU** : Union Européenne
- **FMI** : Fond Monétaire International
- **FMN** : Firms Multinationaux
- **FOB** : Free On Bord
- **GATT** : General Agreement on Tarifs and Trade
- **HOS** : Heckscher-Ohlin-Samuelson
- **I** : Investissement
- **IDE** : Investissement direct étranger
- **IP** : Investissement de portefeuille
- **M** : Importations
- **MERCOSUR** : Mercado Commun del Sur
- **NAFTA** : North American Free Trade Agreement

- **NDIT** : Nouvelle division internationale du travail
- **NPI** : Nouveaux Pays Industrialisés
- **NTIC** : Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
- **OCDE** : Organisation de Coopération et de Développement Economique
- **OECE** : Organisation Européenne de Coopération Economique
- **OMC** : Organisation Mondiale du Commerce
- **ONU** : Organisation des Nations Unies
- **ONUDI** : Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
- **OPEP** : Organisation des Pays Exportateurs du Pétrole
- **ORD** : Organe de règlement des Différends
- **PED** : Pays en développement
- **PIB** : Produit Intérieur Brut
- **PMA** : Pays les Moins Avancés
- **PNB** : Produit National Brut
- **UCDP** : Uppsala Conflicts Data Program
- **UMA** : Union du Maghreb Arabe
- **VS** : Accumulation des Stocks
- **X** : Exportations
- **FFE** : Facilité de Financement Elargi
- **PAS** : Plan d'Ajustement Structurel

Sommaire

Introduction générale.....	01
Chapitre I : Les théories du commerce international et de la croissance économique..	07
Introduction.....	08
Section 01: Les théories du commerce international.....	08
Section 02 : Les théories de la croissance économique.....	24
Conclusion.....	39
Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce international.....	41
Introduction.....	42
Section 01 : Les outils d'analyse du commerce international.....	42
Section 02 : Les éléments explicatifs des variations du commerce international.....	49
Conclusion.....	80
Chapitre III : Analyse de l'évolution du commerce international.....	82
Introduction	83
Section 01 : Genèse et historique du commerce international.....	83
Section 02 : Les tendances récentes du commerce international.....	101
Conclusion.....	117
Chapitre IV: Etude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique en Algérie.....	119
Introduction	120
Section 01 : Analyse de l'évolution du commerce extérieur algérien.....	120
Section 02 : Analyse de la relation entre le commerce extérieur et la croissance	

économique en Algérie.....	142
Conclusion.....	152
Conclusion générale	154
Références bibliographique.....	158
Liste des tableaux et figures.....	165
Annexes.....	169
Table des matières.....	182

Introduction générale

Introduction générale

Les échanges offrent aux pays l'accès à des marchés, à des savoirs, à des financements, dont aucun pays ne peut bénéficier autrement, s'il n'y avait pas d'échanges, tout pays devrait compter uniquement sur sa population et sur ses propres ressources.

Selon cette thèse, l'ouverture des économies « nationales » ne peut que contribuer, d'une part, à une diversification des exportations en fonction des avantages comparatifs et compétitifs et, d'autre part, à une réduction de la dépendance vis-à-vis d'un marché ou d'un produit d'exportation.

La théorie économique a justifié l'avantage de l'échange à travers les théories du commerce international et les théories de la croissance économique. L'histoire du commerce international et de la croissance, depuis le début du XIX siècle, révèle qu'il existe certainement une corrélation entre les deux phénomènes.

Les théories traditionnelles du commerce international ont déterminé l'ouverture commerciale d'un pays par son niveau de productivité ou son avancée technologique, selon la théorie des avantages comparatifs (Ricardo, 1817), et par sa dotation relative en facteurs de production, selon le modèle de Heckscher et Ohlin (1933). Par conséquent, les pays se spécialisent dans la production des biens pour lesquels ils sont les plus compétitifs.

Toutefois, ces théories ont présenté des insuffisances, notamment l'ignorance du commerce intra-branche et le rôle des firmes multinationales. Les nouvelles théories du commerce international ont essayé de remédier à ces insuffisances en se basant sur les principes de la concurrence imparfaite et des rendements d'échelle. Cependant, les gains de l'ouverture dans ces nouvelles théories sont considérés comme étant statiques, ainsi la théorie de la croissance économique est venue pour justifier le gain dynamique de l'échange par une croissance fondée sur les facteurs exogènes.

La rencontre entre la théorie de la croissance endogène et la nouvelle théorie du commerce international a mis en lumière la relation positive entre le commerce international et la croissance économique, puisque elles sont fondées sur les mêmes principes notamment le principe du rendement croissant et le principe de la concurrence imparfaite.

Après la deuxième guerre mondiale, plusieurs changements ont eu lieu au niveau de l'économie mondiale, notamment avec la création du GATT (Général Agreement on Tariffs

and Trade : accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) destiné à favoriser l'expansion du commerce multilatéral.

L'un des facteurs qui ont alimenté beaucoup plus, par la suite, ce processus (encouragement de libre échange), est la nouvelle configuration mondiale (avec la chute du mur de Berlin) où le système capitaliste a pris une grande ampleur. Ajoutant à cela, le processus de mondialisation qui a accéléré le développement des échanges, surtout avec l'intensification des échanges par le biais des firmes multinationales (FMN).

Dans ce nouvel environnement, chaque pays cherche à tirer bénéfice à travers l'ouverture des frontières et son insertion dans l'internationalisation des marchés, ainsi que du développement du commerce extérieur (ensemble des échanges de biens et de services avec le reste du monde).

La libéralisation des échanges a des conséquences multiples, tels que l'élargissement de la demande pour les produits, l'intensification de la concurrence des firmes étrangères contre l'économie nationale et l'amélioration de la croissance économique.

Cependant, l'histoire économique de chaque pays ou de chaque région présente des spécificités particulières; l'expérience des pays développés s'est montrée assez différente de celle des pays en développement récemment ouverts au commerce mondial.

L'Algérie, comme le reste du monde, cherche à intensifier ses échanges surtout depuis son inscription dans la phase de transition vers l'économie de marché, après la crise d'endettement. Dans ce cadre, plusieurs réformes ont été engagées pour marquer la rupture avec l'économie administrée. Ces réformes ont été appuyées par le Fonds Monétaire International (FMI) dans le cadre de l'ajustement structurel.

L'Algérie est donc rentrée dans une nouvelle phase, caractérisée essentiellement par un mouvement de libéralisation qui a touché tous les domaines, particulièrement le commerce extérieur.

A cet effet, plusieurs accords bilatéraux régionaux et multilatéraux ont été signés par l'Algérie, parmi ceux-ci nous avons l'accord d'association avec l'union européenne (UE) en

2002 (entré en vigueur le 1^{er} septembre 2005¹), l'adhésion à la zone arabe de libre échange et la négociation d'une future accession à l'organisation mondiale de commerce (OMC).

Tous ces accords ont principalement pour objectif la relance et la consolidation de la croissance économique du pays. Néanmoins, Depuis l'indépendance, l'examen de la structure du commerce extérieur algérien, fait ressortir la faiblesse des exportations du secteur hors hydrocarbures dans le volume global des échanges commerciaux. Ceci reflète l'énorme dépendance de l'économie nationale vis-à-vis des ressources énergétiques, dont les fluctuations des cours internationaux ont des conséquences néfastes sur l'équilibre macro-économique à moyen et à long terme.

Notre objectif dans ce travail de recherche, est l'analyse de la contribution du commerce extérieur à la croissance économique, à travers l'analyse des importations et des exportations qui contribuent à la création de la richesse économique dans l'économie nationale.

Problématique

Notre problématique peut être formulée à travers la question principale suivante :
«Dans le cadre de l'ouverture économique, comment le commerce extérieur contribue à la croissance économique en Algérie ? »

Cette question principale peut être appuyée par les questions secondaires suivantes :

- **Quelle est la place du commerce extérieur dans la théorie économique ?**
- **Quelle est la relation entre le commerce extérieur et la croissance économique ?**
- **Quelle est l'évolution historique connue par le commerce extérieur en Algérie depuis l'indépendance jusqu'à la période actuelle ?**
- **En quoi consistent les implications du commerce extérieur sur la croissance économique en Algérie ?**

¹ Pr Mokhtar Kheladi, Accord d'association Algerie-UE : un bilan critique, université de Béjaia, [www.gate.cnrs.fr/uneca07/communications pdf/Kheladi-Rabat-07.pdf](http://www.gate.cnrs.fr/uneca07/communications/pdf/Kheladi-Rabat-07.pdf) (consulté le 05/11/2013), P2

Hypothèses de recherche

Pour analyser et essayer d'apporter des éléments de réponse à cette problématique, nous avons émis deux hypothèses à vérifier à travers l'analyse de l'évolution et la structure du commerce extérieur:

- 1. Un pays importe des biens pour la production nationale et fait la transformation pour les exporter, ainsi le pays applique la stratégie de réexportation.**
- 2. Un pays doit exporter pour assurer la production nationale et pour permettre aussi l'approvisionnement de ses importations.**

Méthodologique de recherche

Afin de vérifier nos hypothèses et d'analyser et apporter des éléments de réponses à notre problématique, nous avons opté pour l'analyse de l'évolution et de la structure du commerce extérieur des deux principaux pays importateurs et exportateurs, en l'occurrence les Etats-Unis et la Chine. La sélection est faite sur la base, que le premier pays est développé, le second est émergent et que les deux pays sont riches en ressources naturelles. Nous allons essayer de tirer à partir de l'étude de ces deux pays un certain nombre de conclusions desquelles l'Algérie peut tirer des opportunités de développement. Le cas de la Chine est édifiant, d'un pays en développement, elle a réussi à émerger grandement sur l'échiquier du marché mondial.

Pour organiser ce travail de recherche, nous allons faire recours à une étude documentaire relative au commerce international et à la croissance économique, en consultant des ouvrages, articles, rapports.

Pour se faire, le recours à l'analyse bibliographique semble être l'outil le mieux approprié pour notre objet d'étude, une intention particulière est également accordée aux thèses et mémoires qui ont pour objet de rechercher la question du commerce extérieur et de la croissance économique. Les documents écrits, audio et/ou vidéo issus des séminaires, des colloques et/ou des communications universitaires, qui traitent des éléments de notre problématique, seront bien évidemment utilisés.

En outre, d'un point de vue empirique, nous allons faire référence au cas d'un pays en voie de développement en transition à l'économie de marché, en l'occurrence l'Algérie, pour présenter d'une manière assez claire la relation entre le commerce extérieur et la croissance économique. Dans ce cadre, nous allons collecter et traiter un certain nombre de données statistiques au niveau de la direction des douanes, du ministère du commerce, de l'office nationale des statistiques, du ministère des finances et autres organismes (CNES, CNIS, CACI, ALGEX, ...) effectuant des études et analyses se rapportant au commerce extérieur, développement et croissance économique de l'Algérie.

La période de référence que nous avons retenue est la période la plus récente afin de mieux inscrire notre analyse dans le contexte actuelle de mondialisation et de crises financières, tout de même nous allons nous référer à une période plus longue quand la nécessité de recherche et les exigences des questionnements soulevés se font sentir.

Choix et intérêt du sujet

Notre choix est porté sur l'analyse de la contribution du commerce extérieur à la croissance économique en Algérie, par son inscription dans notre formation en économie et finance internationales. Ajoutant à cela, que le sujet est toujours d'actualité vu l'intérêt que suscite la relation entre le commerce extérieur et la croissance économique.

Le sujet est intéressant sur un double plan. Sur le plan théorique, nous allons rendre compte de l'état des connaissances sur le sujet ou nous explorons la littérature économique liée au commerce extérieur, à la croissance économique et au lien existant entre ces deux conceptions. Sur le plan empirique, nous allons ressortir l'apport du commerce extérieur à la croissance économique dans le contexte de l'économie algérienne.

Structure du mémoire

Afin d'analyser notre problématique, nous avons structuré notre travail de recherche en quatre chapitres :

-Le premier chapitre, intitulé « les théories du commerce international et de la croissance économique », est reparti en deux sections. La première section est liée aux théories du commerce international notamment les théories traditionnelles qui ont été marquées

par certains nombres de faiblesses, ces dernières ont été prises en considération par les nouvelles théories. La deuxième section est réservée aux théories de la croissance économique, ainsi qu'à l'explication du lien existant entre le commerce international et la croissance économique à travers une revue théorique et empirique.

-Le deuxième chapitre est consacré aux outils d'analyse et éléments explicatifs des variations du commerce international, il est subdivisé en trois sections. La première section est consacrée aux outils d'analyse du commerce international. La seconde section est relative aux facteurs permettant la croissance et la dynamique des échanges commerciaux ainsi qu'aux contraintes freinant l'évolution du commerce international.

-Le troisième chapitre est relatif à la présentation de l'évolution du commerce international, il est subdivisé en deux sections. Dans la première section, nous nous sommes consacrés à la genèse du commerce international, par l'étude des périodes clés de l'évolution de ce phénomène économique. Dans la seconde section, nous avons présenté la tendance récente de l'évolution de ce dernier, nous avons montré l'état du commerce international avant, pendant et après les crises économiques (la crise des crédits immobiliers, dite crise subprimes de 2007, la crise de la dette souveraine européenne 2009). Nous avons aussi analysé la relation entre le commerce extérieur et la croissance économique des Etats-Unis et de la Chine par le calcul des indicateurs d'ouverture et du ratio de la contribution du commerce extérieur à la croissance économique.

-Le quatrième chapitre est consacré à l'étude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique en Algérie. Il est scindé en deux sections. Dans la première section, nous avons présenté l'historique du commerce extérieur algérien, sa structure et les principaux partenaires de l'Algérie. La seconde section est relative à l'analyse de la relation entre le commerce extérieur et la croissance économique. Cela par l'analyse de la contribution du commerce extérieur à la croissance économique.

Enfin, nous terminerons notre mémoire par une conclusion générale où nous allons présenter l'essentiel des résultats de notre travail de recherche ainsi que des perspectives et quelques pistes de recherche.

CHAPITRE I :

Les théories du commerce international et de la croissance économique

Chapitre I : Les théories du commerce international et de la croissance économique

Introduction

Le commerce extérieur constitue un enjeu majeur pour toute économie, où l'ouverture commerciale est le principal déterminant du développement d'une nation. L'échange international est, en effet, le domaine de compétition des systèmes productifs nationaux.

C'est dans le champ du commerce extérieur que s'évalue l'efficacité productive¹ du pays et que se déterminent les possibilités d'échanges et de croissance économique. C'est ainsi que, nous proposons dans ce chapitre d'étudier, dans sa première section, les théories du commerce international. Dans le premier point, nous allons présenter les théories traditionnelles et leur explication aux avantages des échanges entre les nations. Toutefois avec la mondialisation, ces théories sont devenues incapables d'appréhender les échanges commerciaux entre pays ainsi de nouvelles théories du commerce international sont émergées pour expliquer ces faits économiques par de nouveaux outils, cela fera l'objet du deuxième point.

La seconde section, quant à elle, abordera les théories de la croissance économique, l'objectif de ces théories est de déterminer les mécanismes de croissance où on étudiera les grands courants de la croissance, ainsi que les principales théories de la croissance, telle que la théorie exogène et la théorie endogène qui ouvrent de nouvelles perspectives. Enfin, on dernier lieu, nous allons faire ressortir le lien entre l'ouverture commerciale et la croissance économique à travers une revue des travaux théoriques et des travaux empiriques.

Section 01: Les théories du commerce international

Dans cette section, nous allons essentiellement à présenter deux grands points :

- Les théories traditionnelles du commerce international
- Les nouvelles théories du commerce international

¹ L'efficacité productive est la possibilité du pays à produire des biens avec moins de facteurs de production, c'est-à-dire le fait que le pays arrive à fabriquer des outputs équivalents en input utilisés.

Chapitre I : Les théories du commerce international et de la croissance économique

1. Les théories traditionnelles du commerce international

La théorie traditionnelle du commerce international comprend les modèles classiques d'Adam Smith et de David Ricardo ainsi que le modèle dit des proportions de facteurs d'Heckscher-Ohlin-Samuelson. Elle repose sur les hypothèses suivantes :

- Existence de fonctions de production à rendements d'échelle constants ; la fonction de production est identique dans les deux pays pour chaque produit.
- Absence de coûts de transport ou de droits de douane.
- Existence d'un plein emploi des facteurs de production.
- Existence d'une concurrence pure et parfaite sur le marché des biens et des facteurs de production.

Néanmoins, ces théories ont présenté des difficultés ou lacunes face au développement du commerce international.

1.1. La théorie smithienne des avantages absolus

Adam Smith (1723-1790) reprend la nouvelle idée de **Home**² et la développe dans son livre IV de la recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations, sa théorie est fondée sur l'avantage absolu³.

Il explique l'échange par la différence de coût de production entre les nations en fonction des avantages absolus de chaque nation. Un pays exporte des biens qu'il est capable de produire à des coûts qui sont inférieurs à ceux prévalent dans le reste du monde. En

² David Home (1711-1776) est l'un des premiers à avoir pensé le commerce international comme jeu à somme positive dans son ouvrage intitulé « *Of the balance of the trade* », il ouvre la voie à l'approche libérale.

³ **La notion de l'avantage absolu** selon Adam Smith est donnée à travers l'énoncé suivant : « la maxime de tout chef de famille prudent est de ne jamais essayer de faire chez soi ce qui lui coûterait moins cher à acheter... ce qui est prudent dans la conduite de chaque famille en particulier ne peut guère être folie dans celle d'un grand empire. Si un pays étranger peut nous fournir une marchandise à meilleur marché que nous ne sommes en l'état de l'établir nous-mêmes, il vaut bien mieux que nous la lui achetions avec quelque partie du produit de notre propre industrie, employées dans le genre dans lequel nous avons quelque avantage. On ne peut faire croître en Ecosse de fort bons raisins, dont on peut faire aussi du fort bon vin avec trente fois plus de capital et de l'industrie du pays, qu'il ne faudrait en mettre pour acheter à l'étranger la même absurdité existe à vouloir tourner vers un emploi de la même sorte un trentième, ou, si l'on veut, un trois centième de l'un et de l'autre, de plus qu'il n'en faut. » A. Smith, recherche sur la nature et les causes de richesse des nations, 1776 cité par

Chapitre I : Les théories du commerce international et de la croissance économique

revanche, il est avantagé d'importer des biens à des coûts de production supérieurs à ceux de la concurrence.

Pour **A. Smith**, la division du travail et la spécialisation des tâches accroissent parfaitement la productivité, par conséquent elles permettent la croissance économique et l'amélioration du niveau de vie⁴

Mais, si un pays est désavantagé dans toutes les activités par rapports à ses concurrents, ses coûts étant les plus élevés dans toutes les productions, il ne peut ainsi s'insérer dans le réseau du commerce international.

1.2. La théorie ricardienne des avantages comparatifs

La portée de l'analyse ricardienne a été considérable, elle a été développée dans l'ouvrage principal de **David Ricardo (1772-1823)** « Principes de l'économie politique et de l'impôt » de 1817. Le modèle ricardien repose sur le modèle de base 2-2-1⁵, c'est-à-dire deux (2) pays : Angleterre, Portugal ; deux (2) produits : le drap, le vin ; un (1) facteur de production : le travail. Le point de départ de cette théorie est la comparaison de deux économies en autarcie.

Les coûts unitaires relatifs de production de drap par rapport au vin ne sont pas les mêmes dans les deux pays ; en Angleterre 100/120, par contre en Portugal 90/80 (voir le tableau ci-dessous).

Tableau n°01 : Les coûts unitaires de production du drap et du vin

Pays/Produit	Angleterre	Portugal
Drap	100	90
Vin	120	80

Source : Michel Rainelli, Commerce international, Ed la découverte, Paris, 2003, P47.

Selon le raisonnement smithien, l'Angleterre n'a rien à offrir au Portugal, car ce dernier dispose d'un avantage absolu pour les deux biens. Mais Ricardo montre le contraire dans sa fameuse contribution à la littérature du commerce international. Ainsi, un pays gagnera toujours à commercer même s'il est absolument moins productif que son partenaire

⁴ Figliuzzi .A, Economie international : faits-théories-débats contemporains, ED Ellipses, Paris, 2006, P181.

⁵ De Melo. J, Grether J-M, Commerce international : théories et applications, Ed De Boeck, Paris, 1997, P.73.

Chapitre I : Les théories du commerce international et de la croissance économique

dans toutes les activités, même s'il ne dispose d'aucun avantage absolu, il jouira toujours d'avantage comparatif⁶.

Pour illustrer cette idée, supposons qu'en Angleterre, pour augmenter une unité de drap, il faut renoncer à environ 0.83 (100/120) unité de vin, et pour augmenter une unité de vin, il faut abandonner 1.2 (120/100) unité de drap.

Par contre, en Portugal, pour la production d'une unité de vin, il faut céder environ 0.88 (80/90) unité de drap et 1.125 (90/80) unité de vin contre le renoncement à une unité de drap.

On peut déduire alors que le drap est plus difficile à produire que le vin en Portugal, alors qu'au Angleterre c'est l'inverse. En effet, chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la production de la marchandise pour laquelle il détient l'avantage comparatif le plus élevé (le Portugal se spécialise dans la production du vin, par contre l'Angleterre va se spécialiser dans la production du drap). Dès lors, il y a toujours un gain à l'échange, donc il est de l'intérêt du pays de s'ouvrir à l'extérieur et à s'échanger même s'il est désavantagé dans toutes les productions, ou avantagé dans toutes les productions.

La théorie de l'avantage comparatif présente des limites que nous pouvons citer comme suit:

- le travail n'est pas le seul facteur de production des biens ;
- le modèle de Ricardo est fondé sur l'échange de spécialisation, donc sur le commerce interbranche, il a ignoré l'existence du commerce international pour des produits identiques (commerce intra-branche) alors que celui-ci est devenu tout à fait dominant aujourd'hui⁷;
- elle suppose que les coûts réels sont constants chez toutes les nations, alors qu'ils sont variables d'un pays à l'autre.

⁶ De Melo. J, Grether. J-M, Op.cit, 1997, P.74

⁷ FIGLIUZZI. A, 2006, Op.cit, P.187.

Chapitre I : Les théories du commerce international et de la croissance économique

1.3. Théorie d'Heckscher-Ohlin-Samuelson

Cette théorie est le principal prolongement de l'analyse ricardienne. Ce modèle porte le nom de ses trois auteurs, les économistes suédois **Eli Hecksher (1919)**, **Berti Ohlin (1939)** et l'économiste américain **Paul Samuelson (1948)**. Il s'agit, dans un premier temps, de deux exposés littéraires, dus à Hecksher et Ohlin où ceux-ci cherchent l'origine de l'avantage comparatif qui est basé sur l'abondance relative d'un facteur de production, ce que l'on nomme la dotation factorielle.

Pour ce faire, cette analyse néo-classique abandonne l'hypothèse ricardienne du seul facteur de production. Elle adopte l'hypothèse de la combinaison de deux (ou plusieurs) facteurs de production. Le théorème Hecksher-Ohlin énonce qu'un pays, relativement doté dans un facteur de production, exportera les biens intensifs en ce facteur en échange de biens importés, qui nécessitent un usage plus intensif de ses facteurs rares.

Le modèle de base de cette théorie est dit « 2-2-2 », c'est-à-dire 2 pays (étranger, national), deux biens l'un est intensif en capital et l'autre est intensif en travail, deux facteurs de production (capital, travail). Le pays national se spécialisera et exportera les produits intensifs en capital (ou en travail), et importera les produits intensifs en travail (ou en capital), les deux pays sont identiques en tout point, sauf pour les dotations factorielles qui seront à l'origine de l'échange.

Par la suite, Paul Samuelson a apporté une contribution supplémentaire en montrant que le libre-échange conduit à une égalisation internationale des prix des facteurs de production (théorème HOS – Heckscher-Ohlin-Samuelson).

Dans le modèle HOS, la spécialisation se fait sur la base de la dotation différentielle en facteurs de production, il livre deux conséquences très importantes : le théorème de Stolper-Samuelson⁸ et le théorème de Rybczynski.

Le **théorème de Stolper-Samuelson** postule, qu'à terme, l'échange international conduit à l'égalisation des prix des facteurs identiques et donc à la disparition des avantages comparatifs, par conséquent les nations vont chercher d'autres aspects, par exemple la recherche et développement, l'innovation, etc.

⁸ ¹Figliuzzi. A, Op.cit, 2006, P193.

Chapitre I : Les théories du commerce international et de la croissance économique

Le théorème Rybczynski permet de relier les modifications des dotations en facteurs d'un pays, il explique l'effet d'un accroissement relatif de la dotation en un facteur sur la spécialisation du pays.

Wassily Leontief (1905-1999) en 1953 a présenté une vérification empirique pour le modèle HOS, pour le cas des Etats-Unis qui sont dotés en capital plus qu'en travail, et il a montré que leurs exportations sont caractérisées par des produits intensifs en travail. Cet état de fait est qualifié de paradoxe. Il ne remet pas en cause le modèle HOS, mais il propose de prendre en compte le nombre des travailleurs ainsi que leur efficacité relative.

La théorie HOS suppose un état statique de la dotation des facteurs naturels, alors que dans la réalité la dotation de facteurs naturels n'est pas un phénomène permanent.

Une autre approche a été développée pour donner une réponse au paradoxe de Leontief. Il s'agit de l'approche néo-factorielle, celle-ci généralise le concept de facteurs de production et dépasse le cadre étroit d'une fonction de production à deux facteurs de production (le travail, le capital).

Les théories traditionnelles ont permis à l'économie mondiale d'enlever les entraves et d'encourager les nations à s'échanger, ce qui a fait l'évolution des échanges extérieurs.

Toutefois, l'évolution de l'environnement international pose un problème d'adéquation des théories à la réalité. Une théorie née en début du XIXème siècle peut-elle être convenable d'expliquer le commerce international de XXIème siècle ?

En effet, trois arguments expliquent les insuffisances des théories traditionnelles :

- le premier argument est lié à la nature des flux commerciaux entre les pays, les théories traditionnelles sont centrées sur l'idée de la spécialisation, c'est-à-dire le commerce interbranche⁹, or que le commerce international d'aujourd'hui est caractérisé d'un fort courant du commerce intra-branche;
- le second argument est relatif au fait que le rôle de l'innovation technologique est exclu dans les théories traditionnelles, alors que l'innovation crée des avantages particuliers pour les nations qui vont renforcer la compétitivité des firmes, voir même des situations du monopole, ce qui a remis en cause la concurrence pure et parfaite.

⁹ Dans le Commerce interbranche chaque pays étant soit exportateur, soit importateur d'un bien donné. Jean-Yves Capul, Olivier Garnier, dictionnaire d'économie et de sciences sociales, Ed Hatier, Paris, 2002, P.265.

Chapitre I : Les théories du commerce international et de la croissance économique

- le dernier argument tiens au fait que les théories traditionnelles faisaient de la nation le principal acteur du commerce international, elles ignorent le rôle des firmes alors que le commerce international d'aujourd'hui est dominé par les firmes multinationales.

En définitive, ces arguments constituent des justifications importantes pour l'avènement des nouvelles théories du commerce international. Celles-ci viennent pour expliquer les nouvelles réalités des échanges extérieurs entre les différentes économies.

2. Les nouvelles théories du commerce international

Dans les années 1980, plusieurs auteurs ont émis de nouvelles hypothèses, pour remédier aux insuffisances des théories traditionnelles. Le principal auteur de la nouvelle théorie du commerce international est Paul KRUGMAN. Son analyse montre que la concurrence internationale n'est pas pure et parfaite.

Les nouvelles théories du commerce international prolongent les travaux anciens, réalisés dans le cadre des théories traditionnelles, dans les années 1960 et 1970, telles que l'analyse de Raymond Vernon et Posner à travers l'approche néo-technologique, qui vise à introduire le rôle du progrès technique et de l'innovation dans le commerce international et l'analyse de Linder (1961) qui explique les flux de commerce international par le rôle de la demande.

En effet, il y a trois aspects fondamentaux qui ont été introduits par les nouvelles théories du commerce international pour expliquer les échanges contemporains. Nous retrouvons ainsi :

- Le rôle de la technologie ;
- Le rôle de la demande ;
- Le rendement d'échelle croissant.

2.1. Le rôle de la technologie

Il y a lieu de signaler que la notion de technologie est un concept plus large que celui de la technique. Selon Edwin Mansfield (1968), « la technique est une méthode utilisée dans le processus de production, alors que la technologie est la façon dont la société gère la connaissance en relation avec l'art industriel »¹⁰.

¹⁰ [www.gate.cnrs.fr/communication PDF/ texte Abdelouahab OUCIEF](http://www.gate.cnrs.fr/communication/PDF/texte/Abdelouahab_OUCIEF), consulté le 06/07/2013.

Chapitre I : Les théories du commerce international et de la croissance économique

L'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI), définit la technologie comme « un système de connaissance, de techniques, de compétences, d'expertise et d'organisation, utilisé pour produire, commercialiser et utiliser les biens et les services afin de satisfaire les demandes sociales et économiques »¹¹.

L'intégration de la technologie dans le commerce international se fait par le progrès technique et l'innovation. Ceux-ci, constituent le moteur de l'évolution du commerce international.

2.1.1. Le progrès technique

Depuis les années 1960, le progrès technique est devenu un thème de recherche important pour l'étude du commerce international. Le progrès technique est l'un des principaux facteurs d'amélioration de la production, de la productivité et de la compétitivité. Il désigne le développement et le perfectionnement des moyens de production (les équipements et machines deviennent de plus en plus performants).

Le progrès technique a été le moteur des transformations et d'amélioration des moyens de transports et des communications depuis le XIXème siècle. L'économiste autrichien Joseph Schumpeter a montré que l'innovation peut prendre plusieurs formes comme le progrès technique, l'ouverture d'un nouveau débouché, la fabrication d'un nouveau produit, l'introduction d'une nouvelle méthode de production¹². Ce progrès technique, à l'origine de l'avantage comparatif, se présente généralement sous deux formes :

- **L'innovation de produits** : il s'agit de l'invention de nouveaux produits ou du perfectionnement de produits existants ;
- **L'innovation de procédé** : il s'agit, par exemple, de l'automatisation des lignes productives.

Néanmoins, l'innovation doit être accompagnée par l'effort en recherche et développement¹³, qui permet de maintenir de la maintenir.

¹¹ Rapport annuel de l'ONUDI, Autriche, 1996, P.21

¹² Innover est le fait de combiner autrement ces forces et ces choses. Joseph Schumpeter, théorie de l'évolution économique, Dalloz, Paris, 1999, P.94-95.

¹³ La R-D désigne l'ensemble des activités de la recherche fondamentale et de la recherche appliquée permettant de découvrir et de mettre au point des procédés et des produits nouveaux. Bernard Guillochon, Annie Kawecki, Economie internationale, Ed Dunod, 2003, P62.

Chapitre I : Les théories du commerce international et de la croissance économique

2.1.2. Les analyses de POSNER et VERNON : l'approche néo-technologie

Cette approche consiste à introduire dans l'analyse du commerce international le rôle du progrès technique et de l'innovation. Il s'agit de dynamiser le modèle ricardien et celui de HOS qui considèrent que la technologie est une donnée constante, d'où la conception de l'approche néo-technologique.

L'écart technologique, entre les pays, explique essentiellement les flux du commerce international. Les pays, qui ont une avancée en matière de technologie, disposent d'un avantage comparatif qui est caractérisé par la spécialisation dans les produits résultant de l'innovation et de la recherche et développement.

2.1.2.1. L'approche de M.POSNER

Michael POSNER a expliqué, dans son ouvrage « *International Trade and Technical Change, 1961* »¹⁴, que les firmes des différents pays sont engagées dans un processus d'innovation permanent et celles qui réalisent des avancées en matière de recherche-développement disposent d'un avantage sur les autres. La mise en œuvre, de ces innovations, aboutit à une situation de concurrence monopolistique, qui explique l'existence d'un commerce intra-branche entre les pays à dotation factorielle similaire.

Le pays innovateur doit conserver son avancée technologique, mais avec une stratégie de temps qui dépend de deux éléments: le temps nécessaire à la diffusion du produit vers les autres pays « demand lag », et le délai correspond à la mise en place de produits concurrents issus de l'imitation du bien par des produits étrangers « imitation lag »¹⁵

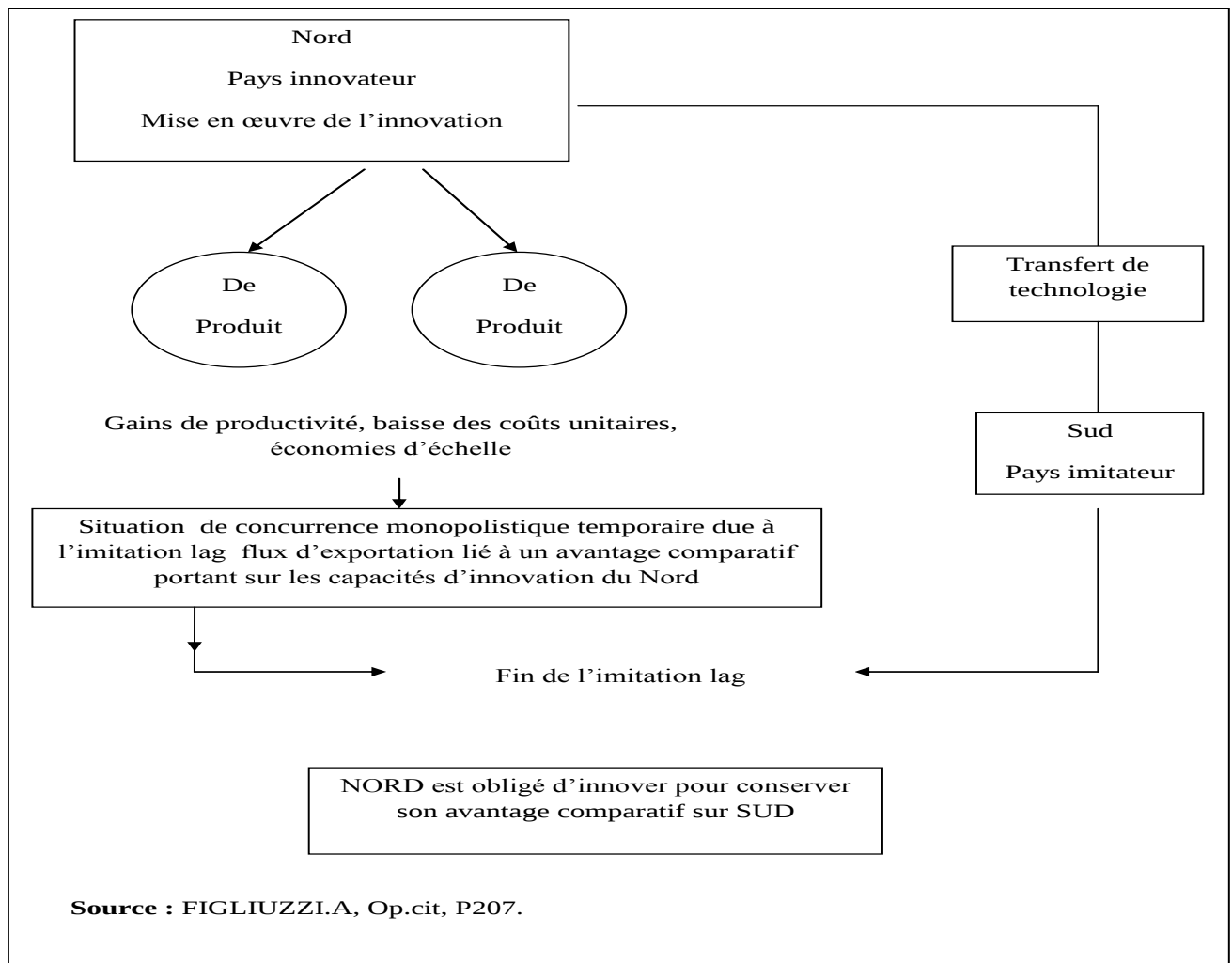
Paul KRUGMAN a formalisé en 1979 cette approche du commerce international. Son modèle est basé sur l'analyse de deux pays, l'un du nord qui est l'innovateur, l'autre du sud qui est le suiveur et qui tend à imiter. Il s'agit d'un transfert technologique entre le nord et le sud, mais avec un décalage temporel, qui permet au pays du nord de garder un monopole temporaire tout en investissant le temps pour innover un nouveau produit. La figure suivante illustre le processus d'innovation.

¹⁴Figliuzzi. A, 2006, Op.cit, P206.

¹⁵Guillochon. B ,Kawecki. A, 2003, Op.cit, P62.

Chapitre I : Les théories du commerce international et de la croissance économique

Figure N°01 : Le processus d'innovation entre un pays du Nord et un pays du Sud



Source : FIGLIUZZI, A, Economie internationale : faits-théorie-débats contemporains, Ed Ellipses, Paris, 2006, P207.

2.1.2.2. L'approche de R.VERNON

Les travaux de Raymond Vernon, dans son ouvrage « international investment and international Trade in Product Cycle (1966) », se rattachent à l'approche néo-technologique. Cet auteur s'intéresse aux problèmes du cycle de vie du produit au niveau de l'entreprise et il a ensuite étendu son analyse au commerce international.

La notion du cycle de vie est une notion ancienne. Elle permet de rationaliser la vie économique d'un produit, c'est-à-dire la période qui sépare son lancement de son abandon¹⁶.

¹⁶ M. RAINELLI, «Commerce international», Edition La découverte, Paris, 2003, P51.

Chapitre I : Les théories du commerce international et de la croissance économique

Tout produit innovant connaît un cycle de vie, qui passe en quatre phases : introduction du produit, croissance (ou diffusion), maturation et déclin (voir la figure n°02). Les étapes sont liées à l'attitude des consommateurs face au produit, mais aussi aux conditions de production.

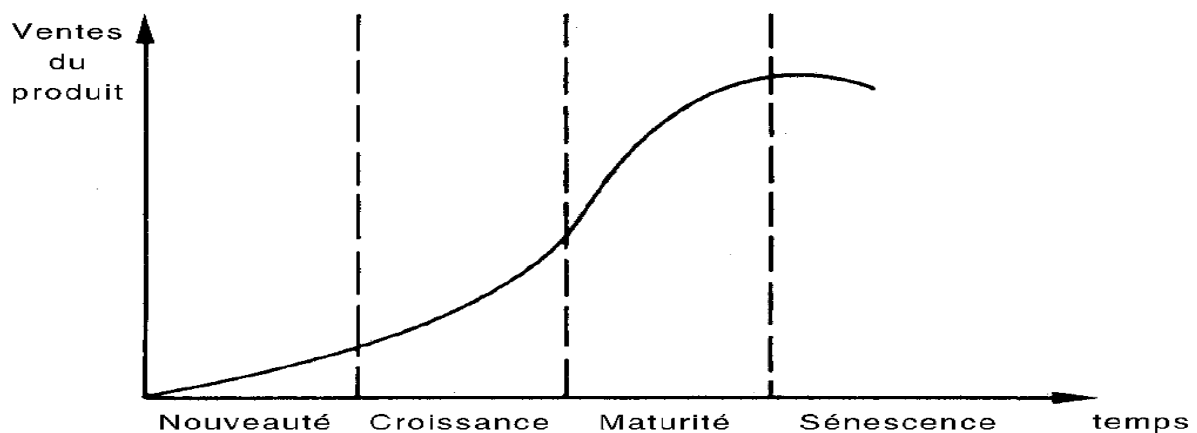
La 1ère étape : il s'agit de la phase de lancement, le produit est nouveau et apparaît comme un produit de luxe. La demande est peu sensible au niveau du prix. La production s'effectue en courtes séries avec un travail qualifié. La firme à l'origine du nouveau produit dispose d'un monopole temporaire.

La 2ème étape : elle fait référence à la phase de croissance. Dans cette étape, le produit est généralisé sur le marché d'origine, ce qui pousse la firme innovante à exporter le produit sur les marchés semblables.

La 3ème étape : elle est la phase de maturité. Au cours de cette étape, le produit ne progresse plus sur le marché intérieur. C'est le moment où le produit est imité par d'autres concurrents. Les firmes font le transfert technologique, afin de vendre leur produit dans des pays aux caractéristiques différentes.

La 4ème étape : elle consiste dans la phase de déclin. La production est progressivement abandonnée par toutes les firmes, sa consommation baisse et la production du bien est entièrement délocalisée pour pouvoir bénéficier de coûts de production plus faibles. La concurrence est, désormais, sur le prix et n'en pas sur le caractère innovant. D'où, les firmes cherchent à remplacer le produit par un nouveau produit.

Figure N°02 : Le cycle de vie d'un produit



Source : Rainelli. M, «Commerce international», Edition La découverte, Paris, 2003, P.52

Chapitre I : Les théories du commerce international et de la croissance économique

Nous constatons, à travers les étapes du cycle de vie du produit, que les produits issus de l'innovation et au début de cycle sont exportés vers les pays technologiquement avancés où il existe la même demande pour ce type de biens, puis enfin de cycle, les exportations se font vers les pays les moins avancés.

Cette théorie a vraiment servi aux firmes, aux pays innovateurs et même aux pays suiveurs pendant plusieurs années. Mais, aujourd'hui ce modèle a perdu sa pertinence, car les stratégies des firmes multinationales ont évolué. De plus, le phénomène de la délocalisation de la production et la division internationale du processus productif¹⁷ renforcent le caractère mondialisé de la production et de la diffusion des biens.

2.2. Le rôle de la demande

Les théories traditionnelles reposent sur l'hypothèse d'homogénéité des biens, ce qui ne favorise pas l'échange entre les pays. Or que la similitude des situations nationales n'est pas un obstacle aux échanges. La raison que les flux commerciaux des biens semblables, notamment le commerce intra-branche, sont importants ces dernières années entre les pays développés.

Comme l'explique B. Lassuderie-Duchêne « là où tout est semblable, il est inutile de rien échanger, l'échange ne peut s'expliquer que par une différence quelconque »¹⁸. Il existe deux types de différenciation. La différenciation verticale (dans cette situation, nous sommes en présence de produits similaires ayant une qualité identique) et la différenciation horizontale (dans ce cas, nous avons des produits similaires ayant une qualité différente).

Deux biens sont dits horizontalement différenciés si, tout en restant identiques du point de vue de la qualité, ils présentent un contenu en caractéristiques différents. La différenciation verticale consiste pour une entreprise à particulariser par sa qualité le produit qu'elle fabrique en regard de ceux de ses concurrents.

2.2.1. Le commerce intra-branche

Le commerce intra-branche désigne la partie du commerce international portant sur des échanges de produits appartenant à la même branche, au sens de la comptabilité nationale,

¹⁷ Figliuzzi. A , 2006, Op.cit, P.210.

¹⁸B. Lassuderie-Duchêne , cité par Jean-Claude Berthélemy, Ed Dalloz , Revue d'économie politique, 2005/5 - Vol. 115, PP 525 à 530, www.cairn.info/, Le 14/07/2013

Chapitre I : Les théories du commerce international et de la croissance économique

c'est-à-dire la même subdivision productive (ensemble des entreprises fabricant le même produit)¹⁹.

L'indice de Grùbel et Lloyd (GL), est l'indicateur le plus utilisé pour mesurer l'importance du commerce intra-branche dans le commerce total d'un pays.

$$GL = 1 - \frac{\text{Sommes des valeurs absolues des soldes par branche}}{\text{exportations totales} + \text{importations totales}}$$

Lorsque la valeur des exportations est proche de celle des importations, le solde tend vers zéro. Dans le cas où l'indicateur GL est proche de 1, cela signifie que le commerce intra-branche est intense dans une branche et vice versa. De nombreuses études montrent la forte progression du commerce intra-branche entre les pays développés, tels que les travaux menés par Fontagné et Freudenberg (1998), ces derniers montrent que les échanges de l'Union Européenne sont essentiellement des échanges intra-branches de différenciation verticale.

2.2.2. La théorie de la demande représentative

La théorie de la demande représentative de Linder (1961) est venue pour critiquer le modèle HOS par le fait qu'il n'explique qu'une faible part du commerce international, celui des produits primaires contre les produits manufacturés. De plus, la tendance à l'égalisation des revenus des facteurs expliquée par le théorème de Stolper-Samuelson ne se vérifie pas.

A partir de cette critique, Linder instaure l'analyse des flux commerciaux sur l'idée de ressemblance des conditions. Il montre que les différences de ressources productives n'est pas à l'origine des échanges intra-branche. Par contre, ce sont les conditions relatives à la demande qui ont un rôle important et qu'on peut structurer à travers trois propositions importantes :

- Le pays où il y a l'avantage comparatif utilisé pour la production d'un bien déterminé. Cet avantage comparatif est à l'origine de l'existence d'un marché intérieur. Pour

¹⁹ Lahsen Abdelmalki et Jérôme Trotignon, Echanges commerciaux nord-sud et croissance économique, revue région et développement n°14-2001, P41.

Chapitre I : Les théories du commerce international et de la croissance économique

Linder « le marché extérieur (international) n'est rien d'autre que l'extension, au delà, des frontières nationales, de la propre activité du pays »;

- Les pays ayant le même niveau de revenu par tête d'habitant auront tendance à présenter des conditions de demande semblables ;
- La priorité des exportations est vers les marchés présentant les mêmes caractéristiques de demande.

On peut déduire que les pays ayant des niveaux de revenu et de développement relativement proches ont plus de vocation à s'échanger que les pays de niveaux très différents. Dès lors, les pays industrialisés ayant des demandes diversifiées mais comparables, des demandes assez semblables pour des catégories diversifiées de produits, sont à l'origine de la demande domestique représentative des pays ayant des échanges internationaux entre eux.

L'analyse de Linder a servi de cadre de référence pour les approches du commerce international en termes de la demande, particulièrement la demande de variété.

2.2.3. La théorie de la demande de variété

A partir de la base théorique de Linder, plusieurs auteurs ont développé l'idée que la demande joue un rôle prépondérant dans le commerce international, notamment K.LANCASTER (1966) et P.KRUGMAN (1979) dans la théorie de la demande de variété des consommateurs²⁰.

Lancaster a développé la notion de la demande de variété en 1966 ; chaque produit est défini par un ensemble de caractéristiques demandées par le consommateur (par exemple, pour une voiture : vitesse, sécurité, confort et consommation de carburant, etc.) et chaque consommateur a un produit idéal. Comme le consommateur dans sa nature à diverses attentes, l'ouverture au commerce international permet de diversifier ses préférences.

Le commerce international est justifié ainsi par la préférence pour la variété exprimée par les consommateurs, ce qui explique l'importance du commerce différencié verticalement.

Le modèle de KRUGMAN (1979) développe l'approche d'Edward CHAMBERLIN, qui a été à l'origine d'une révolution en 1933, lorsqu'il introduit la différenciation des

²⁰ www.creg.ac-versailles.fr/IMG/pdf/Les_nouvelles_theories_du_CI.pdf. Milan Vujisic, (consulté le 20/07/2013) la nouvelle théorie du commerce international, P.05.

Chapitre I : Les théories du commerce international et de la croissance économique

produits dans son ouvrage « *Théorie de la concurrence monopolistique* » où les consommateurs ont un goût pour la variété. En effet, à court terme, les firmes sont supposées toutes en situation de monopole sur la variété des produits qu'elles fabriquent, sachant que tous les produits sont différenciés, la demande des consommateurs pour un bien particulier dépend du nombre des produits similaires disponibles sur le marché et des prix appliqués par les autres firmes.

En appliquant ce résultat au commerce international, on va avoir un marché mondial plus vaste que chacun des marchés nationaux qui le constituent, ce qui implique qu'intégrer un marché par le commerce international aux mêmes effets que la croissance d'un marché à l'intérieur d'un même pays²¹.

Ainsi, deux pays ayant les mêmes dotations factorielles, utilisant les mêmes technologies à économies d'échelle internes pour produire des biens différenciés, seront conduits à échanger, en dépit de leur parfaite similitude en matière des conditions d'offre.

Cet échange de différenciation résulte de la préférence des consommateurs des deux pays pour la variété. L'ouverture des économies engendre les effets suivants²²:

- Le nombre de variétés disponibles augmente ;
- Les économies d'échelles sont mieux exploitées, les firmes produisent des biens à moindre coût de production, ce qui engendre une diminution des prix ;
- L'utilité des consommateurs augmente, suite à l'augmentation de variétés par l'échange avec l'étranger.

2.3. Le rendement d'échelle croissant

La théorie traditionnelle pose l'hypothèse de rendement constant. La spécialisation internationale n'est déterminée que par les différences des techniques de production (D. Ricardo (1817)), ou bien par la différence de dotation en facteurs de production (le modèle HOS (1919-1948)).

Le rendement d'échelle est le lien existant entre les quantités produites et le coût de production. Deux types de rendements d'échelle, à savoir le rendement d'échelle constant qui

²¹ P.Krugman et M. Obstfeld, *Economie internationale*, Ed De Boeck, 4^{ème} édition, Paris, 1995, P.147.

²² Guillochon. B et Kaweck. A, op.cit, P.86.

Chapitre I : Les théories du commerce international et de la croissance économique

est défini par la théorie traditionnelle et le rendement d'échelle croissant où les coûts de production diminuent avec les quantités produites, on parle alors d'économies d'échelles.

L'économie d'échelle est le fait d'avoir plus de quantités produites avec des coûts unitaires moindres. Ce concept économique est introduit par l'économiste Alfred Marshall (1879). Mais la notion d'économie d'échelle remonte à Adam Smith dans la mesure où la division de travail est une source importante d'économie d'échelle. Elle a été approfondie par Alfred Marshall qui distingue les économies d'échelles internes et externes²³.

Les économies d'échelles internes, sont internes par rapport aux efforts consentis par les entreprises pour améliorer leurs techniques productives, afin d'augmenter la production avec des coûts unitaires moindres. Dès lors, on aura une augmentation de la taille de la firme.

En effet, les économies d'échelles internes sont incompatibles avec la concurrence pure et parfaite, puisque dans cette situation les entreprises ne sont pas dans la mesure d'agir sur les prix qui sont indépendants des quantités produites.

Ce qui rend possible d'autres formes de structure de marché : l'oligopole, la concurrence monopolistique. Les conséquences de ces économies d'échelle sur les échanges internationaux peuvent être exposées dans le contexte du monopole contestable.

Ce dernier est défini comme « un marché où la firme installée peut voir sa position contestée par un entrant potentiel, par conséquent, la firme installée fixe le prix à un niveau égal au coût moyen »²⁴. Mais dans cette situation, la spécialisation internationale est totale, c'est-à-dire chaque bien n'est produit que par une seule firme et donc dans un seul marché.

Les économies d'échelles externes à la firme, mais internes au secteur sont compatibles avec la persistance de la concurrence. Ils dépendent de l'environnement global de la firme. Un exemple d'économies d'échelles externes est celui de Silicon Valley (il a été étudié par P.Krugman). Dans cet exemple, l'auteur explique que la proximité géographique des firmes conduit à la diffusion d'information entre les firmes. Ainsi, les Etats Unis sont présentées comme un véritable modèle d'économies d'échelles externes, suite au phénomène d'agglomération des activités industrielles et aussi de la recherche-développement.

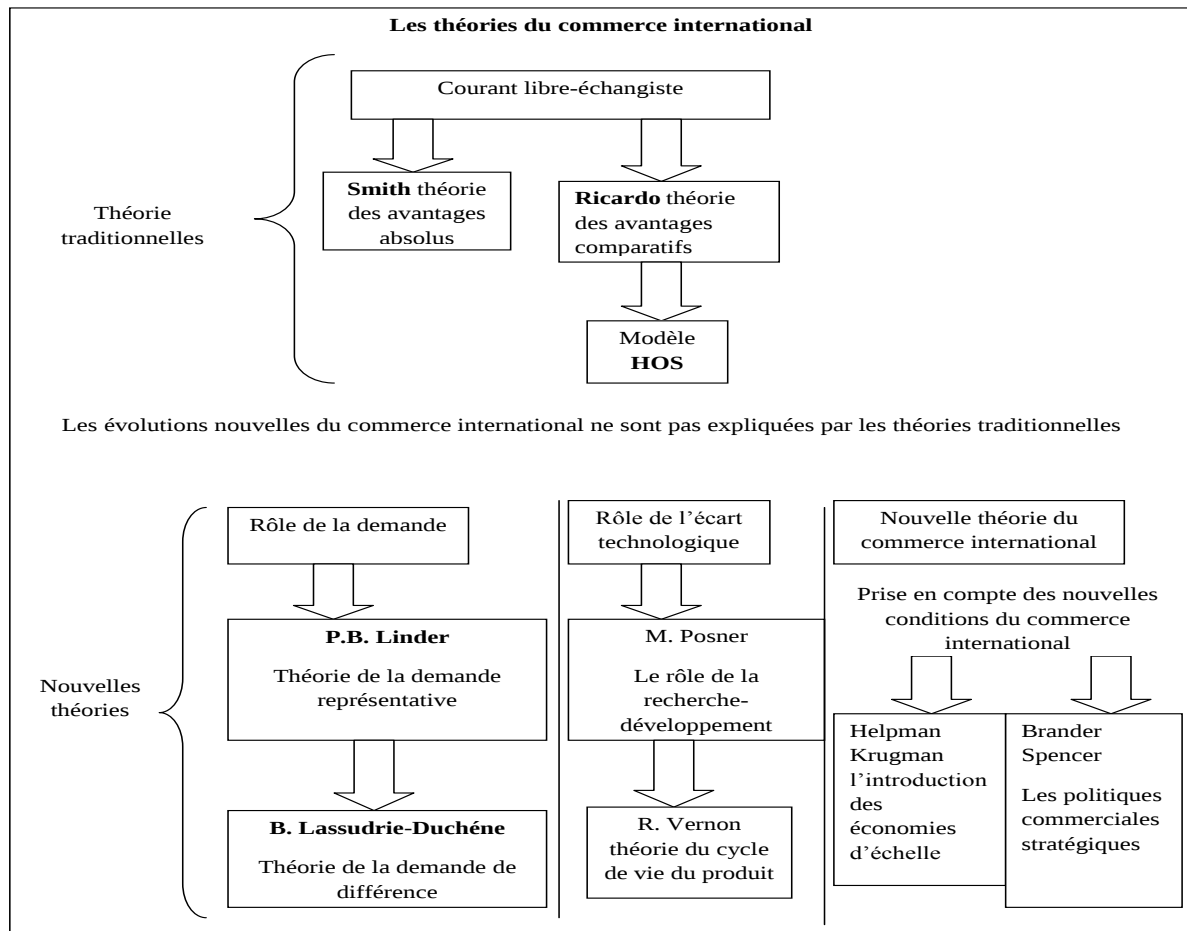
²³ Rainelli. M, op.cit, P 62.

²⁴ RAINELLI. M, op.cit, P62

Chapitre I : Les théories du commerce international et de la croissance économique

La figure n°03, nous donne une synthèse des théories du commerce international, en l'occurrence les théories traditionnelles et les nouvelles théories.

Figure N°03 : Les théories du commerce international



Source : FIGLIUZZI. A, Economie internationale : faits-théorie-débats contemporains, Ed Ellipses, Paris, 2006, P.180.

Section 02 : Les théories de la croissance économique

Les économistes utilisent le terme de croissance pour décrire une augmentation de la production sur le long terme. Selon la définition de François Perroux, la croissance économique correspond à « l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension, pour une nation, le produit global net en termes

Chapitre I : Les théories du commerce international et de la croissance économique

réels. »²⁵. La croissance correspond donc à l'accroissement de quantité de biens et de services produits dans un pays au cours d'une période donnée.

La croissance décrit ainsi, un phénomène plus restreint que le processus de développement, lequel intègre généralement, au-delà du revenu par tête, l'espérance de vie et la qualité de l'éducation. Selon François Perroux, « le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rend apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel globale²⁶ ». La croissance n'est qu'une des composantes du développement qui est une notion plus abstraite et qualitative. Il peut y avoir croissance sans développement et inversement.

La croissance est une notion quantitative et économique alors que le développement est de nature qualitative, sociale et culturelle. Cette définition permet d'apprécier par un indicateur, produit national ou produit intérieur, ou bien par un agrégat relatif à la production, l'aspect général et quantitatif d'une évolution portant sur le long terme.

Dans cette section, nous allons traiter le point les aspects liés à la croissance économique. Dans le deuxième point nous allons mettre en évidence la relation existante entre l'ouverture commerciale et la croissance économique en fusant référence aux travaux théoriques et empiriques en la matière.

1. La mesure de la croissance

La croissance économique est généralement mesurée par l'utilisation d'indicateurs économiques dont le plus couramment utilisé est le produit intérieur brut (PIB).

En tant qu'indicateur économique principal de mesure de la production économique réalisée à l'intérieur d'un pays donné, le PIB vise à quantifier, pour un pays et une année donnés, la valeur totale de la production ou de richesse réalisée par les agents économiques résidents à l'intérieur du territoire économique (ménages, entreprises, administrations publiques).

Le PIB permet de sommer les valeurs ajoutées de tous les secteurs institutionnels sur un territoire donné. Il est possible de savoir comment la richesse est créée, utilisée et répartie. Le

²⁵ François Perroux, « Dictionnaire économique et social », Ed Hatier, Paris, 1990. P.115

²⁶ François Perroux, « l'économie du XXème siècle », Ed PUF, Paris, 1964, P.155.

Chapitre I : Les théories du commerce international et de la croissance économique

PIB, en tant qu'outil de la comptabilité nationale, est donc un bon moyen de comprendre le fonctionnement d'une économie et de conduire une politique économique.

Néanmoins, l'indicateur du PIB reste cependant imparfait comme mesure de la croissance économique, car d'une part il ne mesure pas l'économie informelle, d'autre part il ne mesure pas l'activité de la production domestique.

Même avec ces insuffisances, le PIB reste l'indicateur de mesure de la croissance économique, car il est le résultat d'une longue réflexion qui prend comme source le cadre comptable édifié par les économistes au lendemain de la seconde guerre mondiale.

Le taux de variation du PIB d'une période à l'autre est appelé le taux de croissance, à partir de ce taux on peut déduire l'état de la croissance pour un pays donné.

Rostow.W, économiste et historien américain, dans son livre célèbre datant de 1960, « les étapes de la croissance économique – un manifeste anti-communiste »²⁷ affirme qu'un pays voulant connaître une forte croissance devait passer progressivement par cinq (5) étapes.

La première étape est le point de départ ; elle correspond à la société traditionnelle qui est caractérisée par une faible croissance du fait d'un progrès technique très limité. La deuxième étape, appelée conditions préalables au démarrage, voit le progrès technique valorisé et l'apparition d'un esprit d'entreprise, où il explique de profondes mutations dans les trois secteurs non industriels : les transports, l'agriculture et le commerce extérieur.

Ensuite, le démarrage correspond à une tendance à la généralisation des changements de l'étape précédente à l'ensemble des activités économiques. Ainsi, de nouvelles industries se développent, le progrès technique se généralise, c'est la période de la révolution industrielle qui nécessite un taux d'épargne et un taux d'investissement de plus de 10% du revenu national.

Puis, c'est la marche vers la maturité grâce à des taux d'épargne et d'investissement qui peuvent atteindre 20% du revenu national avec le développement d'une multitude d'autres secteurs d'activités. Dès lors, un progrès soutenu est possible qui permet à la croissance économique de dépasser celle de la population. Enfin, la dernière phase est celle de l'ère de la

²⁷ www.persee.fr, Rostow.W « Les étapes de la croissance économique – un manifeste anti-communiste » (date de consultation 25/07/2013)

Chapitre I : Les théories du commerce international et de la croissance économique

consommation de masse, au cours de laquelle se développent les industries de biens de consommation durables et les activités de service.

Toutefois, de nombreuses critiques ont été formulées à l'encontre du schéma de Rostow. Cette théorie apparaît déterministe, car elle ignore que les pays actuellement sous-développés doivent faire face à des problèmes différents de ceux qu'ont eu à affronter les nations aujourd'hui industrialisées au cours de leur processus de développement. Ce schéma de Rostow présente un caractère universel étant donné qu'il s'applique indifféremment à toutes les sociétés sans tenir compte de leurs spécificités.

2. Les grands courants de la croissance

La croissance n'est pas un phénomène relativement récent, puisque elle a été l'objet d'étude de plusieurs économistes, notamment à partir des économistes classiques qui sont les précurseurs de la croissance. Il faudra, cependant, attendre le XXe siècle et les années 50 pour que les modèles théoriques de la croissance connaissent un véritable succès.

Les modèles post-keynésiens (Harrod-Domar) et néoclassiques (Solow) ont introduit un véritable débat sur la question de la croissance équilibrée. Depuis les années 70-80, la croissance a connu un nouvel essor avec les théoriciens de la croissance endogène.

2.1. Les précurseurs des courants de la croissance.

Depuis plus de deux siècles, les économistes s'interrogent sur les causes de la croissance. Adam Smith, David Ricardo et Karl Marx sont les principaux économistes fondateurs de cette réflexion. Les économistes classiques écrivent, au début de la révolution industrielle, en Angleterre, que la croissance ne peut pas être un processus de longue période, apte d'améliorer durablement les niveaux de vie de la population.

Cependant, la pensée classique est caractérisée par une grande diversité de points de vue, qui peuvent expliquer la croissance, selon les caractéristiques du contexte prévalent et les objectifs de chacun des auteurs²⁸.

2.1.1. La division de travail d'Adam Smith

Dans ses recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations (1776), Adam Smith met en évidence le rôle de la division du travail, qui est la source du progrès technique

²⁸ Jean-Marc Huart, la croissance s'explique-t-elle ?, DEES 124, juin 2001, P.42.

Chapitre I : Les théories du commerce international et de la croissance économique

dans l'extension des marchés, comme facteur de croissance. La croissance peut donc, être liée à la croissance de la taille des marchés, qui est dépendante de l'implication du pays dans le commerce international. L'optimisme de Smith apparaît à travers les traits d'une croissance illimitée.

2.1.2. Les rendements décroissants de David Ricardo

Dans ses principes de l'économie politique et de l'impôt (1817), David Ricardo souligne que la croissance est limitée par la loi des rendements décroissants. Il explique la décroissance des rendements agricoles traduite par une redistribution des revenus au détriment des profits et au bénéfice de la rente foncière, les salaires étant fixés au minimum de subsistance.

La diminution du taux de profit entraîne une diminution du taux de l'accumulation du capital et du taux de croissance de l'économie. Ainsi, l'économie atteint la situation d'état stationnaire. Afin de retarder cette situation, Ricardo préconise d'augmenter les gains de productivité dans l'agriculture, grâce au progrès technique et de s'ouvrir au commerce international²⁹.

2.1.3. La destruction du capitalisme selon Marx

Karl Marx a été le premier économiste à proposer un modèle formel de croissance, à l'aide de ses schémas de reproduction élargie. Il considère que la croissance est limitée dans le mode de production capitaliste en raison de la baisse tendancielle des taux de profit.

En effet, la recherche d'une plus-value toujours plus importante (en accordant des salaires bas, ou ce que Marx appelle, le salaire Minimum de Subsistance) et la concurrence entre les capitalistes devraient provoquer un appauvrissement des ouvriers et un blocage (crise) dans le système capitaliste.

2.2. Schumpeter et le rôle de l'entrepreneur

Schumpeter (1937-1941) retient comme moteur de la croissance, l'action de l'entrepreneur dont la fonction consiste à détourner les ressources en choisissant d'introduire de nouveaux biens, de nouvelles méthodes de production, une nouvelle organisation

²⁹ Jean-Luc Gaffard, la croissance économique, Ed Armand colin, Paris, 2011, P13.

Chapitre I : Les théories du commerce international et de la croissance économique

industrielle, ou encore d'explorer de nouveaux marchés³⁰. C'est ce qu'on caractérise par le concept de l'innovation.

2.3. Les modèles de croissance post-keynésiens

A la suite de la crise de 1929, de nombreux économistes inspirés par les travaux de J.M Keynes, vont s'interroger sur les possibilités d'une croissance équilibrée. Les modèles de Domar et Harrod vont chercher à rendre compte des conditions et caractéristiques essentielles de l'équilibre d'une économie capitaliste en croissance.

La croissance sera équilibrée si toutes les variables économiques croissent au même rythme. Or, l'investissement a un effet sur la demande par le jeu de multiplicateur, la croissance ne sera équilibrée que si l'investissement croît à un taux égal au rapport entre le taux d'épargne (S) et le coefficient de capital et que ce taux égal au taux de croissance de la population.

Néanmoins, dans le modèle Harrod-Domar (1939 et 1946), on considère que ces trois variables sont exogènes et indépendantes³¹, de sorte qu'une croissance équilibrée est très aléatoire, elle repose sur « le fil du rasoir ».

Les premières analyses, qui sont supposées expliquer la croissance jusqu'à la seconde guerre mondiale, sont relativement dispersées. En outre, la période de forte croissance qui intervient dans tous les pays développés, après la seconde guerre mondiale, renouvelle la problématique.

2.4. La théorie néoclassique de Solow

Robert Solow est le fondateur de ce modèle à travers son article intitulé « A contribution to the Theory of Economic Growth » et paru en 1956 dans the Quarterly Journal of Economics.

Il a été le premier à proposer un modèle formel de la croissance. Ce modèle se fonde sur une fonction de production à deux facteurs, le travail et le capital. La production résulte donc de la combinaison des deux facteurs. L'hypothèse de production repose sur des rendements décroissants, c'est-à-dire une augmentation des facteurs de production dans une

³⁰ Jean-Luc Gaffard, Op.cit, P13.

³¹ Gérard Tharis, Croissance et développement économique au XX^e siècle, dans l'analyse économique et historique des sociétés contemporaines, tome 1, Ed Armand colin, Paris, 1995.

Chapitre I : Les théories du commerce international et de la croissance économique

certaine proportion engendre une augmentation dans une proportion plus faible de la production³².

Cette situation correspond à l'état stationnaire, mais les économies n'atteignent jamais ce stade, en raison du progrès technique qui accroît la productivité des facteurs. Pour Solow, sur le long terme, la croissance provient du progrès technologique. Néanmoins, ce facteur technologique est exogène au modèle, c'est-à-dire qu'il ne l'explique pas mais il est considéré comme donné³³.

Ce constat a incité les économistes à développer des modèles dans lesquels les déterminants de la croissance sont endogènes, ce qui a donné naissance à l'apparition de la nouvelle théorie de la croissance ou la théorie de croissance endogène. Ainsi, on a deux principales théories de la croissance économique, à savoir la théorie exogène de la croissance économique et la théorie de la croissance endogène.

3. La théorie de la croissance exogène

Dans le point précédent, nous avons cité le modèle néoclassique de Solow, où il explique l'origine de la croissance par tête en fonction du montant du capital technique investi (machine, équipement, infrastructures...). Par conséquent, l'augmentation du capital par tête augmente la production mais pas de façon proportionnelle. Le niveau de production d'un pays est déterminé par l'investissement par tête qui est effectué³⁴.

Le modèle de Solow repose sur les hypothèses de type néoclassique : toute l'épargne est investie, les rendements sont décroissants, la substitution du capital au travail..., etc. La principale hypothèse retenue par ce modèle est la propriété de convergence ; les pays ou les régions qui sont initialement semblables, dont le niveau de production ou de capital est le plus bas, croissent plus rapidement que les pays qui sont plus proches de leur état stationnaire³⁵.

A travers cette hypothèse, Solow explique les phénomènes de rattrapage des pays qui ont commencé leur croissance économique plus tardivement, où tous les pays qui font un effort d'investissement sont aptes de connaître une croissance économique. La convergence

³² www.oeconomia.net/private/cours/croissanceendogene.pdf Arnaud Diemer, Les théories de la croissance endogène et principe de convergence, IUFM d'Auvergne, 2004, P.99.

³³ Jean-Marc Huart, 2001, op.cit, P.44.

³⁴ Arnaud Diemer, 2004, Op.cit, P.04.

³⁵ Philippe Aghion, les défis d'une nouvelle théorie de la croissance, l'actualité économique, Revue d'analyse économique, vol. 78, n°4, décembre 2002.

Chapitre I : Les théories du commerce international et de la croissance économique

est conditionnelle (Barro et Sala-i-Martin, 1992)³⁶, lorsque le ratio PIB de départ par habitant est faible par rapport à sa situation d'équilibre de long terme, le taux de croissance attendu est élevé.

Ce modèle a été intervenu en plein période de croissance, durant les trente glorieuses où le changement technique fait croître le niveau de richesse. Solow introduit donc un nouveau facteur, un résidu, qu'il assimile au progrès technique. Le progrès technique est conçu comme une « manne tombée du ciel » et qui affecte l'économie³⁷.

Les travaux de Dubois et Malinvaud (1972)³⁸ confirment que sur les 5% de croissance française entre 1951 et 1969, la contribution des facteurs travail et capital explique 2,6 point des 5% de croissance. Un résidu correspondant à la productivité globale des facteurs explique donc la moitié de la croissance économique. Par conséquent, Solow considère le progrès technique comme facteur exogène à la croissance économique.

Les trente glorieuses sont caractérisées par le processus de rattrapage des pays. En outre, les années 1970 sont marquées par une accélération du développement des pays de tiers monde à un moment où les économies occidentales connaissent un profond ralentissement économique³⁹.

Néanmoins, les années 1980, sont caractérisées par une divergence entre les pays les plus riches et les pays les plus pauvres. Ce qui fait que, ce modèle, ne répond aucunement aux changements économiques, et aussi, les théoriciens remettent en cause l'idée que le progrès technique est exogène pour le processus de croissance, au contraire il vient des comportements des agents économiques.

4. La théorie de la croissance endogène

Les critiques adressés au modèle de Solow sont liées à sa faiblesse dans l'explication des sources de la croissance. Celles-ci demeurent exogènes. Ce modèle ne rend pas compte de la divergence possible des taux de croissance entre les pays à l'équilibre. Aussi, il néglige le

³⁶ Jean-Luc Gaffard, op.cit, P24.

³⁷ Idem, P 24.

³⁸ Jean-Marc Huart, 2001, op.cit, P44

³⁹ Jean-Marc Huart, 2001, op.cit, P 45.

Chapitre I : Les théories du commerce international et de la croissance économique

rôle des rendements d'échelle croissants, pour la raison que ces derniers sont incompatibles avec la pleine concurrence⁴⁰.

Plusieurs économistes ont rénové la théorie de la croissance dans les années 1980 et 1990, afin de répondre à ces critiques. L'objectif étant d'expliquer la croissance à long terme de façon plus efficace que le modèle de Solow (1956), en introduisant le concept du progrès technique endogène émanant des comportements des agents économiques et des incitations politiques⁴¹.

Néanmoins, la théorie de la croissance endogène adopte un des principaux postulats de la théorie néo-classique, à savoir que le principal facteur déterminant pour la croissance économique est celui de la croissance de la productivité totale des facteurs, qui à son tour repose principalement sur le niveau de progrès technologique, l'innovation et la recherche et développement⁴².

La distinction entre les deux approches réside dans le fait que, dans le cadre de la première approche, la croissance est condamnée à se décroître à cause de la logique des rendements décroissants. Dans le cadre de la deuxième approche, par contre, les travaux de Romer (1986, 1987, 1990), Lucas (1988) et Aghion et Howitt (1992) ont insisté sur le caractère endogène des choix des acteurs tant en matière d'investissement en capital humain, qu'en matière de recherche pour l'explication d'un taux de croissance soutenu. Aussi, les théories de la croissance endogène avancent qu'on peut agir sur le niveau de progrès technologique par le biais des choix et décisions en matière de politique économique⁴³.

La théorie néo-classique identifie une seule source de la croissance, celle de l'accumulation du capital physique. Elle n'ignore évidemment pas les autres sources, mais elle ne les intègre pas explicitement dans les théories, pas explicitement dans les modèles, considérant que la variable exogène qui est le progrès technique prend tous ces effets⁴⁴. À l'inverse, les modèles de croissance endogène sont caractérisés par une grande diversité des sources retenues.

⁴⁰ Jean-Luc Gaffard, 2011, op.cit, P37

⁴¹ Rabi Hadji, Education, croissance économique et développement humain : le cas du Maroc, mémoire de la maîtrise en science politique, Université de Québec à Montréal, Mai 2001, P.42.

⁴² Peter Howitt, Croissance endogène, productivité et politique économique : rapport de situation, observatoire international de la productivité, 2004, n° 08, P.03.

⁴³ Peter Howitt, op.cit, 2004, P 03.

⁴⁴ Idem, P. 03

Chapitre I : Les théories du commerce international et de la croissance économique

Les théories de la croissance endogène comprennent trois modèles de pensée théorique. Chacun développe un paramètre bien déterminé. Il s'agit du modèle d'accumulation du capital humain, du modèle de savoir et recherche et du modèle néo-schumpétérien.

Pour le premier, il concerne le modèle de Lucas (1988). Le second, il concerne le modèle de Romer (1986, 1990) et le troisième, il concerne le modèle de Aghion et Howitt (1992).

4.1. Le modèle de Lucas : la théorie d'accumulation du capital humain

Le modèle de Lucas (1988) propose un cadre d'analyse dans lequel l'accumulation du capital humain et le savoir sont des facteurs déterminants pour la productivité et la croissance. Ce modèle s'intéresse à étudier l'impact de l'accumulation du capital humain sur la croissance. Son objectif principal est d'expliquer le caractère continu de la croissance d'une part, et la diversité des niveaux de revenus, d'autre part. Le produit global est supposé dépendre du capital physique (machine, équipement, infrastructure), et du capital humain qui sont sujets à des rendements décroissants.

Dans ce modèle, on distingue deux secteurs, celui de la production et celui de la formation. Dans le premier, les biens sont produits à partir du capital physique et une partie du capital humain est accumulée avec une productivité non décroissante, alors que dans le second secteur, on trouve seulement la formation du capital humain.

Le capital humain désigne l'ensemble des capacités apprises par les individus et qui accroissent leur efficacité productive. Chaque individu est, en effet, propriétaire d'un certain nombre de compétences.

Dés lors, l'éducation est un investissement important dont l'individu attend un certain retour. L'accumulation du capital humain n'est pas définie seulement par l'augmentation du nombre des travailleurs, mais le plus important est l'amélioration de la qualité de travail des travailleurs. Ainsi, les pays donnent beaucoup d'importance au système éducatif.

Selon Lucas, l'accumulation de stock des connaissances est le principal déterminant de la croissance économique. Il explique, aussi, que les écarts de croissance entre les pays sont liés à la différence existante entre ces pays en matière de la politique d'accumulation du capital humain, donc du niveau de formation et de l'éducation.

Chapitre I : Les théories du commerce international et de la croissance économique

4.2. Le modèle de ROMER (1986,1990)

Il est le modèle fondateur des théories de la croissance endogène. ROMER (1986) insiste sur le fait que l'accumulation du capital physique dans une entreprise engendre des effets positifs sur les autres firmes⁴⁵. Il s'agit plus particulièrement de l'accumulation des connaissances qui entraîne deux principaux effets. En premier lieu, elle permet la circulation d'information entre l'ensemble des firmes. En second lieu, elle montre que l'investissement provoque des externalités réciproques.

En 1990, ROMER a mis en évidence le rôle de la recherche-développement. Il explique par l'innovation et produit de la recherche-développement, l'innovation technologique dépend de l'accroissement de la variété des biens. La recherche a pour conséquence de créer de nouveaux biens qui viennent s'ajouter aux précédents ou bien de créer de nouveaux biens en accroissant la division du travail, ce qui permet d'entrer dans le processus de rendements croissants⁴⁶.

La croissance est envisagée comme conséquence principale de l'accumulation des connaissances. Un pays consacrant une forte part de son capital humain à la recherche aura tendance à croître plus rapidement qu'un autre. Le progrès technologique est envisagé comme le résultat des activités d'un secteur de la recherche qui a pour objectif la production de nouvelles connaissances.

Contrairement aux approches néoclassiques, Romer reconnaît que le marché ne suffit pas à assurer une croissance maximale à long terme. L'Etat a un rôle important à jouer, pas par le biais de la dépense publique envers la recherche, mais par le soutien aux innovateurs par des mesures fiscales (moindre taxation des bénéfices issus des produits nouveaux) et juridiques incitant la recherche-développement.

4.3. Le modèle d'Aghion et Howitt (1992)

Aghion et Howitt (1992) intègrent dans leur modèle une idée qui remonte à J. Schumpeter, en vertu de laquelle, les innovations industrielles, tout en améliorant la qualité des biens produits, sont des facteurs de croissance. Ce modèle est appelé aussi l'approche

⁴⁵ Jean-Marc Huart, 2001, op.cit, P 45.

⁴⁶ Jean-Marc Huart, 2001, op.cit, P 45.

Chapitre I : Les théories du commerce international et de la croissance économique

néo-schumpétérienne, cette approche met en évidence le transfert technologique, la recherche et développement et les politiques d'importation des techniques étrangères.

Ces éléments expliquent la mesure de taux de croissance enregistré dans les pays développés. Cependant, dans le cas des pays en développement, il serait très facile d'accélérer leur croissance, en adoptant les technologies produites dans d'autres parties du monde⁴⁷.

Le but de la recherche-développement dans un pays en développement est de déterminer son niveau de productivité totale des facteurs à long terme. Mais, certainement pas son niveau de taux de croissance à long terme. Les pays où les investissements en recherche et développement sont insignifiants et de moindre importance présenteront une croissance plus lente que les leaders technologiques⁴⁸.

Cette approche a été poursuivie par Grossman et Helpman (1991)⁴⁹, Barro et Sala-i-Martin (1995), le progrès technique résulte ainsi d'un objectif fixé en recherche-développement.

Les théories de la croissance endogène reposeraient donc sur l'idée que l'activité économique a besoin de concurrence imparfaite et d'intervention publique. En même temps, elles reprennent l'idée sur laquelle, sur le long terme, ni le taux d'investissement, ni l'effort de formation ne suffisent à assurer une réduction des écarts de développement entre pays. Le tableau n°02 ci-après, nous donne une vision synoptique des théories de la croissance économique.

Tableau N° 02 : Les théories de la croissance économique

Les théories de la croissance	Origine de la croissance	Caractéristiques
Adam Smith (1776) recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations.	Division du travail	Croissance illimitée.
Robert Malthus (1798) An essay on the principle of population	Réinvestissement productif du surplus	Croissance limitée en raison de la loi de population.
David Ricardo (1817) , les principes de l'économie politique	Réinvestissement productif du surplus	Croissance limitée en raison du rendement décroissant des

⁴⁷ Peter Howitt, 1992, Op.cit, P5.

⁴⁸ Idem, p5

⁴⁹ Jean-Luc Gaffard, 2011, op.cit, P37

Chapitre I : Les théories du commerce international et de la croissance économique

et de l'impôt		terres.
Karl Marx (1867) , le capital	Accumulation du capital	Croissance limitée dans le monde de production capitaliste en raison de la baisse tendancielle du taux de profit.
Joseph Schumpeter (1911) , (1939) Business cycles, A Theoretical, historical and statistical analysis of the capitalist process	Grappes d'innovations	Instabilité de la croissance, théorie explicative du cycle de long type Kondratief.
DOMAR E.D (1957) , Essays in the theory of economic growth, oxford university HARROD R.F 1936, 1948, 1960, 1973).	Le taux de croissance est fonction du rapport entre le taux d'épargne et le taux d'investissement	Instabilité de la croissance
Solow (1956, 1957, 1966) Modèle néo-classique	Progrès technique exogène	Caractère transitoire de la croissance en l'absence de progrès technique
Michel Aglietta Boyer et Mistral E (1978) Robert Boyer (1986) Théorie de la régulation	Articulation entre régime de productivité et régime de demande	Diversité dans le temps et dans l'espace des types de croissance
P. Romer (1986) R.E Lucas (1988) R. Barro (1990) Greenwood et Jovanovic (1990) Théories de la croissance endogène	Capital physique, technologie, capital humain, capital public, intermédiaires financiers	Caractère endogène de la croissance, réhabilitation de l'Etat, prise en compte de l'histoire

Source : Adapté de Arnaud Diemer , Les théories de la croissance endogène et principe de convergence, IUFM d'auvergne, 2004, P. 16.

Chapitre I : Les théories du commerce international et de la croissance économique

5. La relation entre l'ouverture commerciale et la croissance économique

Le lien entre l'ouverture commerciale, caractérisée par l'augmentation des échanges extérieurs, et la croissance économique, mesurée par la variation du produit intérieur brut (PIB) fait l'objet de très nombreux travaux théoriques et empiriques.

5.1. Littérature des travaux théoriques

La nécessité de l'ouverture pour un pays a été mentionnée, dans les théories traditionnelles du commerce international particulièrement celle de Ricardo, où ce dernier a expliqué l'intérêt de la spécialisation des pays selon leur avantage comparatif. En effet, l'ouverture commerciale permet une réorientation des ressources rares vers les secteurs les plus efficaces, puisque les coûts relatifs de production sont différents et par conséquent, on aura une amélioration du bien-être de la population.

Le prolongement de cette théorie par celle d'HOS a confirmé ces gains et celle-ci a ajouté d'autres qui sont liés à la rémunération des facteurs de production. Cependant, ces théories ont présenté quelques limites et difficultés liées aux questions de négligence des échanges entre pays identiques, des échanges intra-branche et de l'ignorance du rôle des firmes multinationales.

Ces questions ont trouvé les éléments de réponses dans les nouvelles théories du commerce international qui sont fondées sur les principes de la concurrence imparfaite et des rendements d'échelle.

Néanmoins, les gains de l'ouverture dans ces théories sont jugés statiques, ce qui permet à la théorie de la croissance de rechercher les gains dynamiques s'ils existent. La théorie traditionnelle de la croissance issue du modèle de Solow (1956), ne pouvait pas répondre à telle question jusqu'à la fin des années 1980, où elle explique que la croissance est fondée seulement sur les facteurs exogènes.

A partir des années 1990, la rencontre entre la théorie de la croissance endogène et la nouvelle théorie du commerce international est possible, puisque toutes les deux ont les mêmes principes, tel que le principe du rendement croissant et le principe de la concurrence

Chapitre I : Les théories du commerce international et de la croissance économique

imparfaite⁵⁰. Leurs principes permettent d'expliquer, d'une part, l'importance du commerce intra-branche dans les échanges internationaux et d'autre part, l'innovation et la croissance. Cette rencontre entre les deux théories permet d'estimer la croissance en économie ouverte.

Dans le cadre de la théorie de la croissance endogène, l'ouverture peut accroître le rythme de l'accumulation du capital, par le biais du progrès technique et du transfert technologique.

Plusieurs auteurs, comme Krugman (1987), Lucas (1988), Young (1991)⁵¹, ont montré que la nature de la spécialisation d'un pays sur le long terme est déterminée selon sa situation initiale et son taux de croissance après l'ouverture. Cette dernière peut influencer négativement sur sa spécialisation, ce qui pousse le pays à préconiser des politiques commerciales afin de protéger les industries naissantes.

Néanmoins, d'autres travaux encouragent une politique d'ouverture. Ainsi, Romer (1991), Grossman (1991) et Helpman (1991) ont montré que l'innovation constitue une source de croissance économique.

En résumé, les travaux théoriques n'ont pas réussi de montrer l'existence d'un effet favorable ou défavorable de l'ouverture commerciale sur la croissance économique. Toute analyse de chaque modèle dépend de la structure et des hypothèses de ce dernier.

5.2. Revue des travaux empiriques

Plusieurs travaux empiriques ont étudié la relation entre l'ouverture et la croissance. Ils ont abouti à l'existence d'un lien étroit entre ces deux notions. La différence entre ces travaux était dans le choix des indicateurs de l'ouverture et des méthodes de régression.

Entre la fin des années 1970 et la fin des années 1990, la quasi-totalité des études empiriques ont conclu sur l'existence d'un lien positif entre l'ouverture commerciale et la croissance économique, tels les travaux de Michaelly (1977), Kormendi et Meguire (1985), Dollar (1992), Ben-David (1993), Sachs et Warner (1995)⁵².

⁵⁰ ABDOUNI. A et HANCHANE. S, la dynamique de la croissance économique et de l'ouverture dans les pays en voie de développement : quelques investigations empiriques à partir des données de Panel, Mars 2004, <http://www.univ-aix.fr/lest>.

⁵¹ ABDOUNI . A et HANCHANE. S, 2004, op.cit, P 02.

⁵² Daniel Cohen, « Mondialisation et croissance économique : qui détermine quoi ? », la découverte, revue du Mause 2002-2 (n°20), Paris, P119 à 122.

Chapitre I : Les théories du commerce international et de la croissance économique

Balassa (1985), Leamer (1988) et Edwards (1992) ont étudié la corrélation entre l'ouverture commerciale et la croissance par la méthode de comparaison de l'écart entre les exportations effectives et celles que prédirait un modèle théorique du commerce extérieur⁵³. Ils sont arrivés à une corrélation positive.

Sach et Warner (1995) ont démontré que les pays ayant des politiques d'ouverture atteignent des taux de croissance de 4,5% par an dans les années 1970 et 1980. En revanche, les pays relativement fermés avaient un taux de croissance de seulement 0,7%.

Le travail empirique de Busson et Villa (1997)⁵⁴, réalisé à partir de 57 pays industrialisés et en développement sur la période 1967-1991, a montré que l'ouverture commerciale est de nature à favoriser la croissance par le commerce intra-branche, ainsi que par le commerce interbranche, mais à condition qu'elle s'effectue dans des secteurs où la demande mondiale est dynamique.

Quel que soit l'indice, la méthode d'estimation et la période, la corrélation entre le degré d'ouverture du commerce extérieur et la croissance économique est dans la plupart des cas positive. Il existe un cercle vertueux de libéralisation et de croissance économique ; c'est-à-dire les périodes de forte croissance semblent encourager l'ouverture des marchés (probablement parce qu'elle atténue les problèmes d'ajustement et réduit la résistance aux changements) et cette dernière, elle-même, favorise la croissance⁵⁵.

En résumé, les travaux empiriques étudiant la relation entre l'ouverture commerciale et la croissance économique, contrairement aux travaux théoriques, ont montré l'existence d'un effet positif de l'ouverture commerciale sur la croissance économique.

Conclusion

Au cours de ce chapitre, nous avons exposé, dans la première section, les théories du commerce international, à savoir, les théories traditionnelles et les nouvelles théories. Les théories traditionnelles ont montré que le commerce est avantageux pour les pays échangistes (la théorie classique), le pays n'a pas besoin d'être un producteur plus efficace que ses partenaires commerciaux pour tirer profit du commerce (avantage absolu), il lui suffit d'être

⁵³ Rapport l'OMC, www.wto.org/its, 1998, P53,

⁵⁴ Villa Pierre, Busson Frédéric, croissance et spécialisation, Revue économique, Volume 48, n°6, 1997, P 1475.

⁵⁵ Rapport de l'OMC sur le commerce mondial, www.wto.org/its1998, P 57.

Chapitre I : Les théories du commerce international et de la croissance économique

relativement plus efficace qu'eux (avantage comparatif). Cette efficacité peut rendre le pays spécialiste dans la production d'un quelconque bien, c'est la spécialisation internationale.

Cette dernière peut être obtenue par l'abondance relative des facteurs (la théorie néo-classique) ou la dotation en facteurs de production (le modèle de Heckscher-Ohlin)

Les théories plus récentes mettent l'accent sur d'autres sources de gains qui ne sont pas liées aux différences entre les pays, telles que les économies d'échelle, la concurrence accrue, l'accès à une plus large gamme de produits et l'amélioration de la productivité, ce sont les fondements des nouvelles théories du commerce international.

Au terme de la seconde section, nous avons étudié les théories de la croissance économique. Ainsi, nous avons la théorie exogène de la croissance économique, c'est l'analyse traditionnelle issue du modèle de Solow (1956), la croissance est expliquée par des facteurs exogènes (le progrès technique). Or que, cette théorie a ignoré l'effet du progrès technique sur la croissance. En revanche, la nouvelle théorie de la croissance économique a considéré le progrès technique comme facteur endogène à la croissance économique.

Comme dernier point de la section, nous avons présenté le lien existant entre l'ouverture commerciale et la croissance économique, à travers la présentation des travaux théoriques qui ont démontré que le lien est négatif. Par contre, les travaux empiriques ont contrarié ces derniers, où ils démontrent que le lien est positif.

Dans le chapitre suivant, nous étudierons les principaux outils d'analyse ainsi que les facteurs qui influent sur le commerce international.

Chapitre II :

Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce international

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

Introduction

La notion du commerce extérieur est l'ensemble des échanges entre un pays et l'ensemble de ses partenaires extérieurs. Dès lors, chaque pays doit structurer ses échanges avec l'extérieur.

Le FMI publie un manuel de la balance de paiements, cette dernière est un document comptable qui enregistre toutes les transactions du pays avec l'extérieur, c'est-à-dire les exportations et les importations, les transferts des capitaux.

Afin de savoir l'état du commerce extérieur d'un pays, il est impératif de calculer certains indicateurs, qui vont faciliter la compréhension et l'interprétation des résultats. Ils expliquent la situation du pays et particulièrement celle du commerce extérieur et sa relation avec la croissance économique.

Néanmoins, le commerce international est influencé par plusieurs éléments, une croissance ou une décroissance des échanges commerciaux, qui sont les déterminants du commerce international, c'est-à-dire, il y a des facteurs qui contribuent à la croissance du commerce international et il y a aussi les contraintes qui freinent l'évolution du commerce international.

Il sera question dans, ce second chapitre, d'étudier les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce international. Nous allons développer les outils d'analyse du commerce international dans la première section. La deuxième section, quant à elle, abordera les éléments explicatifs des variations du commerce international.

Section 01 : Les outils d'analyse du commerce international

L'analyse du commerce international est élaborée à partir des outils tels que la balance de paiements et les indicateurs du commerce extérieur.

1. La balance des paiements

Les nations entretiennent des relations économiques et commerciales (relations bilatérales, régionales et multilatérales). Pour connaître et étudier les échanges entre un pays

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

et le reste du monde, il est nécessaire d'organiser et de présenter ces transactions dans un document comptable.

C'est à l'économiste mercantiliste anglais E. MISSELDEN¹ que l'on attribue la première mention du terme « balance commerciale ». Toutefois, ce n'est qu'après 1945 que la balance de paiements a fait l'objet d'une harmonisation sous l'égide du FMI, qui publie périodiquement un manuel à cet effet².

1.1. Définition de la balance de paiements

La balance de paiements « est une représentation statistique des transactions économiques ayant lieu pendant une période donnée, généralement une année, entre les résidents d'une nation et ceux du reste du monde »³.

A partir de cette définition, nous pouvons expliciter deux notions essentielles⁴ :

- La notion de transaction économique internationale qui fait référence au transfert d'un titre sur un bien économique ou sur une fourniture d'un service économique ;
- La notion de résidence qui sous-tend qu'un résident est tout agent économique ayant l'essentiel de son activité avec une économie donnée.

1.2. Présentation et analyse de la balance de paiements

La balance de paiements est composée de trois sous balances : la **balance des transactions courantes**, la **balance des opérations en capital** et la **balance des opérations financières**.

1.2.1. La balance des transactions courantes

Elle regroupe toutes les opérations sur biens et services, elle est composée des sous balances suivantes :

- La balance commerciale ;
- La balance des services ;

¹ Figliuzzi. A, Economie internationale : faits-théories-débats contemporains, ED Ellipses, Paris, 2006, P11.

² Figliuzzi. A, 2006, Op.cit, P11.

³ www.imf.org. (Consulté le 12/ 08/ 2013)

⁴ Teulon. F, La nouvelle économie mondiale, Ed PUF, Paris, 2000, P185.

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

- La balance des revenus des facteurs ;
- La balance des transferts unilatéraux.

1.2.1.1. La balance commerciale

Elle concerne les flux de marchandises, ceux-ci portent sur les exportations (crédits) et les importations (débits), l'écart entre ces deux grandeurs économiques constitue le solde commercial. Ainsi, si le solde commercial est positif, c'est-à-dire les exportations sont supérieures aux importations, cela signifie qu'il y a un excédent commercial, inversement la balance est déficitaire et en cas d'égalité entre les exportations et les importations, cela veut dire qu'il y a un équilibre.

Les exportations sont évaluées en prix FOB (free on bord, c'est-à-dire, la valeur de la marchandise en port d'embarquement), les importations en CAF (coût, assurance, fret, il s'agit de la valeur du FOB plus le coût d'assurance et les frais de transport jusqu'à la frontière du pays importateur). Pour rendre comparable les deux comptes de la balance commerciale, les exportations et les importations sont évaluées en FOB alors que les frais de transport et d'assurance sont enregistrés dans la balance des services⁵.

1.2.1.2. La balance des services (ou balance des invisibles)

La balance des services enregistre les exportations et les importations de services dont les principales catégories sont : les transports, les assurances, les services financiers et bancaires, les communications, l'informatique et les services culturels⁶.

1.2.1.3. La balance des revenus

Elle concerne les transactions effectuées entre résidents et non résidents pour la rémunération des facteurs de production (travail, capital...). On distingue, notamment, les rémunérations versées aux travailleurs non résidents (les travailleurs frontaliers), ou les rémunérations reçues des travailleurs résidents hors du territoire national (les coopérants par exemple).

⁵ GUENDOUZI. B, Les relations économiques internationales, Ed el maarifa, Alger, 1998, P 06.

⁶ FIGLIUZZI. A, 2006, Op cit, p16.

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

En plus, nous avons les revenus de capital qui comprennent ceux qui sont reçus ou versés, ils sont liés aux investissements directs à l'étranger ainsi qu'aux investissements de portefeuille⁷.

1.2.1.4. La balance des transferts unilatéraux

Cette balance comptabilise les économies des expatriés, ainsi que les dons publics et privés remis de l'étranger (qui sont enregistré en crédits), ainsi que la sortie des économies des immigrés plus les dons publics et privé faits à l'étranger. A titre d'exemple, les émigrés algériens en France rapatrient chaque année leurs économies, pour l'Algérie il s'agit d'un transfert unilatéral sans contrepartie, donc il est enregistré en crédit alors que pour la France, il est enregistré en débit.

Le solde de la balance des transactions courantes est particulièrement important dans la mesure où il affecte beaucoup l'activité économique réelle, il permet d'analyser la compétitivité prix et hors prix d'une nation par rapport au reste du monde⁸.

1.2.2. La balance des opérations en capital

Elle recense les opérations d'achat et de vente d'actifs immatériels non financiers comme les brevets, les licences (autorisation de fabrication d'un produit déjà existant), ainsi que les transferts en capital à l'exemple de remise de dettes et perte sur créances⁹.

1.2.3. La balance des opérations financières

Elle regroupe toutes les catégories d'investissements tels que :

- Investissement direct étranger (IDE) ;
- Investissement de portefeuille (IP) ;
- Autres investissements ;
- Produits financiers dérivés ;
- Avoirs de réserve.

⁷RAFFINOT. M, VENET. B, la balance des paiements, Ed : la découverte, Paris, 2003, P.23.

⁸ Figliuzzi. A, 2006, Op cit, p16.

⁹ C'est à partir de la crise d'endettement international de Mexique en 1982 qu'on a introduit le compte perte sur créance pour les pays qui accordent des créances et remises sur dette pour les pays endettés.

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

1.2.3.1. L'Investissement Direct Etranger (IDE)

Selon la définition du FMI, lorsque une entité non résidente prend intérêt durable dans une entité résidente, détient en moins 10% du capital social d'une entreprise résidente, il s'agit d'un investissement direct étranger¹⁰ Les IDE désignent aussi les engagements de capitaux effectués en vue de la création ou de l'extension d'entreprise, de formation de sociétés mixtes, ainsi que les opérations entre maison-mère et filiales à l'étranger. L'essentiel des opérations d'investissement direct à l'étranger concerne les firmes multinationales¹¹.

1.2.3.2. Investissement de Portefeuille (IP)

Les investissements de portefeuille sont « les transactions sur les titres de participation (actions, en dessous du seuil de 10%), de créance (obligations et autres titres d'endettement), instruments du marché monétaire (marché interbancaire)¹².

1.2.3.3. Autres investissements

Il s'agit des crédits commerciaux (crédits fournisseurs, crédits acheteurs et crédits bail), ainsi que des crédits financiers, selon qu'ils soient contractés ou octroyés¹³.

1.2.3.4. Produits financiers dérivés

Correspondent aux achats et aux ventes de ce type de produits (options, etc.) destinés à se protéger contre des risques sur les prix ou les taux d'intérêt¹⁴.

1.2.3.5. Avoirs de réserve

Ils concernent les mouvements d'or monétaire, les droits de tirage spéciaux et les devises étrangères¹⁵.

L'importance de la balance des opérations financières ne cesse de croître avec le phénomène de la globalisation financière. Le solde de cette balance montre les sources de

¹⁰ www.insee.fr (consulté le 15/08/2013)

¹¹ Une multinationale (entreprise ou firme) est une entité qui réalise des opérations de productions (pas seulement de vente, de distribution), dans au moins deux pays, elle est constituée d'une société mère (résidente dans un pays) et d'au moins une filiale (résidente dans un autre pays).

¹² RAFFINOT. M, VENET. B, Op.cit, P.29

¹³ RAFFINOT. M, VENET. B, Op.cit, P.29

¹⁴ Idem. P 29

¹⁵ Idem. P 29

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

financement des échanges de biens et services et les transferts de capital entre un pays et le reste du monde. Ainsi, le solde de ce compte permet de savoir la position extérieure du pays. Ce compte est un véritable bilan financier et monétaire d'un pays vis-à-vis de l'extérieur, qui recense les encours de dettes et de créances de toute nature, son solde indique donc la position du pays, créditrice ou débitrice. La position extérieure¹⁶ du pays est donnée à travers la relation suivante :

$$\text{Position extérieure} = \text{Solde IDE} + \text{solde IP} + \text{solde autres investissements} + \text{avoirs de réserve}$$

1.2.4. Erreurs et omissions

Les modalités d'enregistrements dans la balance des paiements inspirées des principes de la comptabilité en parties doubles, impliquent une égalité du total des débits et du total des crédits.

La rubrique, erreurs et omissions, est intégrée dans la structure de la balance des paiements pour l'ajustement ; cela est dû au fait que les inscriptions aux crédits et aux débits ne sont pas effectuées simultanément à l'occasion de chaque transaction.

Ce qui fait l'intérêt de la balance des paiements, c'est non seulement qu'elle reflète une part importante de l'activité économique et financière d'un pays, mais aussi qu'elle comporte des sous-balances qui permettent d'analyser avec précision les évolutions des diverses opérations effectuées par un pays avec l'étranger, ainsi qu'il est possible de calculer quelques indicateurs de performance du pays.

2. Les principaux indicateurs de mesure du commerce international

La balance de paiements facilite aux statisticiens et aux analystes de mieux analyser et évaluer le commerce extérieur du pays, ainsi qu'elle permet aux autres économies de connaître la situation économique d'un pays, par le calcul des indicateurs économiques.

¹⁶ Figliuzzi. A, 2006, op cit, p 22.

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

2.1. Définition de l'indicateur

Un indicateur est un outil d'évaluation et d'aide à la prise de décision (pilotage, ajustements et rétro correction) grâce auquel on va pouvoir mesurer une situation ou une tendance, de façon relativement objective, à un instant donné, ou dans le temps et/ou l'espace¹⁷.

2.2. Les principaux indicateurs de mesure du commerce international

On peut résumer la liste des principaux indicateurs de mesure du commerce international dans le tableau N°03 suivant :

2.3. Le choix des indicateurs

L'objectif de notre travail de recherche est d'analyser et d'évaluer la contribution du commerce extérieur à la croissance économique. Afin d'être en mesure d'atteindre notre objectif, il est nécessaire de déterminer et de sélectionner les principaux indicateurs de mesures permettant l'analyser la relation entre le commerce extérieur et la croissance économique d'un pays. La lecture des travaux empiriques, nous a permis de sélectionner les indicateurs suivants :

- Le taux de couverture,
- Le degré d'ouverture,
- L'effort à l'exportation,
- La propension à importer.

L'analyse du commerce international, à partir de ces outils, nous aide à mieux maintenir les forces et corriger les faiblesses d'une économie. Cependant, avant de procéder à l'analyse de la relation entre les échanges commerciaux et la croissance économique, il y a lieu au préalable, de présenter les facteurs à l'origine de la fluctuation du commerce international. Cela constituera l'objet de la deuxième section de ce présent chapitre.

¹⁷ Guide méthodologique, élaboration concertée des indicateurs de la cohésion sociale, conseil de l'Europe, Belgique, 2005, P.25.

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

Tableau N°3 : Les principaux indicateurs économiques et commerciaux du commerce international

Indicateurs	Signification
Solde de la balance des transactions courantes : exportations-importations de biens et de services	Compétitivité économique.
Balance de paiement	Ensemble des transactions économiques et financière d'un pays avec l'extérieur.
Taux de couverture : $\text{Exportations/importations} \times 100$	Mesure dans laquelle les importations sont financées par les exportations, doit être proche de 1 ou supérieur à 1.
Terme de l'échange : Prix des exports/prix des imports	C'est le prix relatif entre les exportations et les importations.
Part de marché : $\text{Exportations} / \text{demande mondiale} \times 100$	Compétitivité et performance d'un pays sur les marchés internationaux.
Marché intérieur : $\text{Production} + \text{importations} - \text{exportations}$	Mesure de la demande intérieure apparente du pays.
Taux de pénétration du marché intérieur : $\text{Importations} / \text{marché intérieur} \times 100$	Mesure la dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur.
Effort à l'exportation : $\text{Exportation} / \text{production} \times 100$	Indique la part du PIB consacrée à satisfaire la demande étrangère.
Propension à importer : $\text{Les importations} / \text{PIB} \times 100$	Mesure de la part des importations dans le PIB.
Degré d'ouverture de l'économie nationale : $(\text{exportations} + \text{importations}) / 2 / \text{PIB}$	Mesure la part du commerce international du pays dans son PIB.

Source : Ghislaine Legrand, Hubert Hartini, Commerce international, 3ème édition, ED : Dunod, Paris, 2010, P06.

Section 02 : Les éléments explicatifs des variations du commerce international

Dans cette section, nous allons étudier les facteurs qui contribuent au développement du commerce international, ainsi que les contraintes qui freinent la croissance de ce dernier. Cela pour mieux saisir la dynamique des mutations et changements du commerce international.

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

1. Les facteurs de croissance du commerce international

1.1 L'évolution des moyens de transports et des communications

L'évolution des moyens de transports est à la fois une cause et une conséquence des progrès du commerce mondial. L'essor du commerce international à la fin du XIX^e siècle et au cours du XX^{ème} siècle est lié aux développements des moyens de transport et à l'amélioration des moyens de communication. Le principal moteur de ces progrès est la révolution industrielle, cette dernière est un processus historique de 17^{ème} siècle et 18^{ème} siècle qui a été le catalyseur de l'essor du commerce international¹⁸.

Les innovations ont permis l'amélioration des moyens de transports et de communication, notamment : les moyens de communication ont connu une forte expansion (téléphone, télégraphie), la transmission peut être également effectuée par la radiodiffusion dans l'année 1936 et ensuite dans les années 1940-1950¹⁹. La fin du XX^e siècle a été marquée par la révolution de la téléinformatique, elle a pour objet de transmettre à distance l'information. Ce processus a été suivi par l'apparition des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC)²⁰.

Les moyens de transports, quant à eux, ont connu une forte amélioration, de l'application de la machine à vapeur aux transports ferroviaires à l'apparition d'un nouveau mode de transport à voie routière, maritime et aérien. Ils ont réduit la distance ainsi que les coûts de production, par conséquent il y a eu l'intensification des échanges internationaux²¹.

1.2. Les institutions internationales du commerce mondial

Plusieurs institutions ont été créées après la seconde guerre mondiale afin de redynamiser l'environnement économique international ; les accords de Bretton Woods en 1944 sont soldés par la création du Fond Monétaire International (FMI) pour l'organisation monétaire internationale et la Banque Mondiale (BM) pour la reconstruction et le développement, ainsi que la création de General Agreement on Tariffs and Trade (GATT)²². Ce dernier est l'accord général des tarifs douaniers et le commerce mis en œuvre en 1947, qui

¹⁸ Bénichi. R, « Les mutations de l'économie mondiale du début du XX^e siècle aux années 1970 », Ed Nathan, Paris, 2007, P.46.

¹⁹ OMC, Rapport annuel sur le commerce mondial, www.wto.org/its2013, P 55.

²⁰ Durousset. M, La mondialisation de l'économie, Ed ellipses, Paris, 2005, P 52.

²¹ OMC, Op.cit, P 55.

²² Ghislaine Legrand, Hubert Martini, commerce international, Ed Dunod, Paris, 2010, P.03.

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

est devenu l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en 1995. Le principal objectif du GATT consiste dans la libéralisation des échanges, la levée de tous les entraves aux échanges et l'encouragement des pays à s'intégrer dans le commerce international. Le tableau N°04, présente quelques organismes qui sont créés après la seconde guerre mondiale pour développer les échanges internationaux.

Tableau N°04 : Les institutions internationales du commerce international

Organismes	Rôle
FMI	Créé en 1944 à Bretton woods, il assure la coopération monétaire internationale, la stabilité des taux de change et apporte aide et conseil aux pays pauvres
BM	Le but de la banque mondiale est de lutter contre la pauvreté. Elle apporte un appui financier par l'intermédiaire de la BIRD (Banque internationale pour la reconstruction et le développement) qui est créée en 1944 à Bretton woods.
GATT- OMC	Né en 1995 à la suite du GATT (General agreement on tariffs and trade), l'OMC a pour objectif de libéraliser le commerce en constituant un cadre pour la négociation des grands accords commerciaux et le règlement des différends, aider les Etats en développement et assurer un lien avec tous les autres organismes internationaux.
CNUCED	Organe dépendant des Nations Unies, crée en 1964, il constitue le contrepoids du FMI. Il œuvre dans le sens d'un rééquilibrage des échanges mondiaux permettant d'intégrer les pays en développement
OCDE	L'OCDE a succédé à l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) qui a existé de 1948 à 1960 et qui est issue du plan Marshall. Lorsque celui-ci arrive à son terme, l'OCDE créé en décembre 1960, se tourne vers les études économiques, analyses, prévisions, recommandations de politique économique et élaboration des statistiques, concernant ses pays membres.

Source : Ghislaine Legrand, Hubert Hartini, Commerce international, 3ème édition, Dunod, Paris, 2010, P03.

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

1.2.1. Les principales institutions du commerce international

1.2.1.1. *General Agreement on Tariffs and Trade (GATT)*

Après la crise de 1929, les pays ont fait recours en protectionnisme sous la forme de droit de douane, contingentement, afin de protéger le marché intérieur²³, par conséquent il y a la réduction du volume du commerce international, ce qui a aggravé la situation.

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, la nécessité d'une coopération économique entre les pays est devenue une priorité. Cette coopération devait se faire par la création d'une institution internationale du commerce et par l'engagement de négociation à une échelle multilatérale dans le but de réduire les barrières douanières.

Les négociations ont débuté à la fin de 1945 jusqu'à mars 1948²⁴ dans le but de la création d'une organisation internationale du commerce. Une réunion a été organisée à Havane par les Nations Unies où une charte a été signée en mars 1948, mais elle n'est pas été ratifiée, parce que certains pays considéraient qu'en y adhérant, cela pourrait leur faire perdre leur souveraineté, cela le cas notamment des Etats-Unis²⁵ (vue leur importance dans le commerce mondial où ils détenaient un quart des exportations mondiales à cette époque).

Néanmoins, une partie de la charte a été sauvée à savoir celle qui est consacrée à la politique commerciale. En 1947, une négociation tarifaire multilatérale a été organisée, c'est ce qu'on appelle depuis les accords du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade). Il s'agit d'un accord général sur les tarifs douaniers, qui est signé en 30 octobre 1947 par 23 pays²⁶

Au début, il a été un simple accord commercial, peu à peu il est devenu une véritable institution internationale dont le siège était installé à Genève. Son principal objectif est la réduction des droits de douane, la limitation du recours à d'autres mesures non tarifaires

²³ Teulon. F, La nouvelle économie mondiale, Ed PUF, Paris, 2008, P.67.

²⁴ Teulon. F, 2008, Op.cit, P 66.

²⁵ Les Etats Unis ont refusé de signer parce qu'ils n'acceptent pas quelques conditions telles que les justifications des recours aux contingentements en cas des déséquilibres de la balance des paiements, l'organisation dirigiste des marchés de produits de base qui prévoit des limitations des exportations et de production en cas d'excédents...etc. (idem)

²⁶ Les 23 pays signataires sont les suivants: Afrique du Sud, Australie, Belgique, Birmanie, Brésil, Canada, Ceylan, Chili, Chine, Cuba, Etats-Unis, France, Inde, Liban, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Rhodésie du Sud, Royaume Uni, Syrie et Tchécoslovaquie. www.wto.org le 09/06/2013 à 16h25

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

comme les contingents d'importation (quotas²⁷), la promotion de la libre concurrence et l'élimination des discriminations²⁸.

Néanmoins, le GATT a échoué de résoudre les problèmes²⁹ liés aux différents secteurs telle que l'agriculture, les services, le textile, etc. Il n'a pas un système de règlement des différends efficace, ce qui a poussé les membres du GATT d'envisager la création de l'OMC³⁰.

1.2.2. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)

Le cycle de l'Uruguay est le principal cycle du GATT, il a duré sept ans et demi suite à l'étude de plusieurs domaines qui constituent une préoccupation dans le développement des échanges.

Parmi les activités qui ont fait l'objet de dures négociations, il convient de citer le textile encadré par l'accord multifibres³¹, les produits agricoles, les services. Par ailleurs, les négociations ont débouché sur la création de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en Avril 1994 à Marrakech (Maroc), cet accord est signé par 125 pays et il est entré en vigueur le 1^{er} Janvier 1995.

Les membres de l'OMC ne cessent de progresser, nous avons 157 membres en décembre 2012³², cette progression des membres confirme la puissance de l'OMC. Elle a une base juridique, les accords (de fonctionnement) de l'OMC sont ratifiés par les membres³³, et elle s'occupe en plus des domaines du GATT, des services, de la propriété intellectuelle.

²⁷ Un quotas est une restriction directe sur la quantité des biens importés.

²⁸ Voir annexe n°01 concernant les clauses et les cycles de négociations du GATT.

²⁹ www.wto.org le 10/06/2013.

³⁰ Figliuzzi. A, op cit, p 22.

³¹ Accord multifibres « appelé à l'origine arrangement multifibres est un accord international entré en vigueur en 1974, ... accords bilatéraux entre pays développés touchés par la crise du textile, et les pays en développement, en plein essor dans ce domaine ... sont censés offrir des avantages à chacun. Pour les pays développés, l'objectif était de limiter la concurrence en provenance des pays en développement, afin de permettre à leur industries de se restructurer et de s'adapter au nouveau marché mondial » Figliuzzi. A, Op. cit, P 160. Cet accord a été démantelé en 1^{er} Janvier 2005.

³² www.wto.org le 18/06/2013.

³³ Le GATT est un traité et non pas une organisation, ses signataires sont des parties contractantes et non pas des membres. (www.wto.org le 18/06/2013 à 11h05mn).

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

L'OMC³⁴ a un système de règlement des différends qui est plus rapide et performant que celui du GATT.

1.2.3. La Conférence des Nations Unies sur le Commerce et Développement (CNUCED)

Les pays en développement sont insatisfaits du GATT durant ces premiers cycles de négociation, d'où la nécessité d'un traitement spécial pour ses pays. Ce qui a poussé l'organisation des nations unies (ONU)³⁵ à créer la conférence des nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED)³⁶.

1.2.4. L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE)

L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) est officiellement née le 30 septembre 1961, date d'entrée en vigueur de la Convention. Elle est le successeur de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) qui a été instituée en 1948 pour administrer le plan Marshall financé par les États-Unis afin de reconstruire un continent dévasté par la guerre³⁷.

Encouragés par le succès de l'OECE, dans la perspective d'étendre ses travaux à l'échelle mondiale, le Canada et les États-Unis se sont joints à ses membres en signant la convention de l'OCDE³⁸ le 14 décembre 1960.

1.3. Les accords commerciaux

Les accords commerciaux ont connu un essor très remarquable depuis les années 1990, c'est à cette époque que la difficulté des négociations du cycle d'Uruguay (1986-1994) et la dissolution du bloc soviétique ont favorisé la conclusion de multiples accords régionaux et bilatéraux. Plusieurs facteurs économiques encouragent l'existence de ces accords après la seconde guerre mondiale, l'union européenne était l'un des accords créée en 1957 (avant c'était la commission économique européenne), néanmoins les accords plurilatéraux³⁹, étaient les plus dominants parmi les autres types d'accords, par exemple l'accord sur le

³⁴ Voir annexe n°01 portant sur les objectifs et les principes de l'OMC.

³⁵ Organisation des nations unies créée en 26 Juin 1945

³⁶ Voir annexe n°01 concernant les fonctions de la CNUCED.

³⁷ www.oecd.org, consulté le 23/06/2013.

³⁸ Voir annexe n°01 portant sur la structure de l'OCDE.

³⁹ Un accord plurilatéral est celui qui engage plusieurs pays ou plusieurs parties en cause.

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

commerce des aéronefs civils, fait à Genève le 12 avril 1979 et l'accord international sur le secteur laitier fait à Marrakech le 15 avril 1995.

Il y a trois types d'accords qui ont largement contribué à l'émergence de l'économie mondiale. Il s'agit des accords multilatéraux, des accords bilatéraux et des accords régionaux, l'objectif principal de ces accords est la libéralisation des échanges.

1.3.1. Les accords multilatéraux

Il s'agit d'un accord qui implique un grand nombre de pays, parmi les principaux accords commerciaux multilatéraux nous avons le GATT (devenue par la suite l'OMC). L'OMC a interdit ce type d'accord entre les pays, pour qu'elle ne perde pas sa légitimité, ce qui a poussé les pays à aller vers d'autres types d'accords.

1.3.2. Les accords bilatéraux

Les accords bilatéraux sont des accords signés entre deux pays ou entre un pays et un groupe régional⁴⁰, la réussite des autres types d'accords multilatéral et régional a stimulé les pays de créer entre eux des accords bilatéraux.

En 1990, le nombre d'accords bilatéraux notifié à l'OMC a atteint 20 accords, 86 accords en 2000 et 157 accords en 2007. En tenant compte de type d'engagement, on constate que ces accords prennent généralement la forme d'accords de libre échange (ALE). Le choix de ce type d'engagement est stratégique, le fait qu'il implique un faible niveau d'engagement en comparaison avec les accords d'union douanière ou de marché commun.

Ce qui caractérise aussi ces accords c'est qu'ils s'effectuent entre des pays à des niveaux de développement différents et appartenant à des régions différentes. Les raisons⁴¹ qui poussent les pays en développement à conclure un accord de libre échange, il y a la crainte d'être moins compétitifs par rapport aux autres pays en développement qui ont signé un accord de même genre avec le même partenaire ainsi que la recherche de concessions que ce dernier n'accorde pas à d'autres, bien sûr avec des contreparties notamment une libéralisation beaucoup plus profonde du commerce des marchandises. Le principe de

⁴⁰ UNCTAD (2007), Trade and développement report, Nations Unis New York and Genève, 2007, P.14.

⁴¹ UNCTAD, 2007, Op. Cit, p.15

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

réciprocité oblige les pays en développement à réduire le niveau élevé de leurs droits de douane surtout pour les produits industriels⁴².

Ces accords bilatéraux sont réalisés entre les pays, à l'instar des Etats Unis, qui ont multiplié les accords avec les pays d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique (Chili le 1 Janvier 2004, Singapour le 1 Janvier 2004, Maroc le 1 Janvier 2006, etc.)⁴³, ainsi qu'entre un bloc régional et un pays à l'exemple d'accord entre l'Union Européenne (EU) avec Mexique le 1 Juillet 2000, le Liban le 1 Mars 2003, l'Algérie le 1 Septembre 2005, etc.⁴⁴.

1.3.3. Les accords régionaux

Un accord régional est un accord qui réunit plusieurs pays appartenant à une même région, il permette aux pays participants de bénéficier d'avantages réciproques⁴⁵. Depuis la fin des années 1980, le nombre d'accords commerciaux régionaux a augmenté.

La réussite de l'expérience de l'Union européenne a conduit d'autres régions du monde à s'engager dans différentes formes d'intégration. Aujourd'hui d'autres blocs régionaux ont été construits en Amérique de Nord (ALENA), en Amérique de Sud (Mercosur) et en Asie (ASEAN). Les seules régions qui n'ont pas connue de tentatives sérieuses d'intégration sont l'Afrique et le monde Arabe.

1.3.3.1. Objectifs et typologie des accords

L'objectif principal de ces accords est de :

- Créer une zone de libre échange entre les pays ;
- Accélérer le processus de libéralisation en dépassant les négociations multilatérales
- Construire un environnement favorable pour une intégration économique des pays membre afin de devenir un bloc économique puissant, les questions non tarifaires sont considérées comme des causes des accords régionaux.

⁴² UNCTAD, 2007, Op. Cit, p.15

⁴³ www.OIT.org le 15-07-2013 à 23h00.

⁴⁴ www.europa.eu le 15-07-2013 à 23h00.

⁴⁵ www.wto.org le 15-07-2013 à 23h15.

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

Selon Bela Balassa⁴⁶ dans son ouvrage « the theory of economics integration », où il a collaboré avec Paul Samuelson, il y a quatre types d'intégration régionale :

- **La zone de libre échange** est caractérisée par l'abolition complète des droits de douane, des limitations quantitatives entre les pays de la zone. Chaque pays a sa propre politique commerciale, notamment en matière de fixation des droits de douane, et contrôle sa protection propre dans ses échanges avec le reste du monde.
- **L'union douanière** se caractérise par l'adoption d'une politique commerciale commune et par la fixation d'un tarif extérieur commun par rapport au reste du monde. Le passage de la zone de libre échange à l'union douanière suppose en plus la suppression des barrières intérieures aux échanges de marchandises.
- **Le marché commun** consiste en une ouverture sur l'ensemble des marchés, pas uniquement celui des marchandises mais il s'agit de tous les marchés notamment le marché du travail et celui des capitaux, c'est la libre circulation des facteurs de production (marchandises, travail, capital).
- **L'union économique**, en plus de la suppression des restrictions concernant les mouvements de capitaux, exige une certaine harmonisation des politiques économiques nationales, les mesures d'harmonisation concernent les domaines des politiques monétaires, financières, commerciales et sociales. L'union économique est donc l'ensemble formé par le marché commun et les politiques communes.

1.3.3.2. Exemples d'accords régionaux

Beaucoup de groupes de pays se sont engagés dans les accords régionaux qui prennent diverses formes : zone de libre échange, union douanière, etc. Les plus importants sont au nombre de trois : l'Union Européenne (UE), l'Accord de Libre Echange Nord American (ALENA), et l'Association des Nations de l'Asie Sud Est (ANASE)

- **L'Union Européenne**, qui a été avant la communauté économique européenne (CEE)⁴⁷ créée le 25 mars 1957⁴⁸, par six pays (Allemagne, Belgique, France, Luxembourg, Italie et

⁴⁶ Professeur d'économie politique à l'université Johns Hopkins, intervenant à Yale et Consultant à la Banque Mondiale. Il a publié plus de 20 ouvrages dont le plus retentissant a été écrit avec Paul Samuelson en 1964. ([www.dacodoc.fr/ theory-of-economic- integration-Bella-Balassa.](http://www.dacodoc.fr/theory-of-economic-integration-Bella-Balassa))

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

Pays-Bas) qui ont signé le traité de Rome, sous forme d'un marché commun, ensuite sous forme d'une union douanière en 1968.

L'afflux de nouveaux membres à l'EU est dû à la désertion des membres d'un autre bloc commercial concurrent, qui est l'association européenne de libre échange (AELE) créée en 1960.

Les chocs pétroliers des années 70 et les crises économiques et financières constituent des facteurs de ralentissement économiques, par conséquent il y a perte de confiance pour la construction européenne. Cela surtout avec les changes flottants, ce qui a fait l'instabilité monétaire, dès lors, il y a la nécessité d'une monnaie unique⁴⁹.

La reprise de l'économie mondiale a relancé la construction européenne à partir des années 1982 qui aboutira, avec le traité de Maastricht, sur l'union européenne en 1992, qui précise le passage à la monnaie unique. En 1^{er} Janvier 1999, l'euro devient la monnaie officielle des 11 pays de la zone⁵⁰.

Le tableau, ci-dessous, présente les 27 pays de l'UE, ainsi que leur date d'entrée à l'EU. Il faut souligner que parmi ces 27 pays, 15 pays font partie de la zone euro à savoir : Allemagne (1999) Autriche (1999) Belgique (1999) Chypre (2008) Espagne (1999) Estonie (2011) Finlande (1999) France (1999) Grèce (2001) Irlande (1999), Italie (1999) Luxembourg (1999) Malte (2008) Pays-Bas (1999) Portugal (1999) Slovaquie (2009) Slovénie (2007).

D'une taille équivalente des Etats Unis, l'union européenne constitue la première zone commerciale du monde, selon les données de l'OMC, avec près de 1.000 milliards d'euro

⁴⁷ Dans le cadre du plan Marchal pour la reconstruction européenne, la France propose à l'Allemagne de créer une communauté des ressources de charbon et d'acier. Cette proposition allait être concrétisée par la signature le 18 avril 1951, par l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas, du traité de Paris, sous le nom de la Communauté du charbon et de l'acier (CECA) www.Mazerolle.fr/economieinternationale, 2008, P21.

⁴⁸ Mazerolle. F, Op. cit, P22.

⁴⁹ Signature des accords créant le système monétaire européenne en Avril 1978 (Figliuzzi. A, 2006, Op. cit, p 305).

⁵⁰ Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal.

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

d'exportations et d'autant d'importation. Par conséquent, l'union européenne est la concurrente principale des Etats Unis.

Tableau N°05 : Les pays de l'Union Européenne

Date d'entrer	Pays
1957	Allemagne, Belgique, France, Luxembourg, Italie et Pays-Bas
1973	Danemark, Irlande, Royaume-Uni
1981	Grèce
1986	Espagne, Portugal
1995	Autriche, Finlande, Suède
2004	Chypre, Malte, République tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Slovaquie, Slovénie
2007	Roumanie, Bulgarie
1^{er} Juillet 2013	Croatie

Source : Adapté de : www.Mazerolle.fr/economie internationale, (consulté le 28/08/2013), 2008, P.21

- l'Accord de Libre Echange Nord American (ALENA)

Les Etats Unis ont longtemps cherché à construire une zone de libre échange, ils ont commencé en Amérique du Nord (première association commerciale entre les Etats Unis et le Canada en 1987)⁵¹. Puis récemment, sur l'ensemble du continent américain, par la signature de l'ALENA ou North American Free Trade Agreement (NAFTA), ratifié en 1993 et qui est entré en vigueur le 1/1/1994. Cet accord constitue une zone de libre échange entre les Etats Unis, Canada et Mexique dans le cadre du multilatéralisme régionale.

Les trois pays s'engagent à promouvoir la croissance économique et l'emploi grâce à la création d'une zone de libre-échange, qui permettra l'expansion du commerce et des investissements, avec la protection de l'environnement⁵².

⁵¹ Daniel Van Eeuwen, Transformation de l'Etat en Amérique latine, Karthala, Paris, 1994, P.154.

⁵² Daniel Van Eeuwen, Op.cit. P.156.

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

- L'Association des Nations de l'Asie Sud Est (ANASE)

L'ANASE (ou Association of South East Asian Nations ASEAN), comprend six pays (Malaisie, Indonésie, Thaïlande, Philippines, Singapour, Brunei), elle a été fondée en 1967 à Bangkok (Thaïlande) dans le contexte de la guerre froide pour faire barrage aux mouvements communistes, développer la croissance, et assurer la stabilité de la région.

Actuellement, il contient dix⁵³ pays, l'association a pour but de renforcer la coopération entre ses membres, et offrir un espace pour régler les problèmes régionaux, son siège est basé à Jakarta (Indonésie).

- L'Union du Maghreb Arabe (UMA)

L'UMA, Créée en février 1989, désigne l'organisation économique et politique formée par les cinq pays du grand Maghreb, à savoir l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie ainsi que la Tunisie et dont le siège du secrétariat général est situé au Maroc (à Rabat).

Actuellement son évolution est bloquée par la question du Sahara Occidental. En théorie, les objectifs de l'UMA sont le libre échange des biens et des personnes ainsi que équilibrer les règlements douaniers afin d'instaurer une zone de libre échanges. Cette union n'a pas atteint ces objectifs suite aux conflits politiques⁵⁴ entre les pays de l'UMA.

- Le Mercosur

Mercosur est l'abréviation de Mercado Commun del Sur, il est le marché commun du cône sud, il est né en 1991 à Asunción, (à Paraguay), par quatre pays : l'Argentine (1991), le Brésil (1991), le Paraguay (1991) et l'Uruguay (1991). Il constitue actuellement le troisième marché intégré au monde après l'UE et l'ALENA.

Ses buts sont la libre circulation des biens, des services, des facteurs de production, et la création d'un tarif extérieur commun. Les pays permanent sont :

⁵³ Il y a Cinq d'autres pays, membre de l'ANASE, à savoir : le Vietnam (1995) Laos et Birmanie (1997), Cambodge (1999).

⁵⁴ Il n'y a pas d'échanges entre le Maroc et l'Algérie, car les frontières sont fermées

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

l'Argentine (1999), le Brésil (1999), le Paraguay (1991) et l'Uruguay (1991) et le Venezuela (2006).

Ces principaux blocs régionaux ont accéléré les échanges commerciaux internationaux, d'un côté, à l'intérieur de chaque bloc⁵⁵, d'un autre côté, entre les blocs régionaux, surtout avec la mondialisation et la globalisation financière.

1.4. La mondialisation et la globalisation financière

La mondialisation désigne une vague « intégration économique mondiale qui va au-delà de l'internationalisation des échanges de marchandises, de services ou de capitaux et qui se caractérise par une mobilité parfaite des capitaux et par une concurrence accrue entre les firmes et les nations »⁵⁶.

La mondialisation n'est pas un phénomène contemporain, il remonte en XIXème siècle, où l'Angleterre défend le courant libre échangiste contre le courant protectionnisme qui se répand en Europe.

Ainsi, l'évolution des transports et des communications ont permis l'intensification des échanges internationaux, par conséquent une internationalisation des échanges qui est caractérisée par l'accroissement des exportations. Or, ce processus a été pénalisé durant la première guerre mondiale et aussi par le ralentissement économique mondial dans les années 30. A cet effet, plusieurs pays, telle que l'Angleterre, ont adopté le protectionnisme devient protectionniste.

Cependant, la mondialisation a connu un essor après la seconde guerre mondiale, avec le retour du libre échange. L'instauration des institutions internationales de coopération financière et économique (GATT, CNUCED, OCDE) ont contribué au renforcement de la mondialisation. Cela à travers l'internationalisation des flux d'investissements et des implantations à l'étranger, depuis le milieu des années 1960, des firmes multinationales. Les années 70 voient la reprise de quelques incertitudes, ainsi le premier choc pétrolier a démontré quelques faiblesses de la mondialisation. Ce qui a provoqué une instabilité des

⁵⁵ Durousset. M, 2005, Op.cit., P147.

⁵⁶ Jean-Yves Capul et Olivier Garnier, Dictionnaire d'économie et de sciences sociales, Ed Hatier, Paris, 2002, P.265.

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

échanges en cette fin de siècle, même avec des phases de relance qui ont été atteintes après les crises et les chocs.

Dans les années 80 et 90, qui correspondent à la période de la mondialisation contemporaine, la chute de mur de Berlin a démontré la réussite du capitalisme, il y a aussi l'apparition de nouveaux blocs régionaux (ALENA, Mercosur, etc.). Tous ces facteurs ont développé le processus de la mondialisation qui est accompagné par la globalisation financière. Cette dernière est définie comme étant « la mise en place à l'échelle de la planète, d'un marché unifié des capitaux par l'intégration de plus en plus poussée des marchés financiers nationaux »⁵⁷.

La globalisation financière est caractérisée par la règle des 3D, mise en avant par Bourguinat.H⁵⁸ au début des années 1980, on trouve ainsi la déréglementation, le décloisonnement et la désintermédiation. Pour la première, elle est liée à la suppression progressive des règlements et des contrôles en matière de fixation des prix des services bancaires.

Pour le second, il correspond à l'abolition des frontières entre les marchés. Enfin, pour la désintermédiation, elle désigne la possibilité pour les entreprises de satisfaire leur besoin de financement en accédant directement au marché financier sans passer par les intermédiaires financiers et bancaires. On peut ajouter le développement spectaculaire des technologies de l'information et de la communication qui est un élément technique fondamental de la globalisation financière.

L'intensification du commerce international et l'accroissement des flux de capitaux sont dus à la réussite de la globalisation financière, ce qui a engendré l'interdépendance croissante des économies nationales. Les acteurs de la mondialisation qui ont stimulé l'évolution des échanges commerciaux sont les firmes multinationaux (FMN) et les investissements directs étrangers (IDE). Dès lors, le commerce international qui a été de 59 milliards de dollar en 1949 est passé à 18.300 milliards de dollar en 2012⁵⁹.

⁵⁷ Figliuzzi. A, 2006, op cit, p 265

⁵⁸ Idem, P.264.

⁵⁹ Rapport de l'organisation mondiale du commerce sur le commerce mondial, 2013, www.wto.org/its2013, p 22.

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

1.4.1. Les firmes multinationales (FMN)

Une firme multinationale est une entreprise possédant au moins une unité de production à l'étranger, elle répartie le processus de production entre les pays selon les avantages proposés par chaque pays. Cette répartition est nommée par la décomposition internationale des processus de production (DIPP)⁶⁰, car aujourd'hui un produit n'est plus réalisé dans un seul pays.

Parmi les principales causes de la multinationalisation des firmes sont :

- L'exploitation des avantages spécifiques⁶¹ tel que l'avantage lié à la technologie, soit pur soit lié à la réputation de l'entreprise (Coca-Cola, Microsoft, Nike, etc.), l'avantage lié à la marque et l'avantage lié à la taille (mesuré de diverses manières : le chiffres d'affaires, emploi total, actifs possédés, etc.) ;
- L'exploitation du cycle du produit pour conserver un monopole⁶² ;
- Les factures liées aux coûts des facteurs de production, les caractéristiques des demandes nationales et les niveaux de protectionnisme des pays d'accueil.
- En plus de ces causes, les FMN peuvent échapper aux impôts par la pratique de prix transfert. Ce dernier est le prix des biens et services qui font l'objet de transactions au sein d'une firme multinationale. Une firme multinationale peut modifier, notamment, ses prix de transfert selon les conditions fiscales des pays où elle est présente et pratiquer une surfacturation des produits importés par sa filiale afin de diminuer le bénéfice, donc les impôts⁶³.

Le phénomène de la multinationalisation des firmes n'est pas réellement nouveau ; depuis le XIXème siècle s'est apparue la première forme moderne de la firme

⁶⁰ Il s'agit d'un processus de production décomposable en différentes sections de production, la plupart de ces dernières sont réalisées dans d'autre pays. Philippe Moati et El Mouhoub Mouhoud, « décomposition internationale des processus productifs, polarisation et division cognitive du travail », la Revue d'Economie Politique, Paris, Décembre 2005, P 07.

⁶¹ Selon la théorie de l'avantage spécifique de Stephen HYMER en 1968, une entreprise s'implante à l'étranger pour exploiter un avantage qui lui propre, c'est-à-dire spécifique. Mazerolle. F, Op.cit. P251.

⁶² Rappelons la théorie de Raymond Vernon où l'entreprise possède un monopole fondé sur sa capacité d'innovation, après avoir exploité son monopole sur le marché national, la firme innovatrice va tenter de l'exploiter à l'exportation, puis en produisant à l'étranger

⁶³ J. Capul, O. Garnier, 2002, Op.cit, P269.

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

multinationale, qui est caractérisée par la domination de l'Europe qui plante dans ses colonies des entreprises pour se procurer les produits primaires. Pendant les trente glorieuses, ce sont les firmes multinationales américaines qui ont pris la place de l'Europe.

Dans les années 70, les innovations ont pris une ampleur importante, il faut conquérir des marchés afin de bénéficier d'économie d'échelle. Dès lors, le phénomène des délocalisations est ainsi devenu primordial.

Durant la même période, les FMN ont pris une dimension importante, par le biais de la mondialisation et la globalisation financière. Le nombre des FMN a été de 7000⁶⁴ FMN au début des années 70 et en 2009 on est passé à 82 000 contrôlant 810 000 filiales. Plus de deux tiers (2/3) du commerce mondial s'effectuent par ces FMN, surtout à travers le commerce intra-firme (échanges de pièces détachées, services, ressources, informations, etc.)⁶⁵, où elles réalisent plus d'un tiers (1/3) en raison de leurs échanges entre filiales et les marchés de consommation⁶⁶.

Il faut faire une différence entre une firme multinationale et une firme transnationale. Dans la première situation, on est dans le cas où la firme internationale va déployer son activité de production hors de ses frontières dans un ou plusieurs pays, elle est donc une multinationale. En revanche, dans la deuxième situation, une firme a un réseau de production/vente, dans la réalisation de sa fonction de production, hors du pays d'origine de la société mère et ses ventes sont effectuées, soit au pays d'origine, soit aux autres pays⁶⁷.

Elles sont structurées par la société mère et ses filiales, pour la première il s'agit d'une entreprise qui exerce le contrôle sur les actifs étrangers, ces derniers sont les filiales. Ils sont installés à travers plusieurs pays selon les besoins de la société mère.

Le tableau n°06 montre que les FMN américaines ont dominé le marché mondial. Les FMN asiatiques, à l'instar de celles de la Chine et du Japon, arrivent à concurrencer les firmes américaines, nous avons aussi les firmes européennes qui représentent un nombre important.

⁶⁴ Armel Jacques, « des firmes multinationales : un survol de la littérature microéconomique », Revue érudite, vol. 82, n° 4, 2006, P 643.

⁶⁵ OMC : Rapport annuel sur le commerce international 2013, www.wto.org/its2013, P57

⁶⁶ Idem. P 57

⁶⁷ Christian de Boissieu, les mutations de l'économie mondiale, Ed Economica, Paris, 2000, P 75.

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

Tableau N°06 : Classement des 20 grandes entreprises mondiales par chiffre d'affaires en 2011.

Rang	Nom	Chiffres d'affaires 2011 (milliards de dollars)
1	Royal Dutch Shell	484,49
2	Exxon mobile	452,93
3	Wal-Mart Stores	446,95
4	British Pétroleum	386,46
5	Sinopec Group	375,21
6	China National petroleum	352,34
7	State Grid	259,14
8	Chevron	245,62
9	Conoco Philips	237,27
10	Toyota Motor	235,36
11	Total	231,58
12	Volkswagen	221,55
13	Japan Post Holdings	211,02
14	Glencore International	186,15
15	Gazprom	157,83
16	E. ON	157,06
17	ENI	153,68
18	ING Group	150, 57
19	General	150,28
20	Samsung Electronics	148,94

Source : La fortune globale 500, www.fortune.com le 11/09/2013.

1.4.2. Les investissements directs étrangers (IDE)

L'investissement est une opération qui consiste pour une entreprise ou un pays à remplacer ou augmenter le stock capital par l'acquisition des moyens de production qui permettent de produire des biens et services.

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

Le fond monétaire international définit l'investissement direct étranger (IDE) comme « exportation de capitaux dans autres pays afin d'y créer une entreprise, de racheter ou de prendre une participation dans une entreprise de ce pays, l'objectif étant d'acquérir un pouvoir de décision effectif dans la gestion de l'entreprise »⁶⁸.

L'IDE est l'un des vecteurs d'action des multinationales dans leurs stratégies internationales, il est aussi un facteur important pour le développement des économies nationales. Le montant des IDE a passé de 55 milliards en 1988 à 1 500 milliards de dollars en 2011⁶⁹.

L'émergence des nouvelles puissances économiques a contribué à l'accroissement des IDE. Ainsi, nous avons la chine, en deuxième position, avec les flux entrants de 200 milliards de dollars derrière les Etats Unis, qui sont en premier rang, avec 210 milliards de dollars de flux en 2011⁷⁰.

Les FMN s'implantent à l'étranger par le biais de ces IDE à travers plusieurs formes, tels que le partenariat par le biais des joint-ventures, des fusions-acquisitions, des sous-traitances et des alliances stratégiques, etc.

1.4.2.1. Les nouvelles formes des investissements internationaux

Il existe plusieurs formes d'implantation, celles-ci sont choisies selon les ressources et la capacité de la firme à s'accroître ainsi que selon ses objectifs d'implantation. Nous avons des implantations par la joint-venture, la sous-traitance, les alliances stratégiques, les fusions-acquisitions et la délocalisation.

1.4.2.1.1 La joint-venture

La joint-venture consiste dans la création d'une filiale commune nommée co-entreprise industrielle ou commerciale en utilisant les compétences locales. Cette co-entreprise est mise en œuvre par au moins deux partenaires de nationalités différentes et ayant un objectif commun⁷¹.

⁶⁸ J. Capul, O. Garnier, Op.cit, P267.

⁶⁹ www.unctad.org (consulté le 06/08/2013)

⁷⁰ www.unctad.org (consulté le 06/08/2013)

⁷¹ BUSSEAU Annick, « Stratégies et techniques du commerce international », Ed : Masson, Issy des moulineaux, 1994, P 130.

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

Il existe plusieurs formes de partenariat par la joint-venture : la joint-venture entre les firmes multinationales, la joint-venture entre la firme multinationale et une société locale ou avec une petite et moyenne entreprise⁷².

Par ailleurs, la joint-venture présente plusieurs avantages aux firmes⁷³, notamment l'accès rapide et facile au marché étranger, la facilité d'insertion de la FMN, l'accès au réseau relationnel et économique de partenaires (source d'approvisionnement, réseau de distribution), la disposition des moyens d'infrastructures locales, l'accès facile au marché de travail et par conséquent au faible coût salarial, etc. Néanmoins, la joint venture présente aussi des risques et de nombreux coûts tels que les coûts de la recherche d'un partenaire local, la protection de la propriété industrielle, les délais de règlement, etc. Les risques de cette collaboration sont liés aux conflits d'intérêts entre les deux parties, le partage d'autorité, le vol de savoir faire industriel, etc.

A titre d'exemple, nous pouvons citer la joint venture entre les compagnies coréennes de produit pharmaceutique Shin Poong Pharmaceutical Co., Ltd. (SP) et un groupe bio pharmaceutique français LFB SA (LFB) qui ont signé un accord définitif à Paris, France, le 23 septembre 2013, celle pour la création d'une joint-venture dont l'objet est de fabriquer et fournir des médicaments issus des biotechnologies⁷⁴.

1.4.2.1.2. Les sous-traitances internationales

La sous-traitance est une relation de production entre « le donneur d'ordre » et les autres entreprises « preneuses d'ordre ». Elle consiste à ce qu'une firme confie une partie de sa production à des sociétés plus spécialisées (sous-traitants). Dans ce cas, le preneur d'ordre est chargé de réaliser des activités soit de production telle que la conception, la transformation, la construction ou la maintenance d'un produit. Il peut aussi être chargé de faire le suivi de projets, la comptabilité, la recherche et développement, la publicité, le conseil juridique, etc. L'entreprise sous-traitante doit répondre aux exigences de donneur d'ordre⁷⁵. La

⁷² MEIER Olivier, « Entreprises multinationales », Ed : DUNOD, Paris, 2005, P 107.

⁷³ MEIER. O, 2005, Op.cit, P107.

⁷⁴ www.bfmtv.com, le 15/09/2013 à 20h48mn.

⁷⁵ DELACOLETTE Jean, « Les contrats de commerce internationaux », Ed : De Boeck, Bruxelles, 1996, P 120.

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

sous-traitance est la forme de partenariat la plus difficile à établir, car il faut concilier les intérêts et les besoins des deux partenaires⁷⁶.

Toyota est un exemple de la sous-traitance, elle affiche des profits à trois chiffres, en Europe, dans l'automobile. Et ses usines, notamment françaises, tournent à 100% de leur capacité, la restructuration et le progrès des ventes d'hybrides sont la clé de ce succès⁷⁷.

1.4.2.1.3 Les alliances stratégiques

Les alliances stratégiques sont des relations entre deux ou plusieurs entreprises industrielles ou commerciales qui ont pour principale objectif l'amélioration de leur compétitivité, par l'élargissement de leur marché à travers l'internationalisation, le partage des investissements et des risques, notamment dans le cas de la recherche et développement afin d'améliorer les innovations.

Les alliances peuvent prendre plusieurs formes tels que la licence, les accords de recherche et développement, et le consortium (le consortium est une forme répandue dans les industries de haute technologie où il inclut un nombre important des firmes).

A titre illustratif, concernant les alliances stratégiques, Nokia a monté une alliance stratégique avec Microsoft dans Smartphone, pour faire face aux concurrents comme Google Android ou iPhone/ Apple⁷⁸.

1.4.2.1.4 La délocalisation

La délocalisation consiste à fabriquer là où c'est le moins cher et de vendre là où il y a du pouvoir d'achat. Elle est parmi les stratégies des firmes multinationales, pour garantir la réduction des coûts de production notamment les coûts de la main d'œuvre (dans les pays en développement les coûts de la main d'œuvre sont beaucoup moins chers par rapport aux pays développés) et pour cibler des marchés importants⁷⁹. Ainsi, il y a la recherche de la délocalisation dans des pays développés même avec des coûts de main d'œuvre plus cher, produire aux Etats Unis est le souhait de toute grande firme industrielle à cause de l'importance du marché américain.

⁷⁶ DELACOLETTE Jean, 1996, Op.cit, P 121.

⁷⁷ www.LaTribune.fr du 11/09/2013.

⁷⁸ www.itespresso.fr le 25/09/2013 à 21h20.

⁷⁹ Durousset. M, « La mondialisation de l'économie », Ed : ellipses, Paris, 2005, P 71.

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

En plus de ces deux objectifs de la délocalisation, on peut ajouter les facteurs d'attrait des pays d'accueil, telles que les subventions, l'exonération fiscale, l'existence de l'infrastructure de base, etc. Nous pouvons donner comme exemple de délocalisation, l'implantation de la firme Renault au Maroc, à la Roumanie et en Inde.

1.4.2.1.5 Les fusions-acquisitions

Les fusions-acquisitions sont des opérations de regroupement ou de prises de contrôle d'entreprise, réalisées par l'intermédiaire d'un achat ou d'un échange d'actions. Dans le cas des acquisitions, l'acheteur détient une part des actions de l'entreprise concernée, qui définissent son droit de propriété dans cette entité économique⁸⁰. Il y a d'autres modalités de fusion-acquisition, notamment l'achat direct d'une usine, une fusion de deux sociétés d'un même groupe. Une acquisition correspond au rachat d'une organisation par une autre, la fusion est la décision mutuellement consentie par des organisations de partager leur possession⁸¹.

A titre d'exemple, en 2008, le group indien Tata, fabriquant la voiture Nano à très bas prix, racheta deux marques britanniques de renom, Jaguar et Land Rover. Le groupe Tata est devenu la plus grande entreprise privée en Inde en 2011⁸².

1.5. L'émergence des nouvelles puissances économiques

L'accélération de processus de mondialisation et l'intensification des échanges, sous l'effet de la délocalisation et de la division internationale du processus productif, ont contribué à l'émergence de nouvelles puissances industrialisées. Ces dernières concernent les pays émergents tels que ceux de l'Asie (la Chine, l'Inde, les dragons : la Corée du Sud, Hong Kong, Singapour et Taiwan, les tigres : la Thaïlande, la Malaisie, l'Indonésie et le philippine), ceux d'Amérique du sud (le Brésil, le Mexique, le Chili et l'Argentine) et l'Afrique du sud uniquement dans l'Afrique⁸³

Ces pays sont dits des pays émergents car le PIB par habitant est encore inférieur à celui des pays développés, mais qui connaissent une croissance économique rapide. Le

⁸⁰ Olivier Meier et Guillaume Schier, « Fusion-Acquisitions : stratégie, finance, management », Ed : Dunod, Paris, P 08.

⁸¹ Gerry Johnson, Richard Whittington, Kevan Scholes, Frédéric Fréry, « Les fusions acquisition, les alliances et partenaires », Ed Pearson Education, France-stratégique, 9^e éd, 2011, P.403.

⁸² Gerry Johnson, Richard Whittington, Kevan Scholes, Frédéric Fréry, Op.cit, P.11.

⁸³ www.alternatives-économiques.fr/ émergences des nouvelles puissances. Consulté le 27-09-2013 à 15h00.

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

volume de leur commerce international est élevé et les profits de leurs entreprises sont élevés ; ce qui encourage l'investissement et fait augmenter le PIB et le niveau de vie des populations qui sont l'élément fondamental de l'activité économique⁸⁴. Ce qui fait que les structures économiques de ces pays convergent avec ceux des pays développés.

Ces résultats ont été atteints dans les pays émergents suite à l'adoption de politiques macroéconomiques efficaces⁸⁵ qui ont stimulé l'émergence des marchés. Ces politiques portent sur l'ouverture et la libéralisation des marchés financiers aux marchés mondiaux pour recevoir les IDE et les capitaux privés, et elles concernent la privatisation des entreprises du secteur public.

Depuis les années 70, ces pays émergents ont une part importante dans le commerce mondiale, elle représente près de 13%⁸⁶. Cette part explique le poids des pays émergents dans l'évolution du commerce mondiale, notamment la chine en tant que grande puissance économique. La chine est passée d'une économie fermée et dirigiste vers une économie ouverte et de marché, avec une population urbaine et industrielle.

Les pays émergents représentent presque 40% du PIB mondial en 2011, dont plus de la moitié provient des quatre géants, tels que la Chine, l'Inde, le Brésil et la Russie, contre 20% dans les années 90⁸⁷.

Dans le rapport sur le commerce mondial de l'OMC de 2012, nous retrouvons que l'Inde a enregistré la plus forte croissance de ses exportations avec une augmentation de 16,1%, suivi de la chine en deuxième position avec un taux de croissance des exportations de 9,3% (la chine est classée la première puissance exportatrice avec un montant de 1.900 milliards de dollars).

1.6. Le rôle de la compétitivité dans le développement des échanges

La **compétitivité** est l'aptitude pour une entreprise, un secteur ou l'ensemble des entreprises d'une économie à faire face à la concurrence effective ou potentielle⁸⁸. La compétitivité a comme centre de départ l'entreprise, ensuite elle se généralise au niveau du

⁸⁴ Mamadou Koulibaly, « Pourquoi certains pays sont dits émergents et d'autres pas ? », Audace institut d'Afrique, le 30 Janvier 2013, P.10.

⁸⁵ Mamadou Koulibaly, 2013, Op.cit, P11-

⁸⁶ Teulon F, 2000, Op.cit., P80.

⁸⁷ www.strategie.gouv.fr le 20-09-2013 à 20h15mn.

⁸⁸ J. Capul, O. Garnier, Op.cit, P72.

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

secteur pour qu'elle touche le pays. L'analyse micro-économique définit la compétitivité comme un outil où l'entreprise fait valoir ses performances à long terme selon trois critères⁸⁹ : le prix, la qualité et le coût. La compétitivité de l'entreprise s'exprime au niveau du produit où on trouve la compétitivité prix et la compétitivité hors prix. La première concerne la rivalité par les prix des produits substituables, la seconde concerne les éléments structurels des performances en termes de qualité de produit, l'innovation, etc.

Néanmoins, au niveau macroéconomique, comme l'a expliqué Paul KRUGMAN, la concurrence entre les pays ne se fait pas de la même manière que les entreprises. Les pays augmentent leur compétitivité en dévaluant leur monnaie nationale pour avoir un avantage concurrentiel par rapport aux autres pays. Toutefois, le revenu national exprimé en monnaie internationale diminue. Ainsi, avec cette dévaluation il y aura la réduction de pouvoir d'achat des ménages, par conséquent, la valeur de la production nationale diminue, ce qui rend le pays moins riche⁹⁰.

La compétitivité d'une nation est définie comme l'ensemble des facteurs essentiels à une réussite économique, c'est la capacité d'une nation à accroître la productivité des facteurs de production mais tout en tenant compte de la croissance, l'emploi et la répartition du revenu⁹¹.

La compétitivité peut se mesurer par plusieurs indicateurs, car selon sa définition elle englobe de nombreux aspects de la politique économique. Parmi les mesures, nous avons la comparaison des coûts de production unitaires dans différents pays pour mesurer le prix de vente du produit entre les pays concurrents, cette méthode a été critiquée car elle ne prend pas en considération tous les coûts de production (énergie, matières premières, etc.)⁹²

L'OCDE calcule la compétitivité à travers les valeurs unitaires à l'exportation de produits manufacturés, les coûts unitaires de main d'œuvre dans l'industrie manufacturière, ainsi que les indices de prix à la consommation. Le cadre d'analyse de l'OCDE résulte de la

⁸⁹ www.insee.fr le 21-09-2013 à 21h00.

⁹⁰ Benoit MULKAY, la compétitivité d'un territoire, le colloque du CRIES, 9 et 10 octobre 2006, P 1.

⁹¹ Rapport européen sur la compétitivité, 2003 Peter Howitt, Croissance endogène, productivité et politique économique : rapport de situation, observatoire international de la productivité, 2004, n° 8, P.08.

⁹² Rapport européen sur la compétitivité, 2003 Peter Howitt, Croissance endogène, productivité et politique économique : rapport de situation, observatoire international de la productivité, 2004, n° 8, P.09.

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

caractérisation des liens entre les variables du commerce extérieur (volume d'exportation et d'importations) et les mesures de compétitivité-prix influant sur ces variables⁹³.

2. Les contraintes de l'évolution du commerce international

2.1. Les crises économiques et financières

L'économie mondiale a connu des perturbations importantes depuis deux décennies, dues aux crises économiques et financières. La montée en puissance de la finance à l'échelle planétaire constitue l'un des traits majeurs de la période contemporaine, où la mondialisation et la globalisation financière sont les catalyseurs de cette montée, elle a décloisonné les marchés financiers, libéralisé les mouvements de capitaux et mondialisé la finance qui a engendré l'apparition des crises économiques et financière⁹⁴.

La principale caractéristique de l'économie contemporaine est l'interdépendance des économies. Dès lors, cette interdépendance facilite la propagation des évolutions (soient positives ou négatives) d'un pays à l'autre. La crise économique « est un retournement brutal de la conjoncture économique qui marque la situation économique caractérisée par la faiblesse de la croissance du produit intérieur brut (PIB) et le développement du chômage »⁹⁵. Elle est un événement brutal qui fait basculer l'économie d'une phase d'expansion à une phase de dépression, elle peut prendre plusieurs formes, telles que les crises monétaires, des marchés boursiers et des matières premières, etc.⁹⁶

2.1.1 Aperçu sur les différentes crises économiques mondiales

Dans le XXème siècle, l'économie mondiale est passée d'une phase de croissance et de prospérité, liée aux effets de la seconde révolution industrielle, à une crise sans précédente dans la courte histoire capitaliste. Cette crise connaît sa naissance le jeudi 24 octobre 1929⁹⁷, qui est nommé le « jeudi noir » où les cours des actifs financiers s'effondrent de près de 30% à la bourse de New York, ce qui a engendré des fortes conséquences sur l'activité économique (la confiance est brisée, la faillite de certains entreprises, etc.). La crise de 1929 s'est étendue au monde par le biais de trois facteurs principaux qui sont l'interdépendance des banques

⁹³ www.oecd.org (consulté le 24/09/2013)

⁹⁴ Capul. J.Y et Garnier. O, Op.cit. P.10

Capul. J.Y et Garnier. O, Op.cit. P.11

⁹⁶ Capul. J.Y et Garnier. O, 2002, Op.cit. P.11.

⁹⁷ BLANCHETON. B, « Sciences économiques », ED : DUNOD, Paris, 2009, P74.

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

internationales, le cercle vicieux du protectionnisme et la crise de confiance⁹⁸, ce qui a provoqué le déclenchement de la seconde guerre mondiale.

La reprise de l'activité économique est commencée dans les années 1950, les séquelles de la grande crise s'effacent progressivement, les agents économiques ont redonné confiance à la bourse. Alors qu'il y a 6 millions d'actionnaires aux Etats Unis en 1950, ils sont près de 32 millions d'actionnaires en 1970⁹⁹. Le marché financier est stimulé par les placements des investisseurs institutionnels (fonds de pension, compagnie d'assurance vie, société d'investissement).

Le retour aux crises est commencé en 1973, le choc pétrolier a provoqué de nombreux déséquilibres dans les pays occidentaux (hausse du taux d'inflation, aggravation des déficits commerciaux liés à la facture pétrolière et ralentissement de la croissance), suite à l'augmentation des prix de pétrole décidé par les pays producteurs de pétrole (OPEP)¹⁰⁰.

Le recul des pays occidentaux, après cette crise, a permis l'émergence de nouvelles puissances économiques, notamment l'Argentine, le Mexique, le Brésil, etc. Ces pays ont appliqué une libéralisation financière avec un système domestique souvent non préparé. Dès lors, il y a l'apparition de nouvelles crises qui ont bouleversé l'économie mondiale, notamment, la crise mexicaine de 1994, la crise asiatique de 1997, la crise russe de 1998, la crise brésilienne de 1999, la crise argentine de 2001, etc.

Dans le contexte actuel de la globalisation, la multiplication de ces crises et leurs conséquences mondiales témoignent de l'existence d'une fragilisation du système financier international. Dans cette situation, les dangers de la globalisation peuvent déclencher d'autres crises mondiales, comme celle des crédits immobilières ou ce qu'on appelle la crise des subprimes.

Cette dernière est apparue aux Etats Unis où le système bancaire du pays et celui des autres pays ont connu un dysfonctionnement et par la contagion internationale¹⁰¹, cette crise financière, la plus dure depuis la grande crise mondiale des années 1929, s'est vite

⁹⁸ Malgré la reprise, l'indice Dow Jones a connue une chute importante en 1968. Robert. B, Morio. D et Dominique. P, « Les crises financières », Ed : DOC, Paris, 2004, P78.

⁹⁹ Teulon. F, Op.cit, P 211

¹⁰⁰ Capul. J.Y et Garnier. O, Op.cit. P.104.

¹⁰¹ La contagion internationale apparaît lorsqu'il y a défaillance d'une banque nationale, et il y aura une transmission au reste du secteur financier et d'autres pays dont les économies étaient auparavant en bonne santé, la contagion financière se passe à la fois au niveau international et au niveau national.

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

transformée en une crise économique mondiale, surtout avec la chute de la banque d'investissement Lehman Brothers, ce qui a aggravé la situation¹⁰².

En effet, cette crise financière a engendrée aussi une forte dégradation de l'endettement public (dette publique est l'ensemble des emprunts contractés par l'Etat)¹⁰³ de plusieurs économies développées d'où la perception du risque souverain a augmenté, ce qui a engendré une nouvelle crise qui est celle de la dette souveraine qui est un emprunt émis par un Etat, une collectivité publique ou une banque centrale. Cette crise a touché les pays de l'Europe et particulièrement ceux de l'Union Européenne.

2.1.2. Les conséquences des crises économiques mondiales sur le commerce international et la croissance mondiale

Historiquement les crises, selon leurs degrés, sont souvent suivies de déséquilibres économiques, de récessions (chute de taux de croissance ou le maintien à un rythme faible) et d'une dépression (la baisse de la production (PIB)) importante de l'économie mondiale. Le commerce mondial est un canal de transmission des crises entre les pays du monde, à travers ses exportations et importations.

Durant la crise de 1929, le commerce mondial a chuté de 60% en valeur, il représentait 32,6 milliards de dollars en 1928, il n'est plus que de 13,5 milliards de dollars en 1933¹⁰⁴, la production n'a pas été touchée avec la même proportion, elle a connu une chute de 20%. Les crises récentes ont engendré un ralentissement remarquable du commerce international. En 2008, le volume des échanges internationaux a atteint un taux faible de 2%, la crise mondiale a baissé les échanges mondiaux et elle a freiné la croissance économique de tous les pays.

La crise européenne a ralenti, aussi, le commerce mondial, le volume des échanges internationaux n'augmentera que de 2,5% en 2012, après avoir enregistré une augmentation de 5% en 2011 et 13,9% en 2010¹⁰⁵. La croissance économique a redressé pour atteindre 3,8% en 2011, elle est passée à 2,4% en 2012¹⁰⁶.

¹⁰² Département études de groupe ALPHA, crise financière et conjoncture, octobre 2008, P.03.

¹⁰³ Capul. J.Y et Garnier. O, 2002, Op.cit, P112.

¹⁰⁴ Teulon .F, 2000, Op.cit., P 63

¹⁰⁵ www.latribune.fr le 29/09/2013 à 14h22

¹⁰⁶ OMC : rapport annuel sur le commerce mondial, 2012, www.wto.org/its2012, P.20

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

L'environnement économique international est toujours perturbé, à cause de ces crises, notamment la crise européenne. Dès lors, nous assistons à l'augmentation des tensions entre les pays, à travers les conflits soit commerciaux ou monétaires.

2.2. Les catastrophes naturelles

Les catastrophes majeures qui ont frappé le Japon et Thaïlande en 2011 et les Etats Unis en 2012 montrent bien l'impact que ces dernières peuvent avoir sur l'économie mondiale et particulièrement sur le commerce international¹⁰⁷

Les tremblements de terre, les inondations et les tempêtes peuvent causer des dégâts importants sur l'économie du pays touché, que ce soit sur les infrastructures, les usines, l'agriculture, les réseaux de transport, etc.

Dans le contexte actuel de la mondialisation, même les entreprises installées dans d'autres pays, peuvent être affectées par les catastrophes frappant les fournisseurs et partenaires des pays touchés. Les grandes multinationales sont moins touchées de par leur diversification et leur envergure. Les catastrophes naturelles influencent la décision des FMN, une catastrophe majeure peut perturber leur chaîne d'approvisionnements et leurs activités internationales.

La triple catastrophe du Japon 2011¹⁰⁸ (tremblement de terre, tsunami et accident nucléaire) a très fortement affecté l'économie mondiale, plus particulièrement l'économie japonaise. Ces catastrophes ont perturbé l'économie du Japon, celle-ci a reculé de 0,7% par rapport à 2010.

Dès lors, la catastrophe a généré des ruptures de chaînes de production et d'approvisionnement dans l'industrie électronique et automobile, vu l'importance de la place du Japon dans l'économie mondiale et celle de l'Asie, toute la chaîne de production et d'approvisionnement mondiale a été affectée.

3. Les conflits

Le conflit est un affrontement entre des intérêts, des valeurs, des actes ou des procédures. Les conflits apparaissent en cas de positions incompatibles et peuvent avoir des

¹⁰⁷ Document du trésor économique français, n°100, Avril 2012, P.01.

¹⁰⁸ Document du trésor économique français, n°100, Avril 2012, P.02.

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

retombées sur des activités économiques aux niveaux local, régional, national ou international. Les conséquences des conflits sont importantes sur tous les domaines, particulièrement sur l'économie¹⁰⁹.

3.1. Les types de conflits

Selon Uppsala Conflicts Data Program (UCDP) de l'université de Suède, les types de conflit sont classés comme suit¹¹⁰ :

- Le conflit interne,
- le conflit interétatique,
- Le conflit commercial.

3.1.1. Le conflit interne

Le conflit interne est le type de conflit ayant lieu entre les forces armées du gouvernement et un groupe civil opposant, à l'intérieur des frontières de l'Etat, à l'instar des « guerres civiles »¹¹¹ dans les pays arabes (Libye, Tunisie et l'Egypte). La guerre civile marque le début d'un long processus de régression, l'augmentation du taux de pauvreté, le niveau élevé des dépenses militaires et la fuite des capitaux, etc.

Le commerce mondial a enregistré une contraction de 8,3% du volume des exportations africaines en 2011¹¹². Cette contraction s'explique par une grande partie par la guerre civile en Libye, avec une réduction presque de 75% des livraisons de pétrole du pays¹¹³.

3.1.2. Le conflit interétatique

Ce conflit oppose deux gouvernements utilisant chacun leurs forces armées. Le conflit peut avoir lieu n'importe où mais il est souvent initié par une déclaration formelle. La guerre cause plusieurs dommages, tel que le déplacement (déplacement de la population en dehors des frontières du pays concerné), la mortalité et la pauvreté¹¹⁴.

¹⁰⁹ www.ucdp.uu.se/ le 29/09/2013 à 23h00.

¹¹⁰ Idem, p.03.

¹¹¹ Robert Kolb, « Le droit international public et le concept de guerre civile depuis 1945 », *Relations internationales*, n°105, 2001, P.09.

¹¹² OMC : rapport annuel sur le commerce mondial 2011, P.20.

¹¹³ OMC : rapport annuel sur le commerce mondial 2011, P.21

¹¹⁴ www.ucdp.uu.se/ le 29/09/2013 à 23h00

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

On peut citer, à titre d'exemple, la guerre entre la Palestine et l'Israël, la guerre de l'Algérie et la France en 1830 jusqu'à 1962. Il y a aussi la guerre entre plusieurs pays telle que la première (1914-1918) et la deuxième guerre mondiale (1939-1945), elles ont engendré plusieurs dommages, une désorganisation des échanges internationaux, un taux de mortalité très élevé et des difficultés sociales.

3.1.3 Les conflits commerciaux

Se sont des conflits dus aux transactions commerciales entre les pays, ce genre de conflits est apparu depuis plusieurs années, où même le GATT a trouvé des difficultés pour les résoudre. Ce qui a donné naissance à la création de l'OMC, où il y a un organe qui est chargé de régler ces conflits, il est nommé l'organe de règlement des différends (ORD)¹¹⁵. On peut distinguer trois principales catégories de conflits¹¹⁶ :

- les conflits liés à l'accès au marché,
- les conflits liés à la défense commerciale,
- les conflits liés aux pratiques anticoncurrentielles.

3.1.3.1. Les conflits liés à l'accès au marché

L'accès au marché désigne la capacité pour un bien ou un service d'entrer en concurrence avec des produits de fabrication locale sur un autre marché. Deux types d'obstacles peuvent apparaître, les obstacles tarifaires (les droits de douane, la constitution de zones de libre-échange et la mise en œuvre des règles de l'OMC) et les obstacles non tarifaires (quotas, restrictions volontaires d'exportations) comme le Japon en 1999, lorsqu'il a limité volontairement ses exportations de voitures vers les Etats Unis, etc.¹¹⁷

3.1.3.2. Les conflits liés à la défense commerciale

Les mesures de défense commerciale permettent aux Etats de se protéger contre les pratiques commerciales déloyales. On trouve les mesures de sauvegarde qui sont des barrières protectionnistes temporaires pour faire face aux importations qui désorganisent les marchés intérieurs et les mesures anti-dumping. Lorsqu'un pays fait recours au dumping pour vendre,

¹¹⁵ www.wto.org le 29/09/2013 à 22h30

¹¹⁶ www.strategicsinternational.com le 29-09-2013 à 18h30.

¹¹⁷ www.oecd.org le 30-09-2013 à 09h30.

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

sur les marchés extérieurs, moins cher que sur son propre marché, les autres pays prennent des mesures anti-dumping afin de protéger leurs marchés. Le droit anti-dumping ne doit pas dépasser la marge de dumping, c'est-à-dire la différence entre le prix à l'exportation du produit concerné et son prix sur le marché intérieur du pays exportateur¹¹⁸. L'intensification des conflits liés au dumping et à l'anti dumping est l'une des caractéristiques des relations commerciales internationales.

3.1.3.3 Les conflits liés aux pratiques anticoncurrentielles

Il s'agit du dumping de toute nature, soit le dumping monétaire, social ou écologique. Le premier consiste à manipuler l'instrument monétaire au service des objectifs commerciaux, comme c'est le cas des USA et de la Chine où le Yuan chinois est sous-évalué d'environ 30 à 40 %¹¹⁹. Quant au dollar, il a perdu plus de 25 % de sa valeur par rapport à l'euro dans la seule année 2003¹²⁰, ce qui signifie que pour conserver le même niveau de compétitivité, un produit européen aurait dû engranger 25 % de gains de productivité en un an dans sa conception et sa fabrication par rapport à un produit américain¹²¹.

Le dumping social est lié à la concurrence, jugée déloyale, des pays dont la participation aux échanges internationaux ne s'accompagne pas d'un développement comparable des conditions sociales. Il s'agit des pays qui ne respectent pas les normes sociales ; ainsi dans le cas des pays émergent, la compétitivité des produits en provenance de ces pays est fondé sur le très faible niveau des coûts salariaux avec le non respect des normes sociales (liberté syndicale pour les employeurs et les salariés, interdiction du travail des enfants, interdiction de travail forcé, etc.)¹²².

Au cours des dernières négociations commerciales internationales, les Américains, soutenus par certains pays industriels dont la France, ont demandé l'introduction d'« une clause sociale » dans le système commercial international. Cette proposition consisterait à adopter des mesures commerciales sanctionnant les violations des normes d'emploi¹²³.

¹¹⁸ www.wto.org, consulté le 30/09/2013

¹¹⁹ www.wto.org, consulté le 30/09/2013

¹²⁰ www.transfert-live/document/délocalisation.htm le 30/09/2013 à 23h30.

¹²¹ www.transfert-live/document/délocalisation.htm le 30/09/2013 à 23h30.

¹²² www.ucdp.uu.se le 29/09/2013 à 23h00.

¹²³ www.transfert-live/document/délocalisation.htm le 30/09/2013 à 23h30

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

4. Les perturbations monétaires

Le taux de change joue un rôle important dans le commerce international, puisque le prix de tout produit d'un pays dépend du cours de la monnaie de ce pays. Depuis les années 1970, les variations monétaires ont été à l'origine de nombreuses perturbations commerciales¹²⁴. Le taux de change équilibre la balance de paiements des participants, la monnaie faible favorise les exportations. C'est pour cela, le premier problème monétaire entre les pays est la guerre des monnaies, le second problème est la volatilité de change¹²⁵.

4.1. La guerre des monnaies

Un Etat peut laisser flotter sa monnaie à la baisse, il va même procéder à une dévaluation de sa monnaie afin de favoriser ses exportations, ce qui correspond à la dévaluation compétitive. La dépréciation de la monnaie a pour objectif de rendre les exportations d'un pays plus attractives, ainsi elle va stimuler son économie¹²⁶. Mais ce phénomène fonctionne de manière unilatérale, c'est-à-dire qu'il pénalise les autres pays qui échangent avec le pays qui applique la dévaluation. L'avantage d'une monnaie faible va permettre l'augmentation des exportations avec l'accroissement de prix des importations, ce qui doit générer une hausse de la production, donc du PIB. Cette dévaluation compétitive est censée donner au pays la croissance économique tant recherchée.

Les origines de ce phénomène remontent au lendemain de la crise de 1929, à savoir les dévaluations des différentes monnaies, afin de restaurer la compétitivité-prix des différents pays¹²⁷. Les meilleurs exemples de cette guerre des monnaies sont le Japon, les Etats Unis et la Chine. La monnaie de cette dernière est déterminée par les autorités administratives, le yuan est sous-évalué environ de moitié par rapport au dollar, ce qui explique que la Chine est devenue le premier exportateur mondial à la place de l'Allemagne¹²⁸. Ce conflit a engendré une baisse des échanges entre la Chine et les Etats Unis¹²⁹.

¹²⁴ www.cepii.fr le 10/09/2013.

¹²⁵ Idem. p.01

¹²⁶ <http://cours-seko.fr/resources/ECONOMIE/EN-BROCHURES/guerre-des-monnaies.A.pdf> le 01/10/2013

¹²⁷ <http://cours-seko.fr/resources/ECONOMIE/EN-BROCHURES/guerre-des-monnaies.A.pdf> le 01/10/2013

¹²⁸ www.wto.org le 05/09/2013

¹²⁹ www.wto.org le 05/09/2013

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

4.2. La volatilité des changes

Depuis la disparition du système de changes fixes de Bretton Woods, la volatilité du taux de change et son impact sur les échanges internationaux ont été un sujet de préoccupation majeure pour les pouvoirs publics. Elle augmenterait les coûts de transactions et réduirait ainsi les gains au commerce international¹³⁰.

Certaines études ont conclu que les entreprises chinoises exportent moins vers les destinations caractérisées par une forte volatilité des changes. Une augmentation de la volatilité du taux de change réel de 2 point de pourcentage entraîne une réduction de 3% de la valeur des exportations et une réduction de 0,85 de nombre des biens exportés¹³¹.

Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons présenté dans la première section, les outils d'analyse du commerce international. Parmi ces outils, nous avons la balance de paiement qui retrace toutes les transactions d'un pays avec l'extérieur sous forme d'un document comptable. Il reflète la situation économique du pays vis-à-vis du reste du monde, à travers les soldes des sous balances. Ces dernières servent à ressortir les indicateurs de la mesure du commerce international, où la sélection des indicateurs est faite selon l'objectif de notre travail de recherche (le taux de couverture, le taux d'ouverture, la propension à exporter et la propension à importer).

Au terme de la seconde section, nous avons présenté et analysé les facteurs à l'origine de la fluctuation du commerce international. Ainsi, nous avons comme facteurs de croissance du commerce international la révolution industrielle et sa contribution à l'essor du transport et des communications. Ajoutant à cela, l'instauration des institutions internationales du commerce (GATT, CNUCED, OCDE et OMC), qui ont stimulé les pays à constituer les différents accords (bilatéraux, multilatéraux et régionaux) afin de développer les échanges internationaux, surtout avec la mondialisation et la globalisation financière qui ont accéléré l'internationalisation des économies par l'accroissement des échanges internationaux. Cette libéralisation commerciale et financière des économies a permis l'émergence des nouvelles

¹³⁰ www.cepii.fr le 10/09/2013.

¹³¹ www.cepii.fr le 10/09/2013.

Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce

puissances économiques, notamment les BRIC, la Corée du sud, le Mexique, l'Argentine, etc. qui ont dominé le commerce international. Dans cet environnement, chaque pays essaye de protéger sa compétitivité, afin de garder sa place dans le commerce mondial devant les concurrents. Dès lors, les pays investissent dans l'innovation, ce qui fait intensifier les échanges internationaux.

Cependant, cette évolution du commerce international a enregistré des périodes de rupture, suite à des contraintes qui ont perturbé sa croissance. On peut citer, les catastrophes naturelles, les conflits commerciaux et monétaires, la volatilité du taux de change et les crises économiques et financières, toutes ces contraintes ont contribué à la régression du commerce international.

Dans le chapitre suivant, nous essaierons d'aborder les différentes périodes d'évolution du commerce international et nous allons analyser la contribution de ce dernier à la croissance économique à travers le calcul des indicateurs de mesure du commerce international.

Chapitre III :

Analyse de l'évolution du commerce international

Introduction

L'internationalisation des économies nationales résulte de l'essor des échanges internationaux qui accompagne l'ouverture croissante des économies, notamment par le biais des importations et des exportations.

Cet essor n'est pas récent, le commerce international s'est progressé depuis des siècles, notamment en 19^{ème} siècle. Il a poursuivi sa progression au cours de 20^{ème} siècle, surtout après la deuxième guerre mondiale où le monde économique a connu la création de plusieurs organismes qui visent à encourager les pays à libéraliser leurs échanges. L'évolution des échanges mondiaux a permis à l'émergence de nouveaux pays qui ont accompagné la poursuite de l'essor du commerce extérieur. Dans ce sillage, *quelle est la relation entre les transformations et les mutations du commerce international avec la croissance économique ?*

L'objectif de ce troisième chapitre est d'essayer d'étudier et d'analyser cette problématique par l'étude de l'historique de l'évolution du commerce mondial, où on exposera l'essor du commerce avant 1945, durant les trente glorieuses et durant la période allant de 1976 à 2006, dans la première section. Pour la seconde section, elle sera consacrée à l'étude de l'évolution récente du commerce extérieur. Pour cela, nous étudierons deux périodes, en l'occurrence 2007-2009 et 2010-2012. Pour terminer cette section, nous allons analyser le commerce extérieur des Etats Unis et de la Chine pour montrer la contribution de ce dernier à la croissance économique.

Section 01 : Genèse et évolution historique du commerce international

Dans cette section, nous allons essentiellement étudier trois périodes d'évolution du commerce international :

- L'évolution du commerce international avant 1945 ;
- L'évolution du commerce international de 1945 à 1975 ;
- L'évolution du commerce mondiale de 1976 à 2006.

1. L'évolution du commerce international avant 1945

La révolution industrielle a été le principal accélérateur de l'évolution du commerce international ; l'amélioration des moyens de productions et la réduction des coûts de transport ont intensifié les échanges internationaux. Durant cette période, le commerce international a enregistré un essor remarquable, mais les deux guerres mondiales et la crise économique de 1929 ont causé une rupture à cette évolution.

1.1. L'évolution du commerce international de 19^{ème} siècle à 1914

Malgré le protectionnisme, le commerce international évolue à un rythme supérieur à celui de la production mondiale. Entre 1800 et 1913, le commerce international par tête d'habitant est multiplié par 25, alors que la production mondiale par tête d'habitant ne l'est que par 2,2¹.

Ce mouvement d'ouverture touche tous les pays européens. Le taux d'exportation (ou effort d'exportation) augmente pour tous les pays. Pour l'ensemble de l'Europe, il passe de 4,4% en 1830 à 13,2% en 1910².

Les principaux facteurs favorables au développement des échanges sont³ :

- Les innovations dans le textile (filature et tissage), la machine à vapeur ainsi que, l'industrie du fer qui et les chemins de fer poussent les firmes, bénéficiant d'une avancée technique, à exporter pour rentabiliser leur production.
- Le Progrès technologique dans les communications, quant à lui, a réduit le temps et entraîné la rapidité d'exécution ; l'arrivée de télégraphe électrique en 1840 ouvrant la voie à l'ère moderne des communications mondiales.
- La croissance économique ; pour produire plus, certaines firmes doivent acheter des consommations intermédiaires à l'étranger.
- les innovations dans les transports ; la capacité de la flotte marchande double de 1860 à 1913, la marine à vapeur remplace celle à voile au cours du 19^{ème} siècle, faisant diminuer le prix du fret maritime dans une proportion de 7 à 1 durant le siècle. L'ouverture du canal de Suez en 1869 a amplifié les échanges entre les pays.

¹ Rainelli. M, « Le commerce international », Edition la Découverte, Paris, 2003, P10.

² Idem, P 08.

³ OMC : Rapport annuel sur le commerce mondial, www.wto.org/its2013, P49.

- L'intervention des Etats pour assurer des débouchés et l'approvisionnement, il ya ainsi l'assouplissement des régimes de change, l'ouverture de nombreux consulats à finalité commerciale.
- La mise en place progressive d'une monnaie inspirant confiance (l'étalon-or après les années 1870), permettant de réaliser des transactions internationales, des prêts et des emprunts à long terme.

Ce qui a engendré une montée du degré d'extraversion des économies au XIXème siècle. Selon MADISSON⁴, le taux des exportations mondiales par rapport au PIB mondial passe de 4,5 en 1870 à 8 en 1913.

On a une ouverture presque identique des trois grands pays européens aux échanges extérieurs en 1913. Ainsi, la part de ces pays dans le commerce mondial est de 12,5% pour l'Allemagne, 7,7% pour la France, 17,5% pour le Royaume-Uni⁵. Mais en raison de son PIB, le Royaume-Uni domine largement les échanges⁶

L'internationalisation est ainsi bien avancée, on parle d'ailleurs pour désigner cette époque de première mondialisation. La mondialisation touche aussi les capitaux et les hommes. Les mouvements de capitaux atteignent une ampleur sans précédent, beaucoup d'entreprises sont déjà internationalisées en 1913, en particulier Michelin, Fiat, Philips, Kodak, Bayer, General Electric. Les flux migratoires sont importants ; 33 millions d'européens quittent l'Europe entre 1881 et 1913. Ils partent aux USA (2/3 des émigrés), en Argentine, au Brésil, au Canada, à la Nouvelle-Zélande et en Afrique du Sud⁷. On peut parler d'un début de marché mondial du travail. La 1^{ère} Guerre mondiale va interrompre ce mouvement.

1.2. La rupture entre les deux guerres

Entre 1913 et 1937, le commerce international ne croît que de 3%, la première guerre mondiale a engendré des effets néfastes sur le commerce international, elle touche le cœur du commerce mondiale, qui était l'Europe⁸. Plusieurs formes de protectionnisme sont apparues durant cette période pour diminuer les dépenses en devises, ainsi la France prohibe des produits de luxe en 1916 et la Grande Bretagne taxe les articles de luxe en 1915.

⁴ OMC, Rapport annuel sur le commerce mondial, www.wto.org/its2013, P.49.

⁵ Rainelli. M, 2003, Op.cit, P9

⁶ Idem, P 09.

⁷ OMC, 2013, Op.cit, P50

⁸ Bénichi. R, les mutations de l'économie mondiale du début du XX^e siècle aux années 1970, Ed : Nathan, Paris, 2007, P 144.

Chapitre III : Analyse de l'évolution du commerce international

Dans les années 1920, les échanges internationaux ont rattrapé ceux d'avant la première guerre mondiale, le commerce mondial a augmenté de plus de 60% durant la période allant de 1920 à 1929, les exportations américaines augmentent fortement vers l'Europe qui connaît un déficit commercial⁹.

Mais la hausse du commerce international est moins forte que celle de la production. Les crises monétaires, la concurrence entre les monnaies, les politiques déflationnistes affaiblissent le commerce international.

De 1929 à 1932, le commerce international a connu une baisse de 35% en volume, en raison du protectionnisme et de la crise économique¹⁰. Les USA choisissent le protectionnisme en juin 1930, sous la pression des agriculteurs américains qui réclamaient une protection contre la chute des prix et la concurrence étrangère, par l'application de la loi tarifaire Smoot-Hawley¹¹. Ils poussent les autres pays à se protéger par des nouvelles barrières tarifaires.

En Europe, la chute est encore plus prononcée en raison d'un protectionnisme plus fort et de la réorientation des flux vers de nouveaux pays (Argentine, Australie). Dès lors, une augmentation des droits de douane a atteint un sommet de 25% dans les années 1930¹².

En raison de ces obstacles au commerce et l'effondrement de la demande, le commerce international a diminué de deux tiers de sa valeur (figure n°4), de 2.998 millions de dollars en 1929 à 992 millions de dollars en 1933¹³. Le problème n'était pas seulement limité à la crise, le protectionnisme et l'effondrement du commerce international, mais il s'agit du fait qu'aucun pays n'était assez capable d'assurer la conduite du système économique international et rétablir la stabilité internationale.

La figure, ci-dessous, nous montre la régression du commerce au cours de la crise économique 1929-1933.

⁹ www.Mazerolle.fr/economie internationale, (consulté le 06/09/2013), 2008, P.101.

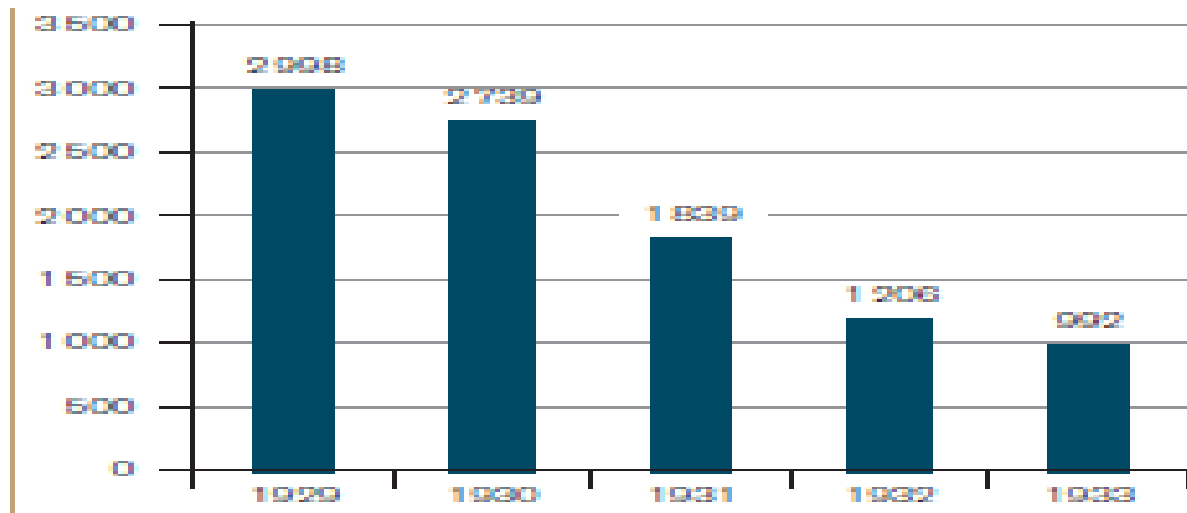
¹⁰ OMC, Rapport annuel sur le commerce mondial, www.wto.org/its2013 2013, P.54.

¹¹ www.Mazerolle.fr/economie internationale, (consulté le 06/09/2013), 2008, P104.

¹² OMC, 2013, Op.cit, P53

¹³ Idem, P54.

Figure N°4 : L'effondrement du commerce mondial pendant la crise 1929-1933
(en millions de dollars)



Source : Rapport de l'OMC sur le commerce mondial, www.wto.org/its2013, P.54.

L'insécurité économique a entretenu l'insécurité politique, ce qui a abouti à la disparité de la sécurité collective, à la course au réarmement et enfin à l'éclatement de la seconde guerre mondiale.

1.3. Structure du commerce international avant 1945

1.3.1 Structure du commerce international par pays

Durant cette période, la Grande Bretagne a dominé le commerce international, grâce à la révolution industrielle et à ses colonies en Asie qui ont joué un rôle important comme zones d'origine de ses importations et comme lieu de destination des exportations britanniques.

Mais cette domination est remise en cause à la fin du 19^{ème} siècle, l'amélioration des moyens de transport et de communication ont permis l'arrivée de nouveaux concurrents (Allemagne, USA, Japon)¹⁴

La période avant 1913 est caractérisée par la domination de l'Europe, le commerce intra européen représente 40% des flux, le commerce entre l'Europe et les autres pays représente 37%, le commerce entre pays non européens était de 23%. L'Europe contribue à 67% des exportations mondiales et à 60% des importations¹⁵ ; elle connaît un excédent

¹⁴ Rainelli. M, 2003, Op.Cit, P.09.

¹⁵ Rainelli. M, Op.Cit, P9

Chapitre III : Analyse de l'évolution du commerce international

commercial vis-à-vis des USA. Elle a une disponibilité des biens et la possession de colonies (leurs localisations différencient le commerce international des grandes puissances).

Le tableau n°07, présente le taux d'exportation de quelques pays européens, qui rapporte les exportations au produit national brut, il explique aussi le taux d'ouverture des pays aux échanges extérieurs.

Tableau N°07 : Taux d'exportation de quelques pays européens pour la période 1830-1910 (en pourcentage du PNB)

Pays	1830	1850	1870	1890	1910
Allemagne	-	-	17,2	13,5	14,6
France	-	7,4	11,5	13,8	15,3
Royaume-Uni	7,8	11,4	17,6	16,3	17,5
Europe	4,4	7,0	10,9	12,6	13,2

Source : Rainelli. M, Commerce international, Edition La découverte, Paris, 2003. P10.

Le Royaume-Uni a encore le poids individuel le plus important, il présente 17,6% du commerce mondial, suivi par ses concurrents à savoir les Etats Unis de 10,3% et l'Allemagne de 12,5%. Cette dernière a une forte position dans la chimie. Le tableau n°10 présente les parts des grandes puissances dans le commerce mondial entre 1850 et 1913.

Tableau N°08: Part des grandes puissances dans le commerce mondial durant la période 1850-1913 (en pourcentage)

Année	Royaume-Uni	Etats-Unis	France	Japon	Allemagne
1850	18,0	5,5	6,2	-	-
1913	17,6	10,3	7,7	1,8	12,5

Source : Michel Rainelli, «Commerce international», Edition La découverte, Paris, 2003, P10.

Cependant, la période entre les deux guerres modifie la structure, avec le déclin de l'Europe au profit des Etats Unis où le commerce intra européenne passe de 40% en 1913 à 29% en 1938 et l'Amérique de Nord assure 22% du commerce international en 1938¹⁶.

¹⁶ Rainelli. M, 2003, Op.cit., P10.

De nouveaux pays apparaissent tels que l'Argentine, l'Australie, le Canada et le Japon. Cette dernière réalise 7,5% des exportations mondiales de produits manufacturés en 1937 contre 2,5% en 1913¹⁷.

Le commerce colonial joue un rôle important durant cette période, il assure les matières premières pour les pays colonisateurs, en l'occurrence la France et la Grande Bretagne.

1.3.2. Structure du commerce international par produit

La forte expansion du commerce international au XIX^e siècle a permis aux pays de se spécialiser dans les produits pour lesquels ils étaient les plus efficaces, ce qui a renforcé et accéléré la division internationale du travail. Cette dernière est définie par l'échange de produits primaires exportés par les pays en voie de développement contre les produits manufacturés exportés par les pays développés¹⁸

Tout au long du XIX^e siècle, les 2/3 du commerce international sont composés de produits primaires, 50% pour les seuls produits agricoles, le reste correspond aux produits miniers. Les produits agricoles représentent 75% des exportations américaines en 1890 (50% en 1913). Cependant, des modifications apparaissent, la part du textile diminue alors qu'augmente celle des produits métallurgiques et chimiques.

L'afflux massif, dans les pays en développement, de produits manufacturés européens, surtout le textile et les vêtements, a fait à ces pays, selon l'historien de l'économie Paul BAIROCH¹⁹, une désindustrialisation. Dès lors, la part des exportations des produits manufacturés, dans ces pays, est dégradé de plus d'un tiers à un moins d'un dixième entre 1860 et 1913. Ce qui rend ces pays dépendant de leurs exportations de matières premières.

Le commerce des produits agricoles et les autres produits primaires représentent 68% en 1890, en 1913 il avait légèrement diminué à 62,5%²⁰.

Le tableau n° 09 présente la part de la production manufacturière. On trouve les Etats Unis en première position (2,4% en 1830 et 32,0% en 1913) suivis par l'Allemagne (3,5% en 1830 et 14,8% en 1913) et de la Grande Bretagne (9,5% en 1830 et de 13,6% en 1913).

¹⁷ Rainelli. M, 2003, Op.cit., P 11.

¹⁸ Teulon F, 2000, Op.cit. P81.

¹⁹ OMC, Op.cit., P50.

²⁰ Idem. p.50

Tableau N°09 : Répartition en pourcentage de la production manufacturière mondiale

Année	Etats Unis	Grande Bretagne	Allemagne	France	Russie	Autres pays développés	Autres
1830	2,4	9,5	3,5	5,2	5,6	13,3	60,5
1860	7,2	19,9	4,9	7,9	7,8	15,7	36,6
1913	32,0	13,6	14,8	6,1	8,2	17,8	7,5

Source : OMC, Rapport annuel sur le commerce mondial, www.wto.org/its2013, P50.

2. Evolution du commerce international de 1945 à 1975

Depuis la seconde guerre mondiale, l'économie mondiale a connu une forte reprise. De 1950 à 1973, le commerce international s'est accru à peu près deux fois plus vite que la production mondiale. Le produit intérieur brut (PIB) mondial par habitant a augmenté de 3% par an et on a une croissance moyenne du volume des exportations mondiales de 6,1% par an de 1953 à 1958, 7,4% de 1958 à 1963, 8,3% de 1963 à 1968 et 9,2% de 1968 à 1973²¹. Cette période (1945-1975) est nommée de « l'âge d'or » à la fois de la croissance mondiale et de l'expansion du commerce extérieur.

L'économiste Jean Fourastié dans son ouvrage en 1979 « les Trente glorieuses ou la révolution invisible de 1946 à 1975 »²², insiste sur l'accélération du rythme de la progression du niveau de vie au cours de cette phase.

Cette reprise est due à plusieurs facteurs tels que :

- La révolution des moyens de transports et de communication ; les progrès technologiques ont poursuivi l'accélération de ses moyens et la modernisation des transports (baisse des coûts du transport des avions et bateaux).
- Le plan Marshall a joué un rôle déterminant dans la construction européenne, il a redynamisé le commerce international avec un montant de 10 260 millions de dollars. En avril 1948 est construite l'organisation européenne de coopération économique (OECE) de dix huit²³ pays concernés par le programme d'aide, les échanges intra-européens du secteur privé avaient été libérés grâce à l'action de l'OECE de 89 pour cent (89%) à la fin de 1959. Cette organisation est devenue ensuite l'organisation de

²¹ Blancheton. B, Sciences économique, Ed Dunod, Paris, 2009, P80.

²² Blancheton. B, 2009, Op.cit. P82.

²³ 'Espagne, Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie. www.oecd.org le 07-10-2013 à 20h00.

coopération et développement économique (OCDE) en Septembre 1961, elle regroupe les pays de l'OECE plus les Etats Unis et le Canada. Elle compte aujourd'hui 34 membres²⁴.

- La coopération économique internationale ; parmi les objectifs de l'organisation des nations unies (ONU), qui a été créée en 26 juin 1945²⁵, est de réaliser la coopération internationale pour résoudre les problèmes internationaux d'ordre économique. Dans ce but, des conseils sont créés notamment le conseil économique. la volonté d'une coopération monétaire et commerciale a été munie, dès l'avant la fin de la guerre, en juillet 1944. Une conférence est tenue à Bretton Woods²⁶ aux Etats Unis (malgré la qualité du plan Keynes c'est le plan White qui l'emporte). Dans cette conférence, il a été défini un nouveau système monétaire fondé sur le système de changes fixes. Son objectif est de faciliter le maintien de l'équilibre des échanges extérieurs de chaque pays, c'est la condition de la reprise et de l'essor du commerce international²⁷.

Un organisme a été créé pour garantir la stabilité monétaire internationale nommé le Fond Monétaire International (FMI), chaque pays doit déclarer et définir sa monnaie au FMI, qui sera ensuite exprimée en or ou en dollar. Le capital du FMI est constitué par l'apport des Etats membres où les Etats Unis détiennent 66% du stock d'or mondial en 1944 et 80% en 1949²⁸, le système de Bretton Woods est caractérisé par la domination des Etats Unis sur les autres pays.

En 1946, la coopération est renforcée par la création de la banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), qui devient par la suite la Banque mondiale, pour accorder des prêts à long terme aux pays détruits par les conflits.

²⁴ www.oecd.org le 07-10-2013 à 20h08mn.

²⁵ Bénichi. R, « Les mutations de l'économie mondiale du début du XX^e siècle aux années 1970 », Ed Nathan, Paris, 2007, P247.

²⁶ Les accords de Bretton Woods sont les résultats d'un compromis entre les délégations américaine et britannique, 44 pays étaient représentés. La première délégation est présentée par l'économiste White, il a proposé un nouvel étalon d'or (Gold exchange standard) avec une seule devise qui est le dollar, ainsi les pays ont le choix entre la parité de leur monnaie en or ou en dollar, mais ce plan prévoit la création d'un fonds de stabilisation monétaire chargé d'aider les pays ayant l'instabilité de leur monnaie, il est financé par les dépôts des pays membres. La deuxième délégation est présentée par l'économiste J.M. Keynes qui a proposé l'émission d'une nouvelle monnaie fiduciaire par la banque centrale internationale de caractère supranational nommée Bancor, le plan Keynes propose la mise en place d'un mécanisme international de compensation « Clearing Union » dont le rôle d'assurer le financement des déséquilibres des balances des paiements entre les pays excédentaires et les pays déficitaires. Enfin le plan Keynes autorise l'ajustement sur les opérations de change, donc un système de change fixe ajustable. FIGLIUZZI. A, Op.cit. P123.

²⁷ Bénichi. R, 2007, Op.cit. P248.

²⁸ Bénichi. R, Op.cit. P248

Dans la même période, les Etats commencent à négocier sur la façon de supprimer les entraves (quotas, contingentement et taxes, etc.) au commerce international et de le libéraliser. Le projet de la création de l'organisation internationale du commerce a échoué en 1948. Néanmoins, de façon provisoire, 23 pays qui représentent plus de 50% du commerce mondial, ont signé un accord, appelé l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) en 1947 à Genève. Les quatre principaux cycles (Genève 1947, Annecy 1949, Torquay 1951 et Genève 1956) sont chargés d'initier le processus de libéralisation du commerce international. Le Dillon Round marque une étape importante, avec la signature du traité de Rome pour la création de la communauté européenne (CEE), ce qui a donné une nouvelle forme de coopération surtout avec la mise en œuvre d'une zone régionale de libre échange.

- L'amplification des migrations de la population a eu un effet positif sur le développement des échanges et l'augmentation de la main d'œuvre²⁹.

2.1. La rupture des années 1970

La fin des années 60 a connu l'augmentation des prix des matières premières, le prix relatif de l'or baisse et sa demande privée progresse. Dès lors, les banques centrales ne peuvent plus garantir le prix de 35 dollars l'once³⁰. Le ratio réserves d'or/dollars ne cesse de se détériorer et les Etats Unis sont contraints de suspendre officiellement la convertibilité or du dollar. Le 15 août 1971, le président américain Richard Nixon déclare la fin de la convertibilité de dollar en or, dès lors nous assistons à l'effondrement du système de change fixe et donc du système de Bretton Woods. Les Etats Unis enregistrent le premier déficit commercial en XX^e siècle.

L'aggravation du déficit commercial américain en 1972, a poussé les Etats Unis à dévaluer le dollar de 10%, il y a ainsi un flottement généralisé des monnaie. Ainsi, l'augmentation du prix de pétrole a entraîné le premier choc pétrolier en octobre 1973, on est passé de 1,7 à 3 dollars le baril, ce prix est fixé par l'organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)³¹ pour compenser la dévaluation du dollar. Cette situation a engendré le ralentissement du commerce international et de la croissance mondiale.

²⁹ Teulon F, 2000, Op.cit. P78.

³⁰ Blancheton. B, Op.cit. P188.

³¹ Créée en septembre 1960 par 5 pays producteurs du pétrole (Irak, Iran, Koweït, Arabie saoudite et Venezuela). Elle est élargie à 13 pays ensuite (le Qatar en 1961, l'Indonésie et la Libye en 1962, Abu Dhabi en 1967,

2.2. L'évolution de la composition des échanges

Durant cette période, le changement est apparu dans la structure des échanges, soit par produit, soit par pays ou encore par zone géographique.

2.2.1. L'évolution de la structure des échanges par produit

Depuis 1945, la place des produits manufacturés s'est accrue par rapport aux produits primaires, ce qui reflète la nouvelle structure productive, la baisse de la protection douanière sur les produits industriels³². Alors que la part des produits agricoles dans les échanges internationaux représente plus de 45% avant 1945, après la seconde guerre mondiale cette part a reculé de 45% à 21% en 1973. La part des produits manufacturés devient majoritaire, elle représente plus de 39,1% des échanges internationaux en 1951³³ et l'extension des activités industrielles au Tiers Monde.

La principale caractéristique de cette période est l'apparition de la nouvelle division internationale du travail (NDIT), elle repose sur l'échange des biens à fort contenu technologique produits par les pays développés contre des biens technologiquement banalisés fabriqués par les pays émergents La part les produits des industries extractives est de 33,3% en 1951.

2.2.2. L'évolution de la structure des échanges par zone géographique

Parmi les conséquences de la seconde guerre mondiale, il y a le recul du Royaume Uni et l'hégémonie américaine. Cette dernière a tiré profit de la guerre, suite à sa position militaire, politique et économique. La part des échanges de la Triade³⁴ (les Etats Uni, l'Europe et le Japon) n'est jamais descendue en-dessous de 62% au cours de l'après guerre, malgré le

l'Algérie en 1969, le Nigeria en 1971, l'Equateur et le Gabon en 1973), son objectif est de défendre l'intérêt des pays producteurs de pétrole. Bénichi. R, Op.cit. P344.

³² Teulon F, Op.cit. P81.

³³ FIGLIUZZI. A , 2006, Op.cit., P131.

³⁴ Le terme Triade a été utilisé et popularisé par l'économiste japonais K. Ohmae dans son ouvrage de 1985 et il désigne les 3 aires géographiques mondiales qui dominent l'économie : l'Amérique de Nord, l'Europe et l'Asie. Lahsen Abdelmalki et Mustapha Sadni-Jallab, « La mondialisation et commerce international » in revue la documentation française, n° 341, P 35.

Chapitre III : Analyse de l'évolution du commerce international

choc pétrolier elle représente plus de 70,7% en 1973³⁵. Le tableau, ci-après, nous donne les exportations internationales par région pour la période allant de 1948 à 1973.

Tableau N°10 : Les exportations internationales par région de 1948 à 1973 (en % du total mondial)

Pays / années	1948	1953	1963	1973
Etats Unis	23,1	19,0	14,9	12,2
Amérique latine	12,3	10,5	7,0	4,7
Europe occidentale	31,0	34,9	41,0	44,8
France	3,5	4,8	5,2	6,3
RFA*	2,7	5,7	7,9	11,7
Grande-Bretagne	9,5	8,7	9,4	5,3
Japon	0,4	1,3	3,6	6,4
Chine	0,9	1,4	1,3	1,0
NPI** Asie du Sud-est	3,0	2,6	2,4	3,4
Afrique	7,4	6,5	5,7	4,8
Moyen-Orient	2,1	2,1	3,3	4,5

- **Source :** FIGLIUZZI.A, « Economie internationale : faits-théories-débats contemporains », Ed Ellipses, Paris, 2006, P136.

* : RFA : République fédérale allemande.

** : NPI : Nouveaux pays industrialisés.

A partir du tableau n°10, on constate que la position des Etats-Unis a diminué de 23,1% en 1948 à 12,2% à la veille du premier choc pétrolier, cela est lié à l'interruption de la convertibilité de dollar en or. L'Europe reprend sa place de la première zone économique mondiale surtout après la signature du traité de Rome en 1957, ce qui signifie la fin de la reconstruction et la forte volonté européenne de récupérer sa place dans l'économie mondiale.

³⁵ Lahsen Abdelmalki et Mustapha Sadni-Jallab, Op.cit, P 35.

Chapitre III : Analyse de l'évolution du commerce international

Quant au Japon, il a connu un petit recul par rapport à la période de l'entre deux guerres, 0,4% en 1948, mais elle a rattrapé le retard grâce à ses performances économiques avec 6,4% en 1973. La Chine a commencé à s'insérer dans le commerce mondial, de 0,9% en 1948 elle est passée à 1,0% en 1972. Pour les nouveaux pays industrialisés de Sud-est d'Asie (l'Indonésie, Thaïlande, Malaisie et Singapour) ainsi que le Moyen-Orient, ils ont pu améliorer leur part dans le commerce mondial. Par contre, la part de l'Afrique a régressé dans le commerce international (de 7,4% en 1948 on est passé à 4,8% en 1973), cela est lié à la baisse des prix des matières premières et ceux des produits agricoles durant cette période.

En revanche, la croissance perdue depuis les lendemains de la guerre, notamment pour l'Allemagne occidentale et le Japon qui ont profité de l'aide des Etats-Unis et la sous-évaluation de leur monnaie. Ces deux pays sont devenus des puissances industrielles et commerciales.

Tableau N°11: Le taux de croissance annuel moyen des pays capitalistes sur la période allant de 1950 à 1975 (en pourcentage %)

Pays / périodes	1950/55	1955/60	1960/1965	1965/70	1970/75
Etats-Unis	4,2	2	4,7	3,1	2,5
Japon	8,7	8,6	10	11,2	4,6
RFA	9,5	6,5	5	4,4	2,1
France	4,2	5	5,8	5,4	4,8
Royaume-Uni	2,9	2,6	3,1	2,5	2,1
Italie	5,9	5,5	5,2	6,2	2,4
OCDE	5	3,3	5,3	4,7	3,1

Source : Bénichi. R, Les mutations de l'économie mondiale du début du XX^e siècle aux années 1970 », Ed Nathan, Paris, 2007, P324.

Le tableau n°11 illustre le maintien de taux de croissance pour les pays de la CEE et le Japon qui ont atteint des taux élevés durant la période allant de 1950 à 1970, mais dans les années 1970 à 1975 ils ont régressé suite au premier choc pétrolier et à la diminution de leurs exportations. Cela justifie la contribution du commerce international à la croissance (tableau n°10 illustre les exportations durant cette période). Les Etats-Unis enregistrent une diminution

de leur taux de croissance entre la fin des années 60 et le début des années 70, suite au déficit commerciale, à la dévaluation de leur monnaie et au premier choc pétrolier.

3. L'évolution du commerce mondiale de 1976 à 2006

La phase de croissance longue des années 1960 est suivie par une période de croissance moins performante qui caractérise la période allant des années 1970 jusqu'à l'année 2006. La valeur des exportations mondiales de marchandises est passée de 2.030 milliards de dollars en 1980 à 11.762 milliards de dollars en 2006³⁶. Cette situation est liée à la succession de phases de ralentissement (les deux crises pétrolières de 1973 et 1980, la première guerre du Golfe de 1990 et les conséquences du 11 Septembre 2001) et de phases de forte reprise.

Les difficultés des années 1975 sont accrues en Occident par la montée de la concurrence mondiale, liée à l'émergence des NPI et au déclin des vieilles industries. Dès lors, il y a un renouveau de protectionnisme, par le biais des barrières non tarifaires (quotas de voitures, mesures anti dumping). Ce qui a ralenti le commerce international dans la fin des années 70 et au début des années 80, surtout avec le second choc pétrolier 1979-1980 ; le prix du pétrole est passé de 12,70 dollars à 32 dollars à la fin de l'année 80. Cela est lié aux achats massifs effectués par les pays occidentaux sur le marché libre et au déclenchement de la guerre entre Iran et Irak³⁷.

Ainsi, la situation s'est aggravée, la croissance mondiale a chuté de 3,4% en 1979 à 1 pour cent en 1980 et celle du commerce international de 6,1% en 1979 à 3,2% en 1980.

En dépit de cette situation, la croissance du commerce international est supérieure à celle du PIB mondial, surtout avec les mesures prises par les pays occidentaux pour sortir de la crise et relancer l'économie, à savoir la réduction de la demande en pétrole, la diversification des sources d'énergie, l'exploitation des gisements en Alaska et en Sibérie, etc. Ce qui a poussé les pays pétroliers du Moyen-Orient à baisser le prix du pétrole à partir de 1983 pour faire face à la surproduction.

Cette situation a été suivie par un contre-choc pétrolier d'une grande ampleur sur les produits pétroliers et les produits de base en 1986, ce qui a permis aux économies occidentales de dégager de fortes reprises, surtout avec le processus de multinationalisation

³⁶ OMC, Rapport annuel sur le commerce mondial, www.wto.org/its 2007, P 07.

³⁷ Rapport du conseil d'analyse économique, « Les effets d'un prix de pétrole élevé et volatil », Paris, 2010, P 11.

Chapitre III : Analyse de l'évolution du commerce international

des entreprises qui caractérise les pays développés. Ce processus s'est accéléré au cours des années 70, de 7.000 FMN en début des années 80, on est passé à 40.000 FMN à la fin des années 90³⁸. Cependant, cet essor a été bouleversé par le krach boursier de 1987³⁹.

Les changements politiques intervenus au cours des dernières décennies du XX^e siècle ont ouvert la voie à la poursuite de l'intégration économique et la reprise du commerce mondial, notamment avec les réformes économiques en chine⁴⁰, la chute de mur de Berlin en 1989 et l'effondrement de l'Union soviétique en décembre 1991⁴¹. Ce dernier facteur a permis l'émergence de nouveaux pays de l'Europe qui ont une grande volonté d'intégrer dans la communauté économique européenne (CEE), ce qui a provoqué la transformation de cette dernière en l'Union européenne⁴².

Par conséquent, l'émergence des nouveaux blocs régionaux a contribué à l'essor du commerce mondial, notamment, l'ALENA créée en Janvier 1992 en Amérique, l'ASEAN créée en 1967 (dans le but de lutter contre les mouvements communistes) qui devenue par la suite une zone de libre échanges en Asie et le MERCOSUR créée en 1991.

L'innovation dans le secteur des technologies de l'information a contribué à l'expansion du commerce mondial dans les années 90. Les nouvelles technologies de l'information et de communication (NTIC), telle que l'utilisation d'internet, qui sont apparues ont marqué une évolution importante dans les échanges internationaux. L'innovation a été poursuivie aussi dans les moyens de transport, ce qui a permis la rapidité de l'exécution des transactions commerciales internationales, le transport aérien est devenu une composante essentielle du commerce international.

³⁸ Armel. J, « Des firmes multinationales : un survol de la littérature microéconomique », Revue érudit, vol. 82, n° 4, 2006, P643.

³⁹ Le krach boursier d'octobre 1987 à la bourse de New York, est caractérisé par la chute brutale des valeurs mobilières qui a été enregistré dans Wall Street, il reflète un mouvement sans précédent, c'est le second krach après celui de 1929. Marie-Christine Adam et Ariane Szafarz, « Crises boursières, bulles spéculatives et rationalité économique », Revue érudit, vol. 20, n° 4, 1989, P. 781.

⁴⁰ Vers la fin des années 70, en 1977, le président Deng Xiaoping a lancé un plan stratégique des réformes économiques. Ces dernières incitent la Chine à l'ouverture économique, ce qui a ramené des résultats pour la chine, c'était la clé de l'émergence et de l'essor de la chine. www.société-de-stratégie.asso.fr le 10-01-2013 à 22h30.

⁴¹ OMC : rapport annuel sur le commerce mondial, www.wto.org/its2008,

⁴² www.laguerrefroide.net le 23/10/2013 à 21h33.

3.1 L'évolution de la structure du commerce mondial

3.1.1 L'évolution de la structure du commerce mondial par pays

La principale caractéristique de cette période (1976-2006) est le changement de la hiérarchie du commerce mondiale, où on a constaté l'essor des pays en développement (PED) et le recul des pays développés (PD). Les pays en développement exportateurs de pétrole (notamment ceux du Moyen-Orient) ont vu leurs parts accrues entre 1973 et 1983, suite à l'augmentation des prix des produits de base, mais ils sont touchés par le contre-choc de 1986.

En 1993, après l'effondrement de l'Union soviétique et la suppression du conseil d'aide économique mutuelle (CAEM)⁴³, la part de la triade (l'Europe occidentale, l'Amérique du Nord et le Japon) dans les exportations mondiales de marchandises a atteint un niveau élevé, on a enregistré plus de 70% en 1993⁴⁴. Néanmoins, cette part a commencé à diminuer, suite à l'émergence des pays d'Asie, qui ont accru la part des PED dans le commerce international qui a atteint 37% en 2006⁴⁵.

Avec 1% des exportations mondiales en 1980, la Chine a atteint 4,8% en 1993 et 15,4% en 2003⁴⁶. En 1980, la République de Corée, la Thaïlande et l'Inde ne figuraient même pas parmi les dix premiers pays en développement exportateurs, mais, ils présentent respectivement 2,7%, 1,1% et 1% du commerce mondial en 2006⁴⁷.

Dans les années 90, la part du Japon a commencé à diminuer en raison de la concurrence des NPI et de la chine. Malgré la reprise à la fin de ces années, avec la part de 7,5% du commerce mondial, celle-ci a régressé à 6% en 2006⁴⁸.

La création de l'Accord de libre échange nord américain (ALENA) en 1992 n'a pas suffi pour stimuler l'augmentation de la part des Etats Unis et le Canada dans le commerce mondial, surtout avec la crise mexicaine en 1994-1995. De même, le processus d'intégration

⁴³ Fondé le 25 janvier 1949, le CAEM (Conseil d'aide économique mutuelle), plus connu à l'Ouest sous le sigle Comecon, a d'abord été rassemblé autour de l'URSS, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie et Tchécoslovaquie. En ont ensuite fait partie l'Albanie (de février 1949 à 1961) et la RDA (de 1950 à 1990), La Mongolie en devient membre en 1962, Cuba en 1972 et le Vietnam en 1978. La Yougoslavie n'y fut qu'associée, à partir de 1964. Il a été créé en réponse au Plan Marshall d'aide à la reconstruction proposé par les Etats-Unis. www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l'est-2004-6-page-52.

⁴⁴ OMC, Rapport annuel du commerce mondial, 2008, P18.

⁴⁵ OMC, Rapport annuel du commerce mondial, www.wto.org/its2007.

⁴⁶ Les données statistiques de l'OMC.

⁴⁷ Les données statistiques de l'OMC, 2006.

⁴⁸ Teulon F, 2000, Op.cit, P80

européenne qui s'est élargie pour les pays de l'Europe centrale n'a pas pu enrayer le déclin des exportations européennes.⁴⁹

La diminution de la part des pays industrialisés peut s'expliquer par plusieurs facteurs⁵⁰, tels que, l'essor de la chine, la reprise économique des pays de la Communauté d'Etats indépendants (CEI)⁵¹ et la forte hausse des prix des produits de base. Ce qui a augmenté la part de l'Afrique, du Moyen Orient, de l'Amérique centrale et de l'Amérique du sud.

3.1.2. L'évolution de la structure du commerce mondial par produit

La croissance des produits manufacturés est très remarquable depuis la seconde guerre mondiale, cela est lié à la baisse de la protection douanière sur les produits industriels et l'extension des activités industrielles au Tiers Monde, ainsi que la hausse des échanges croisés qui constituent le commerce intra-branche. Ce dernier fait référence au fait que deux pays échangent des produits appartenant à la même branche ou à la même catégorie de produits.

L'augmentation des produits manufacturés est due à l'augmentation de la part des vêtements et l'extension du commerce du matériel de bureau et de télécommunication depuis les années 90. Néanmoins, l'éclatement de la bulle technologique et l'effet des événements du 11 septembre en 2001 ont stoppé la progression de ces produits⁵². En revanche, les produits agricoles ont baissé de 10,7 % en 1976 à 5,6% en 2002⁵³ (figure n°5), ce recul est lié aux crises financières de la fin des années 90 et aux conditions climatiques

Ce qui caractérise aussi cette période, nous avons la montée en puissance des firmes multinationales et des investissements directs à l'étranger. Cela a engendré l'augmentation de la part des composants de produits manufacturés qui s'échangent entre les pays ou entre les firmes.

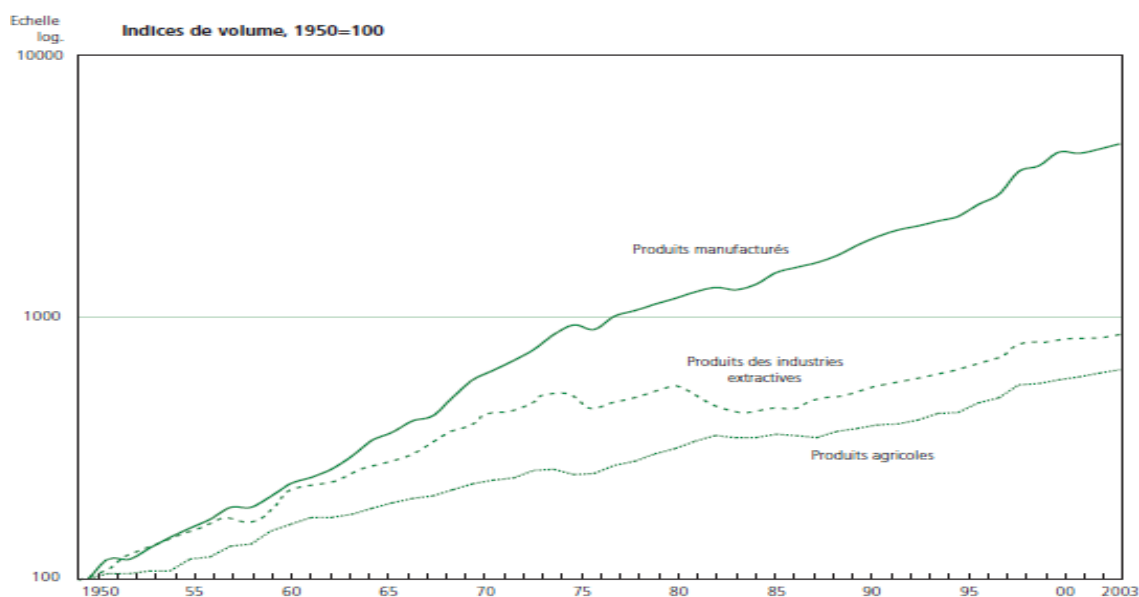
⁴⁹ OMC, Rapport annuel du commerce mondial, www.wto.org/its2008, P19.

⁵⁰ OMC, 2008, Op.cit, P20

⁵¹ La chute de l'Union soviétique a permis la création de la Communauté d'Etats indépendants (CEI) en 1991 par 11 pays.

⁵² OMC, Rapport annuel du commerce mondial, 2008, P20.

⁵³ OMC, les tendances à long terme, www.wto.org/its2013, P31.

Figure N°05 : L'évolution du commerce mondial par grand groupes de produits

Source : OMC : les tendances à long terme, www.wto.org/its2013, P30.

Les échanges des services se sont développés plus tardivement que les échanges de biens, sous l'effet des progrès des techniques d'information et de communication⁵⁴. Le GATT a inclus le commerce des services dans les accords du GATT en 1987, plusieurs travaux se sont développés pour analyser ces flux commerciaux. Néanmoins, leur essor a commencé bien avant, en 1980 leur part est de 15,9%, elle est passée à 19,5% en 2005 grâce aux innovations dans le domaine d'information et de télécommunication.

En dépit de cet essor, entre 1990 et 2000, la croissance moyenne est de 6% pour les exportations de services⁵⁵, mais elle a augmenté entre 2000 et 2006 de 10%⁵⁶ dans le commerce mondial (voir la figure n°06).

Dans cette section, nous avons étudié les transformations et les mutations du commerce mondial durant la période allant du 19^{ème} siècle jusqu'à 2006. Cette longue période nous a permis de ressortir plusieurs phases de relance et de récession, ainsi que le changement de la hiérarchie des pays et l'émergence de différents pays dans le domaine du commerce international. Dans la prochaine section, on va étudier les principaux changements du commerce international pour la période récente allant de 2007 à 2012. Aussi, on va chercher à

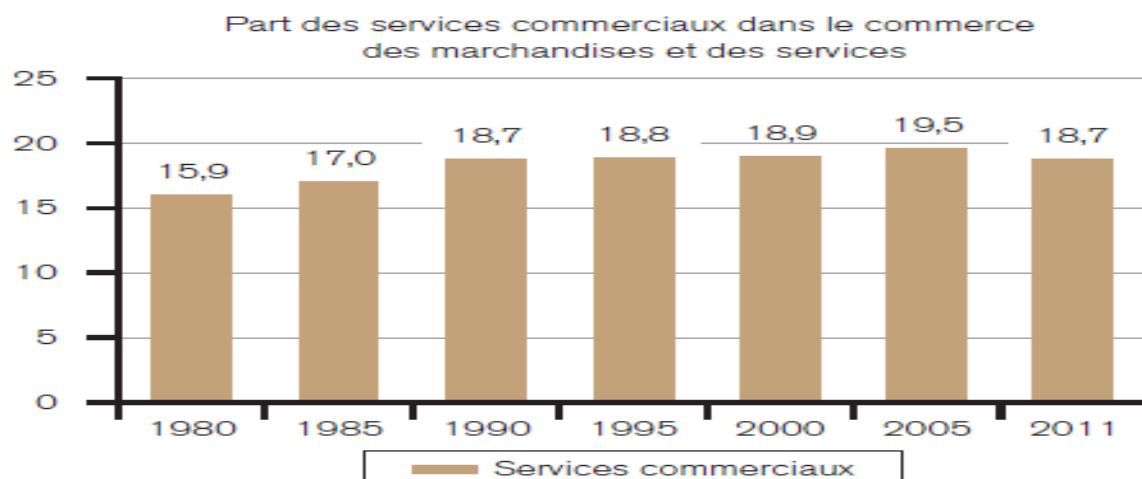
⁵⁴ OMC, Rapport annuel du commerce mondial, www.wto.org/its2013, P73.

⁵⁵ Rainelli. M, Op.cit, P34.

⁵⁶ OMC, Rapport annuel du commerce mondial, 2007, P11

dégager la relation entre d'une part les exportations et les importations de la Chine et les Etats-Unis et d'autre part la croissance économique.

Figure N°06 : La part des services commerciaux dans le commerce des marchandises et des services (en pourcentage (%))



Source : Rapport du commerce mondial 2013, www.wto.org/its2013, P 74.

Section 02 : Les tendances récentes du commerce international

Dans cette section, nous présenterons l'évolution récente du commerce mondial à savoir durant la période 2007-2009 et celle la plus récente allant de 2010 à 2012. Nous allons aussi analyser le commerce extérieur des deux principales puissances mondiales, en l'occurrence les Etats Unis et la Chine, où nous ressortirons l'apport du commerce extérieur à la croissance économique.

1. Tendance du commerce international durant la période 2007-2009

Cette période est caractérisée par la chute du commerce mondial et du PIB mondial, due à la crise du marché des prêts immobiliers aux Etats-Unis. Celle-ci constitue la plus forte crise depuis 1929 vu son impact sur l'économie mondiale (la figure n°6, nous montre cet effondrement durant la crise)

La croissance annuelle des exportations de marchandises n'a augmenté que de 15% en 2008 contre 16% en 2007, nous avons enregistré une diminution du 12% en 2009. La

croissance économique mondiale, quant à elle, a enregistré une régression de 3,7% en 2007 à 3,4% en 2009. Le PIB mondial a également diminué de 3,4% en 2007, de 1,5% en 2008 et une chute de 2,4% (-2,4%) en 2009⁵⁷.

L'effondrement du commerce mondial et du PIB mondial, durant cette période, est lié à la combinaison de plusieurs facteurs, tels que la faiblesse de la demande, la baisse des prix des produits de base, la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales, l'effet simultané de la crise économique sur l'ensemble des pays et des régions, ce qui a même entraîné un accès limité au financement du commerce international⁵⁸.

1.1. L'évolution de la structure du commerce international

1.1.1. Structure du commerce mondial par pays

Le commerce Intrarégional⁵⁹ domine le commerce mondial. Ainsi, en 2009 le commerce intra européen représentait 72% du commerce de l'Europe, 52% des exportations de l'Asie sont enregistrées dans la même région et 48% des exportations de l'Amérique du Nord sont réalisées à l'intérieur de la région d'Amérique du Nord⁶⁰.

Les échanges de ces régions (Europe, Asie, Amérique du Nord) avec l'Afrique, le Moyen Orient et la CEI sont moins importants, en dépit que les principales destinations des exportations de ces derniers sont orientées vers ces régions. Le tableau, ci-dessous nous donne le commerce mondial des marchandises par pays.

Le tableau N°12 illustre la croissance du volume du commerce mondial des marchandises pour les principales régions et pays de 2007 à 2009. En 2007, l'Asie atteint une croissance importante de 11,5%, dont la Chine accapare la part importante dans le commerce mondial avec un taux de 19,5%, cela est lié aux mêmes facteurs cités dans les points précédents pour la région de l'Asie.

Toutefois, cette dernière a commencé de régresser en 2008 avec un taux de 5,5%, suite à l'augmentation des prix des produits de base et le recule des produits manufacturés. La même situation se présente pour les pays développés, à savoir les Etats Unis, l'Union

⁵⁷ Les statistiques de l'OMC dans les rapports annuels du commerce mondial de 2007 à 2009.

⁵⁸ OMC, Rapport annuel du commerce mondial, www.wto.org/its2009, P4

⁵⁹ Le commerce intrarégional est le commerce à l'intérieur des régions, notamment en Europe et en Asie.

⁶⁰ OMC, Rapport annuel du commerce mondial, www.wto.org/its2010, P5.

Chapitre III : Analyse de l'évolution du commerce international

européenne et le Japon qui ont enregistré des taux respectivement de 1.5 % (5,0 % en 2007), - 0,5 % (3,5% en 2007) et 2,0 % (9,5%en 2007).

Tableau N°12 : Croissance du volume du commerce mondial des marchandises, par région et par certains pays (variation annuel en pourcentage)

Exportation			Pays / régions	Importation		
2007	2008	2009		2007	2008	2009
6.0	1.5	-12	Monde	6.0	1.5	-13
5.0	1.5	-15	Amérique du Nord	2.0	-2.5	-17
6.5	6.0	-14	Etats-Unis	1.0	-3.5	-17
3.5	0.5	-8	Amérique du Sud et Centrale	17.5	13.5	-17
4.0	0.0	-15	Europe	4.0	-1.5	-15
3.5	-0.5	-15	Union européenne (27)	3.5	-1.5	-15
7.5	2.5	-5	Communauté d'Etats Indépendants (CEI)	20.0	16.5	-26
11.5	5.5	-11	Asie	8.0	4.5	-8
19.5	8.5	-11	Chine	14.0	4.0	3
9.5	2.0	-25	Japon	1.5	-2.0	-13
8.5	4.5	-8	Six pays de l'Asie de l'Est*	5.0	4.0	-13

Source : Adapté à partir des données statistiques de l'OMC 2007,2008 et 2009

Cette situation a constitué une opportunité favorable pour les pays exportateurs des produits de base tels que le Moyen-Orient et l'Afrique qui ont enregistré des taux de croissance de leurs exportations respectivement de 33 % et 28 % en 2008 contre 16 pour cent et 18 % en 2007.

En 2009, tous les pays sont touchés par la récession même l'Asie. Toutefois, la chine a occupé le premier rang, l'Allemagne le second rang malgré que l'UE a chuté de 15% et les Etats Unis étaient en troisième rang vue l'ampleur de la crise sur le commerce international.

1.1.2. Structure du commerce mondial par produit

Le tableau ci-dessous présente l'évolution du commerce mondial durant la période 2007-2009 par groupes de produits échangés.

Tableau N°13 : L'évolution du commerce mondial durant la période 2007-2009 par produit

	2000-09	2007	2008	2009
Exportations mondiales de marchandise	3.0	6.5	2.0	-12.0
Produits agricole	3.0	5.5	2.0	-3.0
Combustibles et produits des industries extractives	2.0	3.5	0.5	-4.5
Produits manufacturés	3.5	8.0	2.5	-15.5
Production mondiale de marchandises	1.6	0.6	1.0	-6.0
Agriculture	2.0	2.5	3.5	0.5
Industries extractives	1.0	0.0	1.0	-2.0
Industrie manufacturières	1.0	0.0	1.0	-7.0
PIB mondial	2.0	3.5	1.5	-2.5

Source : Rapport annuel du commerce mondial, www.wto.org/its2010, P08.

A partir de ce tableau, nous constatons que tous les produits ont connu des diminutions avec des degrés différents, mais les plus touchés sont les produits manufacturés, ces derniers ont connu une diminution de 15,5% (-15,5%). Ainsi, il y a le recul de l'industrie manufacturière avec une chute de 7,0% (-7,0%), surtout le fer et l'acier avec un taux de -45%, (les plus touchés de cette récession), l'industrie automobile de -32 %. Cela est lié à la régression des pays développés, qui sont parmi les principaux importateurs et exportateurs de ces industries.

Concernant les produits agricoles, leur exportation et leur production mondiale, ont connu aussi un recul respectivement de -3,0% et 0,5% en 2009. Les principaux exportateurs de ces produits est l'Amérique (de Nord, Central et de Sud) qui a été la source de la crise.

Même chose pour les combustibles et les produits miniers, ils ont enregistré une chute de 4,5% (-4,5%).

Le commerce des services, quant à lui, a connu une régression de 12% en 2009. L'Europe est connue parmi les principaux exportateurs des services. Les services ont enregistré une diminution de 14%. La CEI constitue la région qui avait enregistré la croissance la plus rapide en 2008 (28%), alors que les services commerciaux ont reculé de 17%⁶¹. Les exportations de l'Asie, quant à elles, ont diminué de 12%. En Amérique du Nord et en Afrique, la diminution a été de 9%, l'Amérique du Sud est moins touchée, avec une baisse de 8 %. Néanmoins, en second semestre de l'année 2009, plusieurs régions ont repris, les pays africains étaient les plus dynamiques (leurs exportations ayant progressé de 1%)⁶².

2. Tendances du commerce international durant la période 2010-2012

Une forte reprise a été marquée en 2010 pour le commerce mondial, suite aux plusieurs réformes adoptées par les pays développés, surtout l'Amérique du Nord et plus particulièrement les Etats-Unis, plusieurs plans de relance économiques ont été lancés pour sortir de la crise. Dès lors, la reprise du commerce mondial a été enregistrée en 2010, où les exportations mondiales de marchandises ont augmenté de 14 % en volume, alors que le PIB mondial a progressé de 3,5%⁶³.

Néanmoins, cette reprise est ralentie en 2011 et 2012 avec des taux d'augmentation des exportations mondiales de marchandises respectivement de 5% et 2,5%. Le PIB mondial a connu un ralentissement avec des taux de croissance de 2,5% et 2,0% pour la même période.

Ce ralentissement est lié en grande partie à la régression de l'économie de l'EU, à cause de la crise de la dette souveraine qui a touché toute la région surtout la zone euro. Ce qui a engendré la récession de l'économie mondiale surtout dans le volet du commerce mondial, aussi le séisme du Japon en 2011 a rompu la chaîne de production⁶⁴.

Le commerce de marchandises est plus volatil que le PIB, car celles-ci peuvent faire l'objet de plusieurs transactions commerciales transfrontières avant l'exportation du produit final⁶⁵ (voir la figure ci-dessous)

⁶¹ OMC, Statistique du commerce mondial, www.wto.org/its2010, P.06.

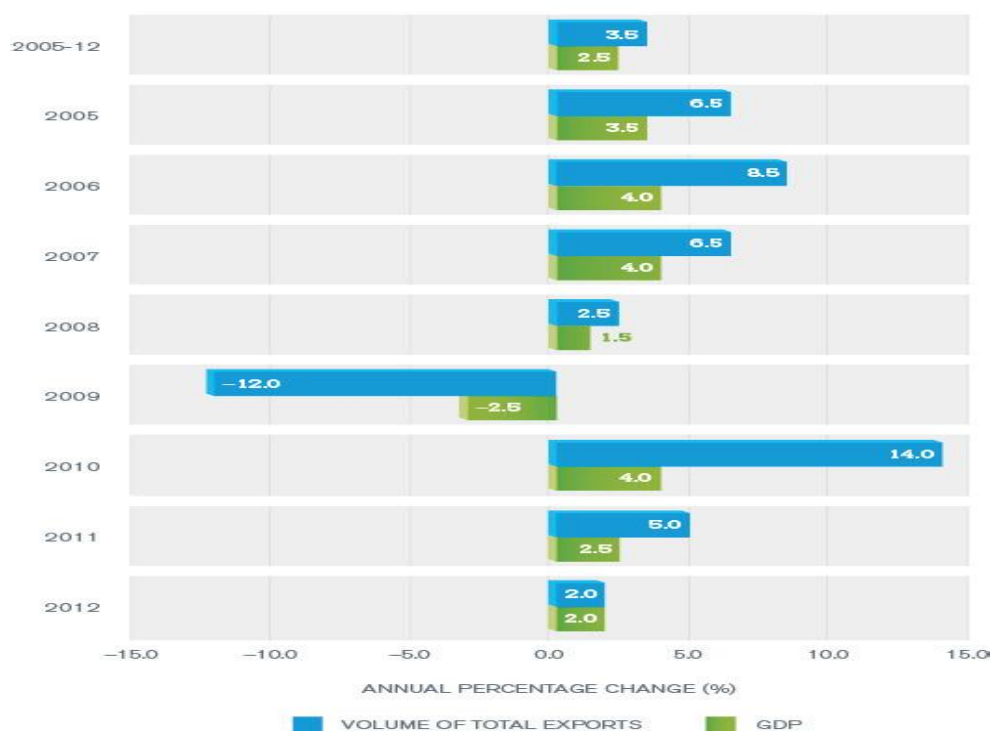
⁶² Statistique de l'OMC en 2010, P6

⁶³ Statistique de l'OMC en 2011, P14

⁶⁴ Document du trésor économique français, n°100, Avril 2012

⁶⁵ Cela veut dire qu'un produit avant qu'il soit final, il traverse plusieurs fois les frontières du pays d'origine, surtout avec l'émergence des chaînes d'approvisionnement international. Par conséquent, il peut se traduire une croissance du commerce des marchandises plus élevée que celle du PIB. Statistiques du commerce international, OMC, 2009, P 20.

Figure N°07 : Le volume des exportations mondiales de marchandises et du PIB mondial pour la période 2005-2012



Source : Statistique du commerce mondial de l'OMC www.wto.org/its, 2013, P14.

2.1. La structure par pays

Le commerce intrarégional est beaucoup plus développé à l'intérieur de l'Amérique de Nord, de l'Europe et de l'Asie. Le principale partenaire de l'Afrique est l'Union européenne, pour le CEI est l'Europe et celui de Moyen Orient est l'Asie, cela signifie qu'il y a un faible commerce intrarégional de ces régions. L'évolution du commerce mondial des marchandises par région et pays est donnée dans le tableau ci-dessous.

En 2012, la croissance la plus haute du volume des exportations des marchandises a été enregistrée par la Chine et l'Amérique de Nord, avec des taux respectivement de 6,0% et 4,5%⁶⁶. La part de l'UE dans les exportations mondiales de marchandises est dégradé e à cause de l'incertitude de la zone euro, l'UE est touché déjà par la crise économique de 2009, ce qui a engendré une forte régression de leurs commerce au niveau mondial, la crise de la dette souveraine a encore aggravé la situation.

⁶⁶ Statistique du l'OMC en 2013, P15.

Tableau N°14 : Croissance du volume du commerce mondial des marchandises, par région et par certains pays (variation annuel en pourcentage)

Exportation			Pays / régions	Importation		
2010	2011	2012		2010	2011	2012
14.0	5.5	2.5	Monde	13.5	5.0	2.0
15.0	6.5	4.5	Amérique du Nord	15.5	4.5	3.0
15.5	7.0	4.0	Etats-Unis	15.0	4.0	3.0
5.5	7.0	0.5	Amérique du Sud et Centrale	23.5	13.0	2.5
11.0	5.5	1.0	Europe	9.5	3.0	-2.0
11.5	5.5	0.5	Union européenne (27)	9.5	2.5	-2.0
6.0	2.0	1.5	Communauté d'Etats Indépendants (CEI)	18.5	17.0	6.5
23.0	6.5	2.5	Asie	17.5	6.5	3.5
28.5	9.0	6.0	Chine	22.0	9.0	3.5
27.5	0.5	-1.0	Japon	10.0	4.0	3.5
20.0	7.5	1.0	Six pays de l'Asie de l'Est*	19.5	4.0	2.0

Source : adapté des données statistiques de l'OMC, www.wto.org/its, 2013.

* Hong Kong, Chine, Malaisie, République de Corée, Singapour et Thaïlande

Le ralentissement économique des pays développés a réduit les importations et la production, il a ainsi entraîné la diminution de la croissance des exportations dans les pays développés, comme dans les pays en développement. L'Afrique et le Moyen Orient ont leur principale partenaire l'UE, par conséquent il y a une diminution de la demande étrangère, ce qui a engendré la baisse des prix des produits de base.

La part des BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) dans les exportations mondiales de marchandise a augmenté de 4,5 pour cent en 2012. Les Etats Unis restent le premier exportateur et importateur dans le commerce mondial de marchandises, depuis 2010, suivi par la chine en deuxième rang et l'Allemagne a gardé sa place de troisième rang malgré le ralentissement du l'UE et les problèmes de la zone euro.

2.2. Structure du commerce international par produit

Le tableau n°15 présente les grands groupes de produits échangés entre les pays, ainsi que leur l'évolution durant la période 2010-2012 ou 2005-2012.

Tableau N°15 : Croissance du volume des exportations et de la production mondiale de marchandises de 2005 à 2012 (variation annuelle en pourcentage)

Désignation	2005-12	2010	2011	2012
Exportations mondiales de marchandise	3.5	14.0	5.5	2.5
Produits agricoles	4.0	7.5	6.0	2.0
Combustibles et produits des industries extractives	2.0	5.5	2.5	2.5
Produits manufacturés	4.0	18.0	7.0	2.5
Production mondiale de marchandises	2.0	6.5	2.5	2.0
Agriculture	2.0	0.0	2.0	1.5
Industries extraction	1.0	2.0	1.5	3.0
Industrie manufacturières	2.5	9.0	3.0	2.0
PIB mondial	2.0	4.0	2.5	2.0

Source: report of WTO on International Trade Statistics 2013, P19

Le tableau n°15 illustre la diminution de l'industrie manufacturée de 2010 à 2012, cela est lié à la baisse de la demande étrangère. La baisse des exportations mondiales des produits manufacturés a touché surtout l'Europe avec un taux de déclin de 2,0%. L'Europe et l'Asie ont gardé leurs places dans les exportations manufacturières, avec un volume respectif de 4,734 milliards de dollars et 4,419 milliards de dollars pour l'année 2012.

Néanmoins, cette situation a permis à d'autre pays d'augmenter leur part dans les exportations manufacturées, en l'occurrence la CEI et l'Amérique de Nord avec respectivement 15 pour cent et 3 pour cent, en même temps ces régions ont enregistré le déclin des exportations des produits agricoles. L'Amérique central et l'Amérique de Sud ont enregistré une augmentation de 12,0% de leurs exportations des produits agricoles⁶⁷.

⁶⁷Report of WTO on International Trade Statistics 2013, P19

Ces dernières ont connu une reprise en 2010 avec 7,5%, mais elles ont commencé à baisser en 2011 et en 2012, cela est lié à la baisse des prix des produits agricoles. Ainsi, la part de l'UE a connue une diminution, puisque il est le principal exportateur des produits agricoles. Les produits de nourriture ont baissé avec 0,4% en 2013, par contre les matières premières agricoles ont augmenté avec 1,6% en 2013⁶⁸.

Les exportations des combustibles et des produits des industries extractives ont diminué durant la période 2010-2012, la principale région exportatrice de ces produits est le Moyen Orient. Ces exportations sont ralenties à cause de la crise égyptienne et syrienne en 2011, même situation se présente en Afrique avec la crise libyenne en 2011, ce qui a réduit la production et les exportations du pétrole brut⁶⁹.

Le commerce des services n'a augmenté que de 2,0% par rapport à 2011, cela est lié au déclin du commerce des services européens. Le recul des exportations européennes (de 11% en 2011 à une chute de -2% en 2012) a permis à d'autres régions telles que l'Asie et l'Amérique de Nord d'avoir une augmentation respectivement de 6,0% et 5,0% en 2012. Le Moyen Orient, la CEI et l'Afrique ont vu leurs parts augmenté avec respectivement 13,0%, 9,0% et 6,0% en 2012.

3. Analyse de l'apport du commerce extérieur des Etats Unis et de la Chine à leur croissance économique

Après avoir présenté l'évolution du commerce mondial, nous avons choisi deux pays pour analyser la contribution du leur commerce extérieur à la croissance économique, pour la période 2010-2012, à savoir les Etats Unis et la Chine.

La sélection est faite sur la base que le premier pays est développé, le second est émergent et que les deux pays sont riches en ressources naturelles. Puisque les deux pays sont parmi les principales puissances économiques, nous allons essayer de tirer de l'étude de ces deux pays des enseignements desquels l'Algérie peut tirer profit. Pour chaque pays, nous allons analyser ses exportations, ses importations et son PIB, et calculer aussi les indicateurs choisis dans le deuxième chapitre⁷⁰. Ce qui va nous permettre l'interprétation de la situation du commerce extérieur de ces deux pays (les USA et la Chine) et de ressortir l'apport de ce dernier à la croissance économique.

⁶⁸ Statistique du commerce international de l'OMC, 2013, P52

⁶⁹ Statistique du commerce international de l'OMC, 2012, P53.

⁷⁰ **Le taux d'ouverture** = $\frac{\text{exportation} + \text{importation}}{2 \times \text{PIB}} \times 100$, **le taux de couverture** = $\frac{\text{exportation}}{\text{importation}} \times 100$, **propension à exporter** = $\frac{\text{exportations}}{\text{PIB}} \times 100$ et **propension à importer** = $\frac{\text{importation}}{\text{PIB}} \times 100$.

3.1. Le commerce extérieur et la croissance économique des Etats Unis

Dans ce point, nous allons ressortir la liaison entre le commerce extérieur et la croissance économique concernant les USA. Cette relation est synthétisée dans le tableau ci-après.

Tableau N°16 : La relation entre le commerce extérieur et la croissance économique (en milliards de dollars et en pourcentage)

Désignation	2010	2011	2012
Exportation*	1 278	1 480	1 546
Importation**	1 969	2 266	2 336
PIB***	14 419	14 991	15 684
Taux d'ouverture	11,25	12,49	12,37
Taux de couverture	64,90	65,31	66,18
Propension à exporter	8,86	9,87	9,85
Propension à importer	13,65	15,11	14,89
Solde commercial	-691	-786	-790
Contribution du commerce extérieur à la croissance (en %)	-27,25	-16,60	-0,57

Source : Adapter des données statistiques de l'OMC, www.wto.org/its2010,2011et2012 et de la banque mondiale.⁷¹

L'augmentation des exportations durant cette période est due à la relance économique après la crise, surtout avec la politique économique de la Réserve Fédérale, qui a massivement injecté des liquidités dans le système monétaire afin de baisser les taux d'intérêt⁷². Cet essor des exportations est lié aussi à la forte demande des pays émergents et la dépréciation temporaire du dollar sur la période allant de 2009 à 2010.

Toutefois, cette augmentation des exportations a été accompagnée par l'essor des importations, où la part des importations dans le PIB en 2012 est de 14,89 pour cent, les USA est un importateur net des biens. Les principaux produits importés sont les produits manufacturés avec 69,3%, il s'agit des équipements de bureau et de télécommunication

⁷¹ <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CD>

⁷² Document de l'agence pour le commerce extérieur, les Etats Unis, Juin 2011, Belgique, P11.

(13,1%), les produits automobiles (10,7%), les produits chimiques (8,56%). En plus des produits manufacturés, on trouve les produits agricoles et les produits alimentaires avec 6,1% des importations, ainsi que les combustibles et les produits extractives avec un taux d'importation de 20,8%. Les combustibles représentent un taux de 18,5 pour cent, ce qui explique l'effet des prix des produits énergétiques sur le commerce extérieur américain et rend l'économie américaine vulnérable aux perturbations des prix des produits de base.

Cette situation d'importateur net n'est pas nouvelle, puisque le déficit commercial du pays est historique, il remonte aux années 70. Ce qui montre aussi l'incapacité des exportations à couvrir les importations, avec un taux de couverture 78,85% en 2012.

L'économie américaine est fortement tournée vers le marché intérieur, la part des exportations dans le PIB est de 9,85% en 2012. Parmi les produits exportés, les produits manufacturés sont les principaux produits exportés et importés. En 2012, les exportations de ces produits représentent 71,3%, il s'agit des produits chimiques (13,39 %), des équipements de bureau et de télécommunication (9,1%), des produits automobiles (8,6%) et des vêtements (3,8%). En plus de ces produits, on trouve les produits agricoles et les produits alimentaires avec 11,1% des exportations, la part des combustibles et des produits extractives dans les exportations est de 12,1% (les combustibles ont un taux de 8,9%). Ajoutant à cela, le faible taux d'ouverture montre que l'économie américaine est moins ouverte à l'extérieur en matière des échanges de marchandises. On déduit alors que les entreprises américaines sont prudentes à l'internationalisation.

En dépit de cette situation, ils sont parmi les premières puissances commerciales dans le monde. A travers ces indicateurs d'analyse (tableau n°16), on peut déduire la contribution du commerce extérieur à la croissance économique, le déficit commercial des Etats Unis signifie que les importations américaines contribuent plus dans le PIB.

Le secteur primaire, comme composante du PIB, concerne l'exploitation des ressources naturelles notamment l'agriculture, en dépit de son poids faible dans le PIB, les USA représentent le premier importateur et deuxième exportateur au niveau mondial. Le secteur secondaire concerne toute les activités de transformation d'une ressource naturelle en un produit fini, on a toutes les formes d'industrie et aussi de construction, telles que les industries aéronautiques, l'automobile, l'électronique et l'informatique. Le secteur tertiaire⁷³ concerne les activités de services, ce dernier est très dynamique dans les échanges

⁷³ Document de l'agence pour le commerce extérieur, les Etats Unis, Juin 2013, P16

Chapitre III : Analyse de l'évolution du commerce international

commerciaux internationaux, avec le recul de l'UE en 2012, sa contribution dans le PIB des USA est très importante.

Afin de développer plus son commerce extérieur notamment les exportations, les Etats Unis sont engagés dans plusieurs négociation liées aux accords de libre-échanges, notamment les négociations transpacifiques pour l'intégration au TransPacific Partnership (TPP) qui est un traité multilatéral de libre-échange. Il est conclu à l'origine entre le Chili, le Singapour, le Brunei et la nouvelle Zélande, même les membres de l'ALENA et le Japon cherchent à intégrer à cet accord⁷⁴. Les négociations transatlantiques visent la création d'une grande zone de libre-échange avec l'Union Européenne⁷⁵.

3.2. Le commerce extérieur et la croissance économique de la Chine

Dans ce point, nous allons dégager la liaison entre le commerce extérieur et la croissance économique dans le cas de la chine. Cette relation est donnée dans le tableau ci-dessous.

Tableau N°17 : La relation entre commerce extérieur et la croissance économique (en milliards de dollars, en pourcentage)

Désignation	2010	2011	2012
Exportation*	1 578	1 898	2 049
Importation**	1 395	1 743	1 818
PIB***	5 949	7 314	8 358
Taux d'ouverture	24,98	24,89	23,13
Taux de couverture	113,11	108,89	112,70
Propension à exporter	26,52	25,95	24,51
Propension à importer	23,44	23,83	21,75
Solde commercial	183	155	231
La contribution du commerce extérieur à la croissance économique (en %)	-1,35	-2,05	7,27

Source : Adapté des données statistiques de l'OMC www.wto.org/its2010,2011 et 2012 et de la banque mondiale⁷⁶

⁷⁴ Document de l'agence pour le commerce extérieur, Op.cit, P17

⁷⁵ www.france-amerique.com le 08/11/2013 à 17h20.

⁷⁶ <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CD>

Chapitre III : Analyse de l'évolution du commerce international

La chine s'est engagée depuis 1978, sous l'impulsion de Deng Xiaoping, sur la voie de la modernisation économique, ce qui a permis son émergence comme une grande puissance économique mondiale.

Depuis les années 90, l'économie chinoise entre dans la phase d'expansion remarquable en termes d'ampleur et intensité. Cette politique a été affirmée avec son adhésion à l'OMC en décembre 2001.

En 2012, la Chine est devenue le premier exportateur et deuxième importateur mondial de marchandises. Ce qui explique l'augmentation de ses exportations d'une année à l'autre, avec un degré d'ouverture de 23,13% et la part des exportations dans le PIB de 24,51% en 2012. Cela signifie la dépendance de la Chine envers ses exportations. La structure des exportations de la Chine a changé par rapport à celle des années 90 où nous avons les exportations des produits agricoles, de vêtements et de textiles.

A partir des années 2000, les produits manufacturés ont occupé une part très importante dans les échanges internationaux de la Chine. En 2012, ils occupent une part remarquable, soit 94 pour cent en 2012, (les équipements de bureau et de télécommunication (26,3 %) où les équipements de traitement de l'information occupent (11,1%), ainsi que les équipements de télécommunication occupent la même part). En revanche, la part de textiles et de vêtements sont réduites, avec respectivement 4,7% et 7,8% des exportations de 2012.

Cette capacité des industries manufacturées à s'adapter à la demande internationale résulte des délocalisations qu'ont réalisées en chine les entreprises des pays industrialisés, notamment les pays d'Asie (Japon, Taiwan, Corée du sud)⁷⁷. La Chine est devenue l'atelier du monde par les assemblages qu'elle effectue, elle importe des produits semi fini et les composants pour réexporter des produits finis⁷⁸. Ce qui explique l'augmentation des importations, en 2012 leur part dans le PIB est de 21,75%, avec 58,2% pour les produits manufacturés. Ces derniers sont constitués des produits chimiques (9,84%), des équipements de bureau et de télécommunication (19,1%) et la part des importations des circuits intégrés et les composants électroniques est de 12,1%, les produits automobiles représentent 4,1% des importations en 2012.

La création de la zone de libre échange avec l'ASEAN en janvier 2010⁷⁹ a permis à la chine d'augmenter ses échanges avec les pays d'Asie.

⁷⁷ Françoise Lemoine, « La montée de la Chine dans les échanges mondiaux », CEPPI, Paris, 2003, P05.

⁷⁸ Rapport du conseil d'analyse économique, « L'émergence de la Chine : impact économique et les implications de la politique économique », 2011, P205.

⁷⁹ Document de l'agence pour le commerce extérieur, la Chine, octobre, 2011, P28.

Le taux de couverture est supérieur à 100%, mais les importations sont importantes vue leur part dans le PIB, avec 23,98% en 2011, les exportations chinoises dépendent beaucoup des importations, qu'elle transforme pour les réexpédier ensuite⁸⁰. Ce qui explique la forte contribution du commerce extérieur à la croissance, soit par la production locale, soit par les exportations. Cette spécialisation dans l'assemblage fait de la Chine un importateur net des services (\$280 mds d'importation de services contre \$190 mds des exportations de services en 2012)

La crise financière de 2007 et 2008 a poussé les partenaires commerciaux de la Chine à mettre en place les barrières protectionnistes. Ce qui a engendré des surcapacités pour les produits chinois et l'augmentation des prix des produits énergétiques. La Chine cherche tous les moyens possibles afin de garantir les approvisionnements en ressources naturelles, notamment les produits miniers avec l'augmentation de la consommation locale, elle investit, à cet effet, en Afrique.

La Chine dans son 12^{ème} plan de développement 2011-2015⁸¹, a mis principalement l'accent sur la croissance économique (objectif de 7% annuel), en voulant augmenter la part des secteurs industriels et des services dans le PIB.

3.3. Analyse de la contribution du commerce extérieur à la croissance économique dans le cas des USA et de la Chine

Le calcul des indicateurs de mesure du commerce international, notamment ceux qui ont de relation avec le PIB, permet d'expliquer la part du commerce extérieur dans le PIB. Néanmoins pour calculer la contribution, il existe plusieurs méthodes⁸² de calcul, nous avons opté pour celle donnée à travers la comptabilité nationale.

Cette dernière nous permis de calculer le PIB selon l'optique dépense. Cette méthode nous donne que la somme du PIB et des importations, c'est-à-dire les ressources de

⁸⁰ Document de l'agence pour le commerce extérieur, Op.cit, P29.

⁸¹ Idem, P13.

⁸² Parmi ces méthodes de calcul de la contribution du commerce extérieur à la croissance économique, nous avons : ΔX : la variation des exportations ($X_t - X_{t-1}$), ΔM : la variation des importations ($M_t - M_{t-1}$)

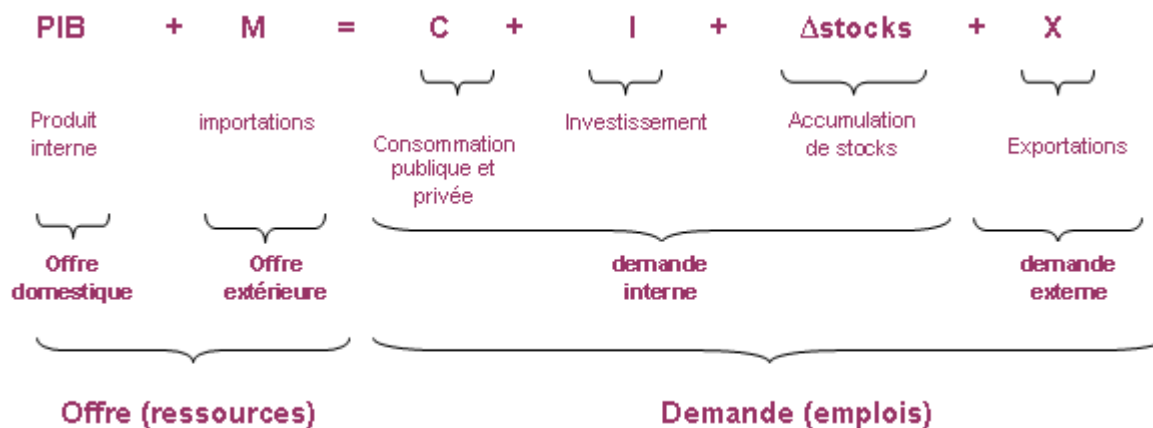
La Contribution est donnée comme suit =

$$= \left(\frac{X_{\text{val}}}{\text{PIB}_{\text{val}}} \right)_{t-1} \left(\frac{\Delta X_{\text{val}}}{X_{\text{val}}} \right)_t - \left(\frac{M_{\text{val}}}{\text{PIB}_{\text{val}}} \right)_{t-1} \left(\frac{\Delta M_{\text{val}}}{M_{\text{val}}} \right)_t$$

Chapitre III : Analyse de l'évolution du commerce international

l'économie, est égale aux emplois. Ces derniers représentent la demande pour la consommation immédiate, la demande pour accroître le stock de capital et la demande provenant de l'étranger⁸³.

Figure N°08 : La méthode de calcul de la contribution par le PIB



Source : TORIJA ZANE. E, « La contribution du commerce extérieur à la croissance », recherche économique NATIXIS, n° 398, Septembre 2009, P02.

On déduit que le PIB est égal à la somme de la demande domestique de biens de consommation, d'investissement y compris la variation de stocks et des exportations nettes (le solde de la balance commerciale).

$$\text{PIB} = C + I + \Delta \text{stocks} + \text{XN}$$

$$\text{PIB} = \text{demande interne} + \text{demande extérieure nette}$$

Pour identifier d'où vient la croissance économique, nombreux économistes déterminent la contribution des composantes de la demande à partir du calcul suivant :

⁸³ TORIJA ZANE. E, « La contribution du commerce extérieur à la croissance », recherche économique NATIXIS, n° 398, Septembre 2009, P02.

$$\frac{PIB_t - PIB_{t-1}}{PIB_t - PIB_{t-1}} = \frac{C_t - C_{t-1}}{PIB_t - PIB_{t-1}} + \frac{I_t - I_{t-1}}{PIB_t - PIB_{t-1}} + \frac{\Delta stocks_t - \Delta stocks_{t-1}}{PIB_t - PIB_{t-1}} + \frac{XN_t - XN_{t-1}}{PIB_t - PIB_{t-1}}$$

100 %
=
Contribution de la demande domestique à la croissance
+
Contribution du commerce extérieur à la croissance

Avec T = période courante, T-1= période précédente

Pour mettre en pratique cette formule, nous avons calculé la contribution pour les Etats Unis et la Chine et nous sommes arrivés aux conclusions suivantes :

- **Pour les Etats Unis**, le tableau n°16 montre que la contribution du commerce extérieur à la croissance économique durant les années 2010, 2011 et 2012 est de, respectivement, -27,25%, -16,60% et -0,57%. On remarque que le taux de l'apport du commerce extérieur à la croissance économique est en amélioration, même s'il est négatif pour les trois années, ces taux sont obtenus en ayant l'accroissement des importations supérieur par rapport aux exportations. Nous remarquons que, durant les années 2010, 2011 et 2012, les taux de croissance des importations sont respectivement de 22,67%, 15,08% et 3,08%, par contre celui des exportations est de 21,02%, 15,80% et 4,62%. Les importations font partie de l'offre globale de l'économie et leur accroissement ne réduit pas le PIB, le taux de croissance de ce dernier durant cette période est de, respectivement, 3,74%, 3,96% et 4,62%. Les importations n'ont un effet négatif sur la croissance que si elles substituent à la production domestique, sinon elles ont une relation positive avec la croissance, notamment lorsque le pays importe plus de matières première et de biens d'équipement qui entrent dans la réalisation de la production nationale. Les Etats-Unis importent beaucoup plus des produits manufacturés, par conséquent la contribution du commerce extérieur (les importations) à la croissance économique n'est pas négative.
- **Pour la Chine**, la contribution du commerce extérieur à la croissance économique est de -1,35%, -2,05% et 7,27% respectivement pour les années 2010, 2011 et 2012 (**voir le tableau n°17**). En 2010 et 2011, la Chine a enregistré une forte augmentation des importations par rapport à celle des exportations (le taux de croissance des exportations est de respectivement 31,28% et 20,27%). La Chine a enregistré un taux de croissance des importations, respectivement pour les deux années, de 38,66% et

24,94%, ce qui a engendré une contribution négative du commerce extérieur à la croissance économique de l'ordre respectivement de -1,35% et -2,05%. Cette augmentation des importations est liée surtout à l'augmentation des prix des produits de base, puisque la Chine est le principal atelier mondial de l'assemblage, ce qui explique l'importance des importations pour l'économie chinoise. La croissance du PIB est de 19,19% et 22,94% respectivement pour 2010 et 2011, elle est liée à l'augmentation de la demande domestique. Ainsi, en 2011, les investissements ont augmenté de 23,8% en valeur et la croissance de la consommation, notamment les ventes au détail, a progressé de 17,6%⁸⁴. En revanche, en 2012, la Chine a augmenté ces exportations de 7,64%, par contre la croissance des importations est moins importantes avec seulement 6%, dès lors la contribution du commerce extérieur à la croissance économique est positive avec 3,92 %. Cela est lié à la forte demande mondiale, mais cette performance industrielle de la Chine reste au vu du déficit réalisé dans les échanges de services (en 2012, le déficit commercial des services est de 90 milliards de dollars, soit une augmentation de 63,63% par rapport à 2011).

Conclusion

Au cours de ce chapitre, nous avons exposé, dans la première section, les principales périodes où le commerce international a connu de fortes fluctuations. La première période, allant du 19^{ème} siècle à la veille de la fin de la seconde guerre mondiale, est caractérisée par un commerce mondial qui a vécu les deux guerres mondiales et la crise économique de 1929 et le passage de l'hégémonie européenne à l'hégémonie américaine. La seconde période est celle d'âge d'or (1945-1975) pour l'économie internationale, notamment le commerce international par la création d'un environnement économique international favorable à l'essor des échanges internationaux, même avec les perturbations des marchés internationaux. Pour terminer cette section, nous avons étudié l'évolution du commerce international durant la période 1976-2006, qui est caractérisé notamment par le développement du capitalisme (développement du libre-échange) après la chute du mur de Berlin et aussi par l'émergence de nouveaux pays industrialisés et le changement dans la structure du commerce international, soit par pays ou par produit (la domination des produits manufacturés et le commerce intra-branche).

⁸⁴ Bulletin économique sur la Chine, publication des services économiques du Trésor, Direction Générale, numéro 43, Janvier- Février 2012, P02.

Au terme de la seconde section, nous avons présenté la situation du commerce international durant les crises économiques, telles que la crise financière américaine et la crise économique européenne. Cette situation a montré la vulnérabilité des pays face aux crises et leurs stratégies de relance et de reprise. Pour terminer cette section, on a essayé de répondre à la question liée à l'apport du commerce extérieur des Etats Unis et de la Chine à leur croissance économique, par l'élaboration d'une analyse de leurs échanges internationaux et de leurs PIB. On a déduit qu'une augmentation plus importante des importations par rapport à celle des exportations influence sur la contribution du commerce extérieur à la croissance économique. On a ressorti aussi que la Chine a réussi dans sa stratégie de modèle d'Akamatsu⁸⁵ de développement, notamment par le développement des produits de haute technologies, mais elle doit être prudente vis-à-vis de sa politique d'importation ainsi que sa demande domestique, cette dernière répercute sur ses échanges de marchandises. Avec le plan de développement 2011-2015, la Chine a pris des mesures pour réduire sa dépendance aux exportations, et améliorer sa demande domestique. Les Etats-Unis, lorsqu'ont commencé à réduire leurs importations, ont pu améliorer le taux de l'apport, même si une part importante de leurs importations contribue à la création de la richesse, mais reste l'influence de ses importations sur la contribution est importante, ce qui pousse les autorités américaines à chercher des stratégies de relance de leurs exportations.

Dans le chapitre suivant, nous essaierons de dégager la relation entre le commerce extérieur et la croissance économique en Algérie. Cela en mettant l'accent sur la contribution des échanges commerciaux à la formation et l'évolution du PIB.

⁸⁵ Ce processus de développement des pays émergents a été présenté par l'économiste japonais Kaname Akamatsu dans les années trente. Il mit en évidence la dynamique du processus de spécialisation internationale, que le Japon appliquera et qui caractérise le mode de développement des premiers pays d'Asie : HongKong, Taïwan, la Corée du Sud, il est nommé le développement « en vol d'oies sauvage ». Rapport du conseil d'analyse économique, « L'émergence de la Chine : impact économique et implications de politique économique », 2011, P48.

Chapitre IV :

Etude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique

Chapitre IV : Etude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique

Introduction

L'Algérie, à l'instar d'autres pays, depuis son indépendance cherche à développer son économie. Les pouvoirs publics ont opté pour un système économique centralement planifié et essentiellement tourné vers l'intérieur. Ce système a fini par placer le pays dans une situation de dépendance vis-à-vis de la rente gazière et pétrolière.

Néanmoins, le contre choc pétrolier de l'année 1986 a montré la vulnérabilité du pays vis-à-vis des hydrocarbures, surtout avec la crise de l'endettement où elle a fait recours au FMI afin de sortir de la situation critique.

Cette solution lui a imposé une rupture avec l'économie administrée et une libéralisation du commerce extérieur. Est-ce que cette libéralisation a atténué la dépendance du pays par rapport à sa rente énergétique ? Et aussi quel est l'apport du commerce extérieur à la croissance économique ?

L'objectif de ce chapitre est d'analyser l'évolution du commerce extérieur de l'Algérie depuis l'indépendance jusqu'à 2012, où nous allons mettre en relief le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur pendant la période de planification (1962-1990) et la phase de libéralisation où les autorités publiques ont abandonné le système centralisé par la transition à l'économie de marché, par l'application des réformes économiques dans le but de mieux saisir l'opportunité de l'environnement international, dans la première section. Dans la seconde section, nous allons analyser la relation entre le commerce extérieur et la croissance économique à travers la mise en évidence de la nature de la liaison entre deux phénomènes. On va aussi analyser les exportations hors hydrocarbures et enfin, on proposera des perspectives afin d'améliorer la structure du commerce extérieur.

Section 01 : Analyse de l'évolution du commerce extérieur algérien

Dans cette section, nous allons étudier l'évolution du commerce extérieur algérien en faisant référence à deux grandes périodes :

- Evolution du commerce extérieur de 1962 à 1990
- Evolution du commerce extérieur de 1991 à 2012.

Chapitre IV : Etude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique

1. Evolution du commerce extérieur de 1962 à 1990

Après la deuxième guerre mondiale, c'est surtout dès le déclenchement du processus de libération nationale en 1954, que s'élabore une pensée économique nationale axée sur les problèmes de développement économique et social. Avec l'indépendance politique en 1962, cette pensée s'affine et donne naissance, dès 1966, à un modèle de développement algérien qui s'appuie sur des plans successifs.

La charte d'Alger de 16-20 avril 1964¹ a été la déclaration de l'Etat algérien en transition du système capitaliste de développement au système socialiste de développement. Le monopole de l'Etat est instauré dans tous les secteurs, notamment le commerce extérieur.

Ce dernier a connu ce monopole bien avant, c'est-à-dire dès décembre 1962² avec la création de l'Office National de Commercialisation qui est chargée de favoriser l'exécution et la réalisation de toute opération d'intérêt national à caractère économique décidée par l'Etat, en l'occurrence les exportations et les importations sont accaparées par le gouvernement.

Vue l'importance de l'augmentation de la facture des importations, un cadre réglementaire de contingentement pour l'importation des marchandises a été défini par le décret du 16 Mai 1963³, où la réglementation est déterminée selon les catégories de produits. La première politique douanière est née à la veille de l'indépendance, un tarif douanier de 15% à 20% pour les produits de consommation et de 10% pour les produits industriels⁴.

L'Etat se contentait d'un processus de contrôle à l'importation, avec les sociétés privées où il forme des groupements professionnels d'achats, à capital en majorité public, bénéficient d'un monopole d'importation sur les produits de leur branche⁵. Ils sont chargés d'élaborer des programmes d'importation, ainsi que la répartition des achats entre les membres.

Néanmoins, avec la création d'autres sociétés nationales, le groupement a échoué surtout avec le conflit entre un secteur productif nationalisé et les organes du commerce extérieur dont la motivation est le profit privé.

¹ Parmi les fondements de la charte, on n'a pas seulement l'instauration du système socialiste, mais aussi l'autogestion de l'agriculture et de l'industrie. Mohamed Elhocine BENISSAD, « Economie du développement de l'Algérie », ED : Economica, Paris, 1979, P19.

² Bilan des actions du secteur du commerce réalisées durant la période 1962-2012, Ministère du Commerce, Alger, Mai 2012, P04.

³ Idem, P05.

⁴ www.douane.gov.dz/memoires-fichiers/memFR/valeurfr.pdf, consulté le 10/11/2013 à 11h47mn.

⁵ Concerne cinq branches: le bois et dérivés, les textiles artificiels, le coton, le lait et ses dérivés, les cuirs et les peaux. BENISSAD. H, Algérie : « De la planification socialiste à l'économie de marché », ED : ENAG, Alger, 2004, P 90.

Chapitre IV : Etude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique

En ajoutant à cela, la charte d'Alger n'a pas répondu aux objectifs souhaités pour lancer la croissance de l'économie algérienne, suite à la situation politique du pays. La mise en place du premier plan triennal 1967-1969 indique que l'Algérie repose sa croissance sur les industries de base, pour atteindre deux principaux buts, à savoir la libération de l'économie de la dépendance étrangère et la récupération des richesses nationales⁶.

Le premier plan quadriennal, 1970-1973 a mis en œuvre le départ de la planification socialiste où l'Etat a attribué à ses propres sociétés le monopole sur les transactions extérieures par la licence d'importation, notamment la société nationale de mécanique (SONACOME), la société nationale des matériaux de construction (SNMC), etc.

Un autre programme a été lancé par l'ordonnance 74-112 du 30 Janvier 1974⁷, intitulé « Programme Général d'Importation (PGI) », il consiste en la délivrance annuellement des Autorisations Globales à l'Importation (AGI) aux entreprises publiques, sous forme de budget en devise établi et géré par la comptabilité publique. Quant au second plan quadriennal, 1974-1977, il est quasiment la continuité du précédant mais il est plus dense en capital du fait de la hausse des prix du pétrole.

Les années 1970 sont marquées par la flambée des prix du pétrole où les exportations algériennes des hydrocarbures ont enregistré une croissance exceptionnelle. Durant cette période, l'Etat algérien s'est engagé dans une politique économique dite des industries industrialisantes.

La notion des industries industrialisantes est au cœur de la stratégie algérienne de développement économique, les investissements industrialisants se font en accompagnement de l'établissement d'industries légères substitutives d'importation⁸. Selon G Déstanne de Bernis « l'industrialisation est avant tout, la transformation des structures économique et sociale sous l'influence des leviers industriels.... Elle sera d'autant plus rapide que seront mises en place les industries les plus susceptibles d'accroître la productivité des autres secteurs. Le développement se fait nécessairement par les industries de base »⁹.

Ceci peut s'expliquer par le fait qu'« une fois la sidérurgie lancée développer une industrie mécanique, principale débouché des produits sidérurgique, ensuite il faut écouler les produits mécanique et pour cela, il ya lieu d'introduire notamment le progrès en organisations

⁶ BENISSAD M.E, 1979, Op.cit, P21.

⁷BENISSAD. H, « La réforme économique en Algérie », ED : OPU, Alger, 1991, P80.

⁸ BENISSAD. M.E, 1979, Op.cit, P128

⁹ BOUDJEMA. R, « Economie du développement de l'Algérie 1962-2010 », Vol.1, ED : Dar Elkhaldounia, 2011, Alger, P73.

Chapitre IV : Etude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique

nécessaire dans l'agriculture pour l'amener à se mécaniser, à élever sa productivité, ce progrès pourra être la réforme agraire »¹⁰.

Néanmoins, G. Déstanne de Bernis a mis deux conditions pour la mise en œuvre de ce modèle, notamment, la disponibilité des moyens de financement externe et l'offre importante de main d'œuvre qualifiée¹¹. Pour la première condition, les moyens financiers sont disponibles suite aux exportations des ressources naturelles et à l'endettement extérieur afin d'importer les nécessaires pour la mise en œuvre d'industrie industrialisante. En revanche, le marché de travail national ne répond pas à la deuxième condition, dès lors, l'industrie industrialisante de l'Algérie ne répond pas à ces conditions. En dépit de cette situation, l'Algérie a opté à l'industrialisation par substitution aux importations, une stratégie appliquée par la plus part des pays sortant de l'ère colonial¹².

La loi de 11 Février 1978 a introduit plus de souplesse dans le monopole du commerce extérieur où il est autorisé aux entreprises publiques ou privés, par le ministère du commerce, d'importer de l'étranger sans passer par les entreprises publiques détenant le monopole des biens concernés. Il y avait d'autres décrets sur le monopole des importations, notamment celui de décembre 1984, sur la répartition des différents produits importables par une entreprise titulaire du monopole.

Le monopole des exportations, quant à lui, a été moins sévère que celui des importations, quelques décrets ont été introduits afin d'encourager les exportations, notamment, l'ordonnance 74-11 du 30 Janvier 1974¹³ qui confirme la liberté du commerce d'exportations par les entreprises publique mais avec autorisation de ministère de tutelle. En 1978, l'Etat a assoupli plus le monopole par la loi 78-02¹⁴ où il cherche à interdire toute forme d'intermédiation informelle dans le commerce extérieur. Depuis 1980, la promotion des exportations hors hydrocarbures est mise en œuvre pour préparer l'après pétrole mais elle n'a pas aboutie, d'autre mesures ont été prises pour diversifier et augmenter les exportations surtout hors hydrocarbures, telles que les exonérations fiscales (la loi de finance 1986), les subventions aux prix (décret 86-46 du décembre 1986)¹⁵.

Le régime du monopole d'Etat sur le commerce extérieur présente des insuffisances, ainsi nous avons une augmentation des importations (de 3 748 millions de dollars en 1963 à 9 684

¹⁰ BENISSAD. M.E, 1979, Op.cit, P134.

¹¹ Idem, P135

¹² NEZEYS. B, « Economie politique », Ed : Economica, Paris, 1998, P 405.

¹³ BENISSAD. H, Op.cit, P83

¹⁴ Le même principe avec l'AGI, mais pour les exportations, c'est-à-dire l'Autorisation Globale d'Exportation (AGE), Idem, P 84.

¹⁵ BENISSAD. H, 1991, Op.cit, P 86

Chapitre IV : Étude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique

millions de dollars en 1990), et la présence d'une situation où certaines entreprises privées sont fermées suite à une forte concurrence étrangère (favorisée par un taux de change officiel surévalué), etc.

Ajoutant à cela, la chute brutale des prix des hydrocarbures au cours de l'année 1986, ainsi que la crise d'endettement qui s'en est suivie (le stock de la dette extérieure est passé de 944 millions de dollars en 1970 à 17 051 millions de dollars en 1980)¹⁶. Dès lors, tous ces facteurs ont bouleversé l'économie algérienne particulièrement le commerce extérieur, où la situation s'est détériorée dans le début des années 90.

Tableau N°18 : L'évolution du commerce extérieur de l'Algérie durant la période 1962-1990 (en millions de dollars)

Désignation	1963	1968	1973	1978	1983	1988	1990
Exportations	732	831	1 889	6 117	11 183	8 105	11 304
importations	586	816	1 889	8 675	10 415	7 323	9 684

Source : Adapté à partir des données statistiques du CNIS¹⁷, de 1963-1990

Nous allons étudier dans les points ci-après la structure des exportations et celle des importations ainsi que les principaux partenaires de l'Algérie.

1.1. L'évolution de la structure du commerce extérieur

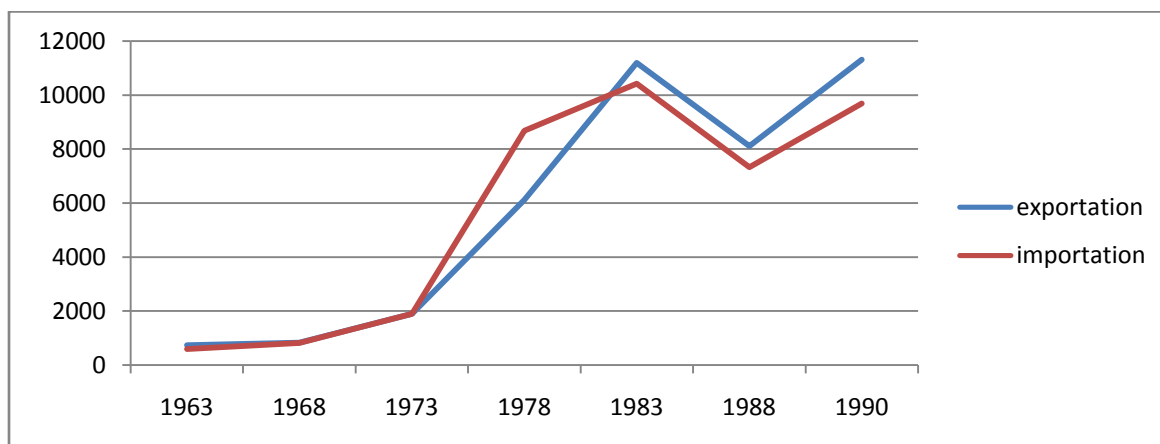
L'évolution des importations et des exportations sur la période allant de 1963 à 1990 est présentée dans la figure ci-dessous.

¹⁶ Idem.

¹⁷ Rapport sur les réalisations des échanges extérieurs de l'Algérie pour la période 1963-2010, Centre national de l'informatique et des statistiques, la direction des douanes, 2011, Alger.

Chapitre IV : Étude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique

Figure N°09 : Evolution des exportations et des importations durant la période 1963-1990 (en millions de dollars)



Source : Elaboré à partir des données du tableau n°18

Le tableau n°18 présente l'évolution du commerce extérieur durant la période allant de 1962 au 1990. Pour les exportations, elles ont enregistré une forte progression durant deux périodes. La première celles allant de 1973 à 1978 où elles sont passées de 1.889 millions de dollars à 6.117 millions de dollars grâce au plan de développement lancé à la fin des années 60 et au premier choc pétrolier de 1973 où les prix des hydrocarbures ont grimpés, ainsi que les mêmes facteurs ont contribué à l'essor des exportations pour la seconde période allant de 1978 à 1983 où les exportations sont passées de 6.117 millions de dollars à 11.183 millions de dollars.

Néanmoins, la chute brutale des prix des hydrocarbures, causée par le contre-choc pétrolier de 1986, a engendré l'effondrement du commerce extérieur. Les exportations ont baissé de 11.183 millions de dollars à 8.105 millions de dollars, ce qui explique la dépendance du pays vis-à-vis de la rente pétrolière. Cette baisse des recettes dans un pays socialiste n'engendre pas seulement la chute du commerce extérieur, mais aussi d'autres effets néfastes notamment l'endettement extérieur, l'instabilité politique et sociale (les événements de 1988).

Ces facteurs ont contribué à dégrader la situation plus qu'elle est, en 1989 la balance commerciale du pays a enregistré un déficit de -240 millions de dollars¹⁸. Néanmoins, une reprise de l'activité économique a été enregistrée en 1990, les exportations sont de 11.304 millions de dollars. Cela est lié à la forte augmentation des prix des hydrocarbures et au conflit entre le Koweït et l'Iraq en 1990 où l'offre de pétrole de ces pays fut compensée par les

¹⁸ Rapport sur les réalisations des échanges extérieurs de l'Algérie pour la période 1963-2010, Op.cit, P.03.

Chapitre IV : Etude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique

pays de l'OPEP qui comblent le manque à produire¹⁹. Les importations, quant à elles, ont connu les mêmes évolutions, puisque le pays exporte pour importer et donc la relation est directe, l'augmentation des exportations fait augmenter les importations et vice versa.

1-1-1 Structure des exportations

La structure des exportations pour la période allant de 1963 à 1973 et celle s'étalant de 1978 à 1990 est présentée dans les tableaux donnés ci-dessous.

Tableau N°19 : La structure des exportations durant la période 1963-1973 (en millions de dollars)

Groupe d'utilisation	1963	1968	1973
Consommation dont :	1 171	684	914
Alimentation	1 151	643	872
Biens d'équipement	42	75	85
Matières premières et demi produits dont :	2 535	3 339	6 473
Energie	2 168	2 962	6 206

Source : BENISSAD. M.E, « Economie du développement de l'Algérie », Edition Economica, Paris, 1979, P.180.

Le tableau n°19 montre que, pendant les premières années de l'indépendance, l'exportation des produits alimentaires a été dynamique (1 171 millions de DA en 1963), mais elle a commencé à régresser, ceci s'explique par la diminution des exportations agricoles due à la fois au déficit alimentaire de l'Algérie et au manque de compétitivité par les prix et la qualité devant les biens agricoles des autres pays méditerranéens²⁰. En revanche, la part des autres composants des exportations notamment les demi-produits et les biens d'équipements est très faible comme le montre la figure n°10.

Pour l'énergie et lubrifiant, ils ont connu une forte progression (10 865 millions de dollars en 1990, tableau 19), leur part dans les exportations est passée de 57,84 pour cent en 1963 à 96,11 pour cent en 1990. Dés lors, les exportations sont concentrées sur les hydrocarbures, ce qui rend le pays plus vulnérable et dépendant du marché international.

¹⁹ www.unctad.org, le 01-10-2013.

²⁰ BENISSAD.M.E, 1979, Op.cit, P178

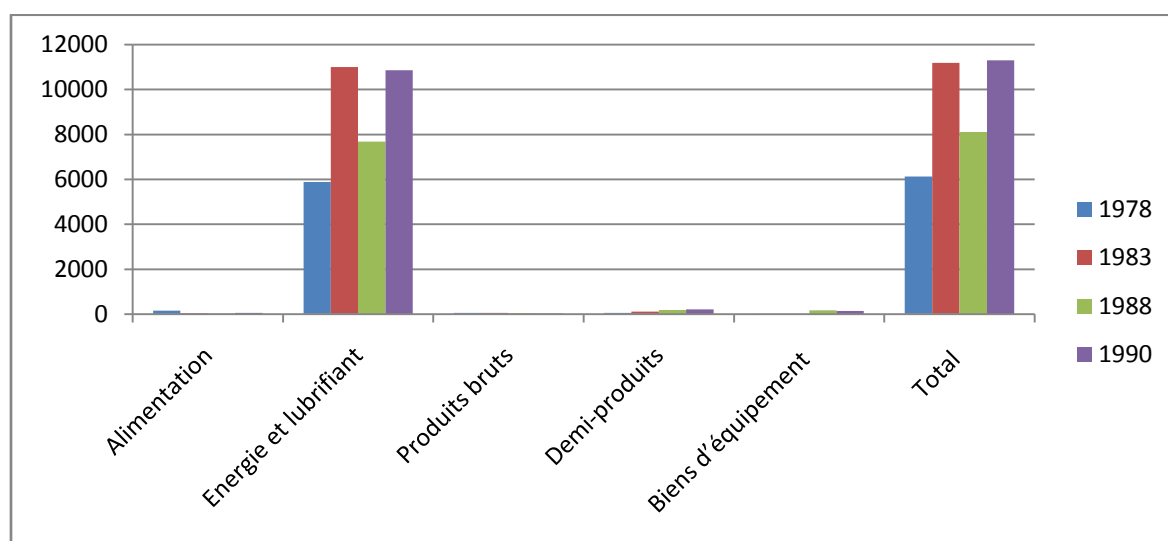
Chapitre IV : Étude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique

Tableau N°20 : La structure des exportations durant la période 1978-1990 (en millions de dollars)

	1978	1983	1988	1990
Alimentation	147	38	30	50
Energie et lubrifiant	5 876	10 996	7 685	10 865
Produits bruts	47	43	47	32
Demi-produits	43	100	179	211
Biens d'équipement	4	6	164	146
Total	6 117	11 183	8 105	11 304

Source : Adapté à partir des données statistiques du CNIS pour la période allant de 1978 à 1990

Figure N°10 : La structure des exportations durant la période 1978-1990 (en millions de dollars)



Source : Elaboré à partir des données statistiques du tableau n°20.

I.1.2. La structure des importations

La structure des importations pour les deux périodes, de 1963 à 1973 et celle allant de 1978 à 1990, est présentée dans les deux tableaux donnés ci-dessous.

Chapitre IV : Étude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique

Tableau N°21 : La structure des importations durant la période 1963-1973 (en millions de DA)

Groupe d'utilisation	1963	1968	1973
Consommation dont :	1 875	1 553	1 898
Alimentation	766	712	1 219
Biens d'équipement	609	1 245	3 534
Matières premières et demi produits	953	1 226	3 443

Source : BENISSAD. M.E, « Economie du développement de l'Algérie », Edition Economica, Paris, 1979, P.180.

Tableau N°22 : La structure des importations durant la période 1978-1990 (en millions de dollars)

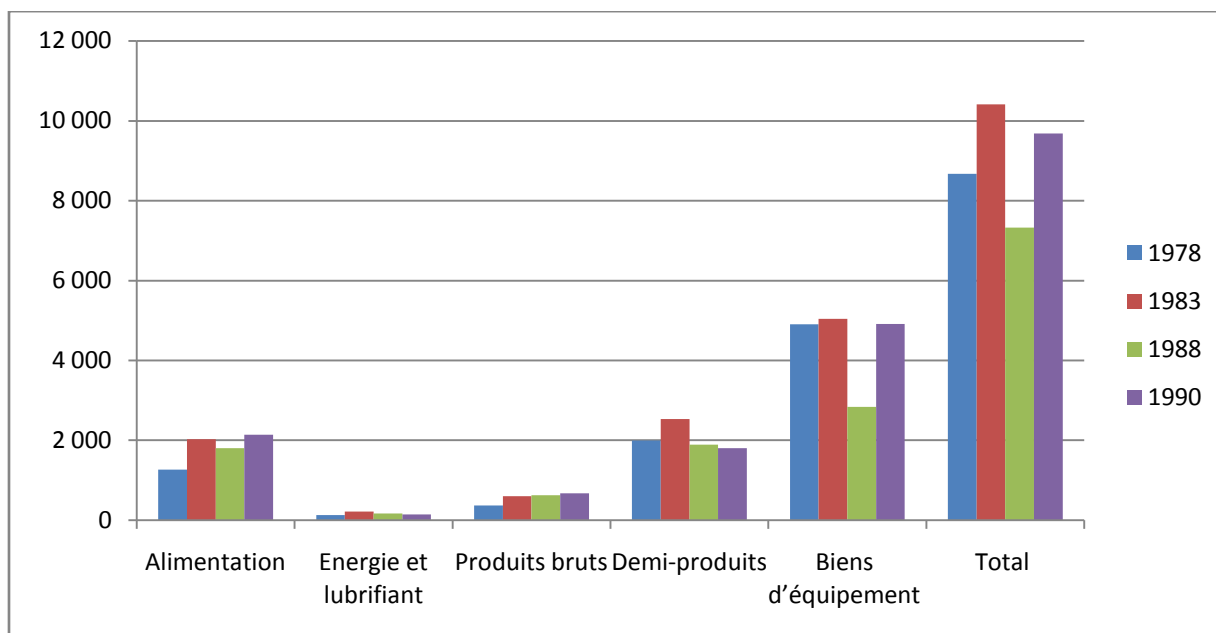
	1978	1983	1988	1990
Produits Alimentaires	1 268	2 030	1 804	2 140
Energie et lubrifiant	129	215	169	144
Produits bruts	372	598	624	677
Demi-produits	1 997	2 532	1 890	1 806
Biens d'équipement	4 909	5 040	2 837	4 917
Total	8 675	10 415	7 324	9 684

Source : Adapté à partir des données statistiques du CNIS pour la période allant de 1978 à 1990.

Le tableau n°21 et n°22 illustrent l'évolution de la structure des importations. Les biens d'équipement ont progressé très remarquablement (figure n°11), où leur part a augmenté de 17,71% en 1963 à 50,77 % en 1990, notamment les biens d'équipement industriels (38,13% en 1990), suite à l'application des différents plan de développement durant cette période et l'augmentation du nombre des entreprises publiques industrielles. Les mêmes factures ont contribué à l'augmentation des importations des demi-produits.

Chapitre IV : Etude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique

Figure N°11 : L'évolution de la structure des importations durant la période 1978-1990 (en millions de dollars)



Source : Elaboré à partir des données statistiques du tableau n°22.

I.1.3. Les principaux partenaires du pays

La structure des clients de l'Algérie est diversifiée dans les années 70. En 1967, les deux principaux clients de l'Algérie sont la France et l'Allemagne, leur part est de 72 pour cent de ses exportations²¹.

Le tableau n°23 montre que les pays de l'OCDE occupent une part importante dans le commerce extérieur de l'Algérie que ce soit pour les exportations ou les importations. Les Etats-Unis d'Amérique en 1978, occupent la première place avec 49 pour cent des exportations²². Nous avons aussi la France, l'Italie et l'Allemagne où leurs parts sont en progression entant que fournisseurs et clients.

On déduit que les pays de la Communauté Economique Européenne (CEE) sont les principaux partenaires du pays, ajoutant les Etats-Unis d'Amérique, qui sont devenus le principal client de l'Algérie

²¹ BOUDJEMA. R, 2011, Op.cit, P 113

²² Idem.

Chapitre IV : Etude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique

Tableau n°23 : Les principaux clients et fournisseurs de l'Algérie durant la période 1967-1990 (en pourcentage)

	Les clients		Les fournisseurs	
	1967-78	1980-90	1967-78	1980-90
OCDE	91	-	88	-
Dont :				
RFA	13	10,8	18	11,1
France	11	23,4	19	23
Italie	8	10,8	11	10,9
Etats-Unis	49	15,4	7	7,7
Japon	0,5	1,4	9	4,6
Pays socialistes	3	-	4	-
Autres pays	3	11,7	8	28,1

Source : Elaboré à partir de l'ouvrage de BOUDJEMA. R, « Economie du développement de l'Algérie 1962-2010 », Vol.1, Edition Dar Elkhaldounia, 2011, Alger, P.130 et BENISSAD. M.E « La réforme économique en Algérie », Edition OPU, Alger, 1991, P 98-100.

Selon les experts de l'économie algérienne, le pays durant la période 1962-1990 a échoué dans sa stratégie socialiste, orienté vers un projet de développement centralisé à travers les différents plans appliqués. Le pays est devenu dépendant de ses ressources naturelles notamment les hydrocarbures. L'échec de la stratégie des industries industrialisantes a entraîné pour le pays des effets néfastes sur tous les domaines, en dépit des périodes de forte progression des prix de pétrole avec une capacité financière importante, pour relancer l'économie et diversifier les exportations ainsi que maîtriser les importations. Ainsi, la situation est devenue très difficile à la fin des années 80 et au début des années 90 où le pays a été obligé d'abandonner le système planifié avec un fort endettement extérieur.

2. Evolution du commerce extérieur de 1991 à 2012

Dès 1991, le commerce extérieur algérien est caractérisé par une évolution très importante. La libéralisation des échanges extérieurs paraît comme l'essentiel des réformes mises en place pour répondre à la nécessité d'adhérer à une économie de marché libre et ouverte dans le contexte de la mondialisation.

A cet effet, une politique commerciale est mise en place, s'articulant autour de l'objectif de la diversification des exportations à travers l'élargissement de la gamme des produits exportés aux produits agricoles et produits industriels.

Chapitre IV : Étude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique

Le gouvernement HAMROUCHE²³ fait le premier signe d'une réelle volonté d'ouverture économique, par des réformes d'auto-ajustement qui envisagent la stabilisation macro-économique, la libéralisation de l'économie et la réorganisation du commerce extérieur.

Des dispositifs réglementaires ont été mis en place pour dynamiser le commerce extérieur, notamment « la loi relative à la monnaie et le crédit n° 90-10 du 14/04/1990 »²⁴, le règlement 90-02 du 08/09/1990 régissant l'ouverture et le fonctionnement des comptes devises des personnes morales. Néanmoins, cette mesure est confrontée à des difficultés liées à la concurrence face à laquelle sont confrontées les entreprises nationales.

D'un autre côté, la situation de l'Algérie reste troublée, du fait de la crise sociale et sécuritaire qui l'a affectée durant une longue décennie qualifiée de « décennie noire ». Le secteur économique n'échappe pas à cette crise.

Devant cette situation, l'objectif d'une ouverture économique est devenu très difficile. Toutes ces difficultés (surtout avec la crise politique début des années 90) ont conduit l'Algérie au rééchelonnement de sa dette. La scène économique algérienne est marquée durant la période allant de 1991 à 2012 par :

- La gestion de la dette extérieure par l'appel au FMI
- La gestion de la dette extérieure entre 1994 et 1998 par le plan d'ajustement structurel (PAS)
- Le plan de relance économique entre 1999 et 2012

En effet, les accords stand-by (avril 94- mars 1995) et de facilité de financement élargi (FFE) (avril-mars 1995)²⁵ que le gouvernement algérien a signé avec le FMI lui imposent de mettre en œuvre un programme d'ajustement structurel.

Ce dernier est défini selon HENNER. H.F comme suit : « Un programme d'ajustement structurel regroupe un ensemble de mesures de politique économique visant à restaurer les équilibres macroéconomiques d'un pays afin de lui permette de retrouver une croissance soutenable et régulière dans le temps. »²⁶

L'Algérie durant cette période est soumise sous contrôle du FMI. Parmi les conditions de ce dernier il y a l'ajustement du taux de change par l'entremise d'une dévaluation de 40%,

²³ HAMROUCHE. M , Premier ministre de Algérien durant la période allant de Septembre 1989 à Juin 1990.

²⁴ DAHMANI. A, « Economie politique des réformes 1980-1997 », Edition CASBAH, Alger, 1998, P134

²⁵ DAHMANI. A, 1998, Op.cit, P184.

²⁶ HENNER, H.F, « Ajustement structurel et compétitivité des économies africaines », CERDI, Document E.96.34.année 1996.

Chapitre IV : Etude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique

dés le début des programmes, pour soutenir le processus de libéralisation du commerce extérieur et la levée progressive des interdictions qui entravaient les transactions courantes²⁷.

Pour cela l'ouverture économique de l'Algérie a été imposée par le PAS. Durant la période de PAS, que le commerce extérieur de l'Algérie a enregistré des résultats bénéfiques, la figure n°12 montre qu'en 1995 les importations ont été plus importantes que les exportations, après la signature du premier accord avec FMI. Cela est lié à la baisse de la production de pétrole de 1,170 millions de barils par jour dans la fin de la décennie 70 à 0,750 millions de barils par jour en 1993²⁸, et l'augmentation de la demande locale. Néanmoins, ce déficit commercial a été rétabli durant la période 1995-2000 après la signature de FFE en 1995, la régression des importations est liée à la baisse de la demande des produits alimentaires suite à la baisse de pouvoir d'achat de la population induite par la dévaluation de la monnaie nationale et les grandes difficultés financières des entreprises publiques²⁹.

Les exportations de leur côté ont enregistré une forte croissance durant la période 1995-2000 (de 10 240 millions de dollars à 22 031 millions de dollars) mais cette croissance trouve son origine dans l'évolution des cours internationaux des hydrocarbures dont les flux à l'exportation représentent en moyenne 96% des exportations globales enregistrés au cours de la période 1993-2000³⁰. Dès lors, l'Algérie se trouve devant la sphère du facteur abondant de la théorie HOS³¹, cette dernière insiste sur la spécialisation internationale qui est basée sur la différence de dotations en facteurs entre les pays participant à l'échange international, qui fait de l'économie algérienne une économie mono-exportatrice.

Le PAS a engendré des effets positifs concernant la stabilisation macro-économique. Cependant, concernant la libéralisation commerciale, les importateurs ont développé des nouveaux réseaux d'importation plus compétitifs que les entreprises locales (rapport qualité/prix)³². Il a aussi provoqué des retombées socio-économique négatives sur la population, ainsi qu'il a freiné la reprise économique du pays. Pour cela, le gouvernement a élaboré des plans de relance économique (PRE) durant la période 1999-2009. Le premier plan est lancé dans le cadre du programme de soutien à la relance économique (2001-2004) avec

²⁷ Conseil National Economique et Social (CNES), « rapport préliminaire sur les effets économique et sociaux du programme d'ajustement structurel », Bulletin officiel n°6. « www.cnes.dz »

²⁸ BENBITOUR. A, « L'Algérie au troisième millénaire, défis et potentialités », Edition MARINOOR, Alger, 1998, P167

²⁹ ABADLI. R, « Processus d'ouverture de l'économie algérienne, vingt ans de transition. Evolution et performance », Thèse de doctorat d'Etat en science économique, Université de Paris8 Vincennes-Saint-Denis, 2010-2011, P 51.

³⁰ ABADLI. R, 2011, Op.cit, P47.

³¹ HANAUT. A et MOUHOUB E-M, Economie Internationale, ED : Vuibert, Paris, 2002, P67.

³² ABADLI. R, Op.cit, P55.

Chapitre IV : Etude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique

un montant de 7,2 milliards de dollars³³. Le second est lié au programme complémentaire de soutien à la croissance d'une enveloppe entre 150 et 180 milliards de dollars sur la période 2005-2009.

Parmi les buts de ces plans, sur le plan du commerce extérieur, est de diversifier les exportations et lancer la production locale pour maîtriser les importations. Ces plans visent aussi à rendre la croissance économique stable et durable par la production d'une richesse reproductible (par développement des activités économique notamment le tourisme, l'artisanat, les services et les industries manufacturières afin d'atténuer la dépendance de la croissance économique des hydrocarbures)³⁴.

2.1. Evolution de la structure du commerce extérieur

Dans ce point, nous allons étudier l'évolution des échanges commerciaux de l'Algérie pour la période allant de 1991 à 2012. Cette évolution du commerce extérieur de l'Algérie en terme des exportations et importations, donnée dans le tableau n°24 et la figure n°12, est explicité dans les points ci-dessous en faisant référence à la structure des importations (par produits et fournisseurs) et des exportations (par produits et clients).

Tableau N°24 : L'évolution des exportations et des importations durant la période 1991-2012 (en millions de dollars)

	1991	1995	2000	2005	2010	2012
Exportation	12 101	10 240	22 031	48 001	67 063	73 981
Importation	7 681	10 761	9 173	20 357	40 473	46 801

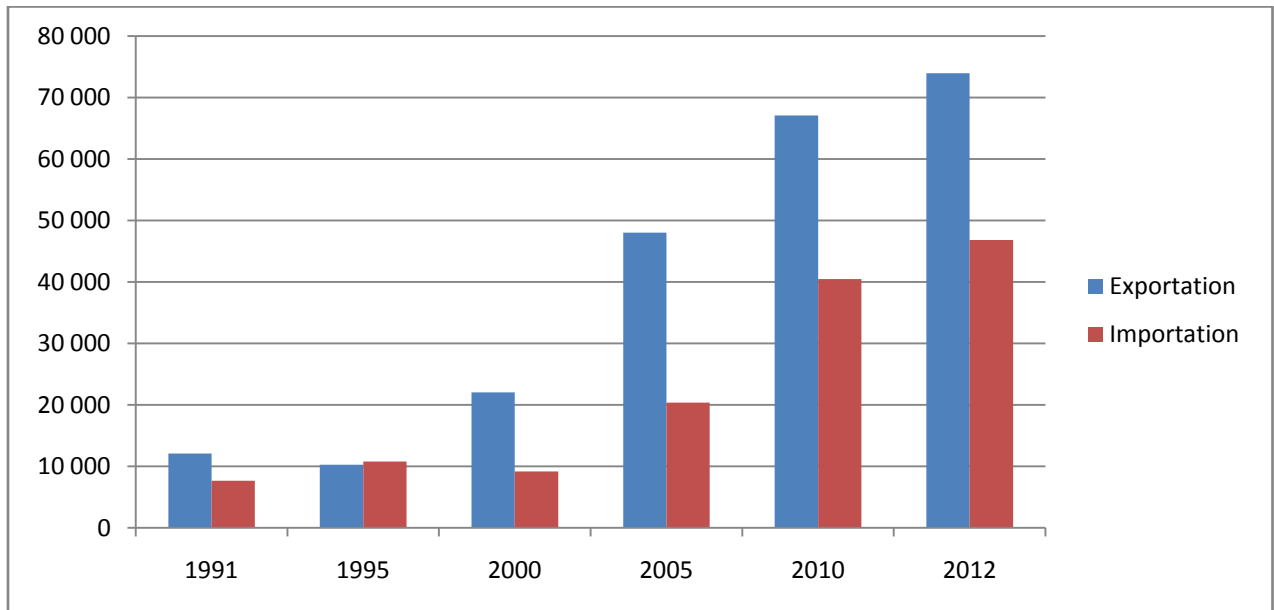
Source : Adapté des données statistiques du CNIS pour la période allant de 1990 à 2012.

³³ BOUDJEMA. R, Op.cit, P153.

³⁴ Idem, p 153

Chapitre IV : Étude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique

Figure N°12 : L'évolution des exportations et des importations durant la période 1991-2012 (en millions de DA).



Source : Elaboré à partir des données statistiques du tableau n°26.

2.1.1. Evolution des importations

L'Algérie est devenue une très grande nation importatrice de toutes les catégories de produits, surtout après le processus d'ouverture et de libéralisation du commerce extérieur.

2.1.1.1. Evolution des importations par produits

Le tableau, ci-dessous, nous retrace l'évolution des importations par produits pour la période allant de 1991 à 2012.

Durant les années allant de 1991 à 2012, les importations sont en augmentation continue, passant de 7 681 millions de dollars en 1991 à 20.357 millions de dollars en 2005 pour atteindre 46.801 millions de dollars en 2012. Même si cette augmentation est en partie due à l'augmentation des prix des produits sur les marchés internationaux, et des fluctuations des taux de change, il est clair que cette hausse reflète l'énorme dépendance de l'Algérie vis-à-vis de l'extérieur et l'importance de la facture consacrée à l'importation.

Chapitre IV : Etude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique

Tableau N°25 : Evolution des importations par grand groupe d'utilisation durant la période 1991-2012 (en millions de dollars)

Importations par groupe d'utilisation	1991	1995	2000	2005	2010	2012
-Alimentation	1 938	2 753	2 415	3 587	6 058	8 983
-Energie et lubrifiant	258	118	129	212	955	
-Produits bruts	410	789	428	751	1 409	13 632*
-Demi-produits	1 861	2 372	1 655	4 088	10 098	
-Equipement agricoles	153	41	85	160	341	16 437**
-Equipement industriels	2 343	2 937	3 068	8 452	15 776	
-Biens de consommation non alimentaire	720	1 751	1 393	3 107	5 836	9 955
Total	7 681	10 761	9 173	20 357	40 473	46 801

* : Il s'agit des biens destinés à l'outil de production, ** : Il s'agit des biens d'équipement (les biens d'équipement industriels et agricoles).

Source : Adapté des données statistiques du CNIS pour la période allant de 1991 à 2012.

Concernant la structure des importations, elle est pratiquement inchangée et se présente ainsi :

- Les biens d'équipement industriels continuent de dominer les importations de l'Algérie. En 2012, ils ont représenté presque 56,39% des importations. Ils sont composés, essentiellement, de véhicules de tourisme, véhicules automobiles pour marchandises, turbines à gaz, articles de robinetterie, fils et câbles électriques et d'équipements de téléphonie.
- Les demi-produits destinés à l'outil de production, viennent en deuxième position. Ils occupent une part de 29,12% des importations en 2012, soit 13.632 millions de dollars. Ils sont constitués de barres en fer ou en acier, de tubes, tuyaux et profilés en fer ou en acier et des éléments de construction en fonte.
- En troisième position, nous retrouvons les produits alimentaires qui occupent en 2012, 19% des importations, soit une facture de 8 983 millions de dollars, sachant qu'ils ont

Chapitre IV : Etude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique

connu une évolution de 48.28% par rapport à 2010 et 363,51% par rapport à 1991. Ces produits dépendent pour la plupart de la conjoncture internationale, ils sont composés de blé, poudre de lait, sucre, l'huile de soja et café, etc.

- Les biens de consommation non alimentaires qui représentent, en 2012, 21,27% des importations soit 9 955 millions de dollars, sont composées essentiellement de médicaments (2.229 millions de dollars), pièces détachées de véhicules et de verre et ouvrages en verre ;

L'analyse de la structure des importations, et de leur évolution, soulève les remarques suivantes :

- Depuis l'indépendance, la facture des importations ne cesse d'augmenter, et ce malgré la politique protectionniste suivie par l'Etat durant de longues années. Cela est dû à l'importation d'équipements très coûteux, destinés à accroître les capacités de production du pays et au financement des projets de grande envergure ;
- Presque un demi siècle après l'indépendance, l'Algérie continue à importer des produits qui en présence d'une politique économique adaptée, auraient pu, du moins en grande partie, être fabriqués localement : produits alimentaires, véhicules, produits textiles, appareils de téléphonie mobile et autres produits pharmaceutiques.

A cet effet, toutes les mesures prises pour encourager la production nationale au détriment de l'importation n'ont pas rapporté des résultats, (à titre d'exemple l'annulation du crédit à la consommation en 2009 n'a pas minimiser les importations de véhicules, elles ont atteint 39,17 % en 2012), ce qui rend la situation de plus en plus difficile.

2.1.1.2. Les principaux fournisseurs de l'Algérie

L'Algérie a signé depuis 1963 plusieurs accords bilatéraux. Ce processus a été accéléré depuis 1991, avec les pays européens (Suisse, Espagne), les pays arabes (Egypte, Tunisie, Maroc) et les pays socialistes (URSS, Bulgarie, Cuba, Yougoslavie). Cela modifié un peu la géographie des échanges du pays, qui se présente ainsi :

- L'Union Européenne reste le premier fournisseur de l'Algérie avec en tête la France, l'Italie, l'Espagne et les Pays Bas.
- Elle suivie de l'Amérique de nord, notamment les Etats-Unis et le Canada.

Chapitre IV : Étude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique

- Les importations de l'Amérique latine sont constituées principalement par celles du Brésil et du Mexique.
- Quant aux pays du Maghreb et de l'Afrique, les échanges restent modestes (vue que ces pays sont dépendants des mêmes pays en matière d'importations, sauf que pour les pays fournisseurs de produits tropicaux, notamment le Cote d'Ivoire).

Enfin, des nouveaux pays apparaissent depuis les récentes années notamment l'Inde, la Turquie et la Chine. La répartition géographique des importations de l'Algérie en 2012 est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau N° 26 : La répartition géographique des importations en 2012

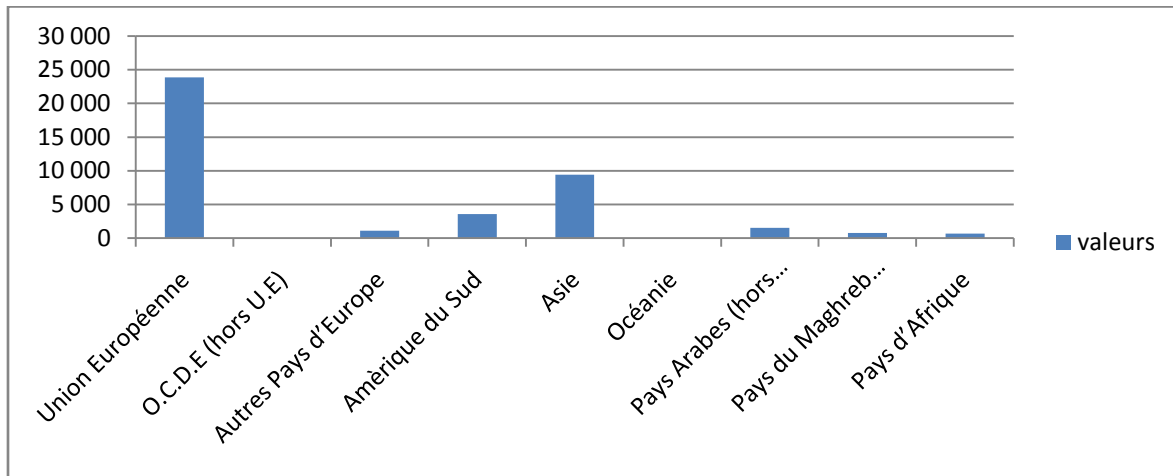
Les pays/ valeurs, structure (%)	valeurs	Structure (%)
Union Européenne	23 858	50,98
O.C.D.E (hors U.E)	5 892	12,59
Autres Pays d'Europe	1 086	2,32
Amérique du Sud	3 587	7,66
Asie	9 410	20,11
Océanie	-	-
Pays Arabes (hors UMA)	1 536	3,28
Pays du Maghreb Arabe (U.M.A)	755	1,61
Pays d'Afrique	677	1,45
Total	46 801	100%

Source:, « Le commerce extérieur de l'Algérie », Rapport du CNIS, 2012, P.12.

La figure n°13, montre que les principaux partenaires de l'Algérie sont l'UE est en tête, suivi par l'Asie, l'Amérique de Sud, les pays de l'OCDE (hors l'UE) notamment les Etats-Unis, les pays du l'UMA et autres pays d'Europe. L'émergence de l'Asie, dans les échanges mondiaux, a peut pénétrer le marché algérien avec une part de 20,11%, mais la domination européenne reste toujours de mise.

Chapitre IV : Étude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique

Figure N°13: La répartition géographique des importations pour l'année 2012 (en valeurs)



Source: Elaboré à partir des données statistiques du tableau n°26.

2.1.2. Evolution des exportations

La dépendance du pays par rapport aux hydrocarbures n'a pas changé, durant la période ayant de 1991 à 2012. Les cours des hydrocarbures ont connu une série d'appréciation et de dépression liées aux événements géopolitiques qui ont caractérisé cette période (la première guerre du Golf, les crises financières)³⁵.

2.1.2.1. L'évolution de la structure des exportations

Le tableau n°24 montre que les exportations ont enregistré en 1995 une baisse de 15,37 pour cent par rapport à 1991, suite à la diminution des prix des hydrocarbures et à la baisse de la production de pétrole en 1993. En dépit, les exportations hors hydrocarbures ont augmenté de 35,73 pour cent durant la période 1991-1995, mais cette augmentation est très faible vue le poids des recettes des hydrocarbures sur les exportations.

Parmi les réformes économiques réalisées en Algérie, durant les années 90 et début des années 2000, nous avons la création des organismes pour la promotion des exportations hors hydrocarbures notamment la compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations (CAGEX)³⁶, l'agence algérienne de promotion du commerce extérieur (ALGEX)³⁷ et la société algérienne des foires et expositions (SAFEX)³⁸, le programme de

³⁵ MOUHOUBI. A, Booms pétroliers et basculement du rapport de force, colloque international, économie algérienne dans la mondialisation, UMM de Tizi-Ouzou, 25 et 26 octobre 2009, P.05.

³⁶ www.cagex.dz, (consulté le 28/10/2013)

³⁷ www.algex.dz (consulté le 28/10/2013)

³⁸ www.safex.dz (consulté le 28/10/2013)

Chapitre IV : Étude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique

MEDA I en 1995³⁹ pour la mise à niveau des entreprises algériennes pour qu'elles soient plus compétitives, MEDA II en 2006 et l'accords d'association avec l'UE en 22 Avril 2002. Toutes ces réformes ont contribué à la croissance des exportations hors hydrocarbures durant la période 2000-2010 avec un taux de croissance de 94,69 pour cent. Les produits alimentaires, notamment les produits agricoles, ont connu une croissance de 884,37 pour cent⁴⁰ et cela est lié plus aux réformes précédemment citées. Nous avons aussi les plans de soutien lancés au cours des années 2000 où le secteur agriculteur a pris une part importante par la création du plan national de développement de l'agriculture (PNDA) en 2000 pour aider les agriculteurs par les moyens et équipements nécessaires par le biais du fonds national de développement et de régulation agricole (FNDRA)⁴¹ ainsi que les conditions climatiques favorables durant cette période.

Les exportations des produits semi-finis ont progressé d'un taux de croissance de 117,28 pour cent⁴². Néanmoins leur part dans les exportations est faible (la figure n°14), en 2010 où les exportations hors hydrocarbures enregistrent la plus hausse représente 17,20 pour cent de total des exportations, dès lors, leurs part soudainement se dégrade à 2,95 pour cent des exportations, ce qui confirme toujours la difficulté de sortir de dépendance des hydrocarbures.

Tableau N°27 : Évolution des exportations par grand catégorie durant la période 1991-2012 (en millions de dollars)

Exportation par groupe d'utilisation	1991	1995	2000	2005	2010	2012
Hydrocarbures	11 726	9 731	21 419	45 094	55 527	71 794
Hors hydrocarbures	375	509	612	2 907	11 536	2 187
Total	12 101	10 240	22 031	48 001	67 063	73 981

Source : Adapté à partir : des données statistiques du CNIS pour la période allant de 1991 à 2012.

³⁹ C'est un programme destiné pour les pays de sud méditerranéen afin de réussir la libéralisation et l'intégration économique à l'économie mondiale, en 2007 le programme de MEDA est remplacé par l'instrument européen de voisinage, « document de stratégie 2007-2013, programme indicatif national 2007-2010 ».

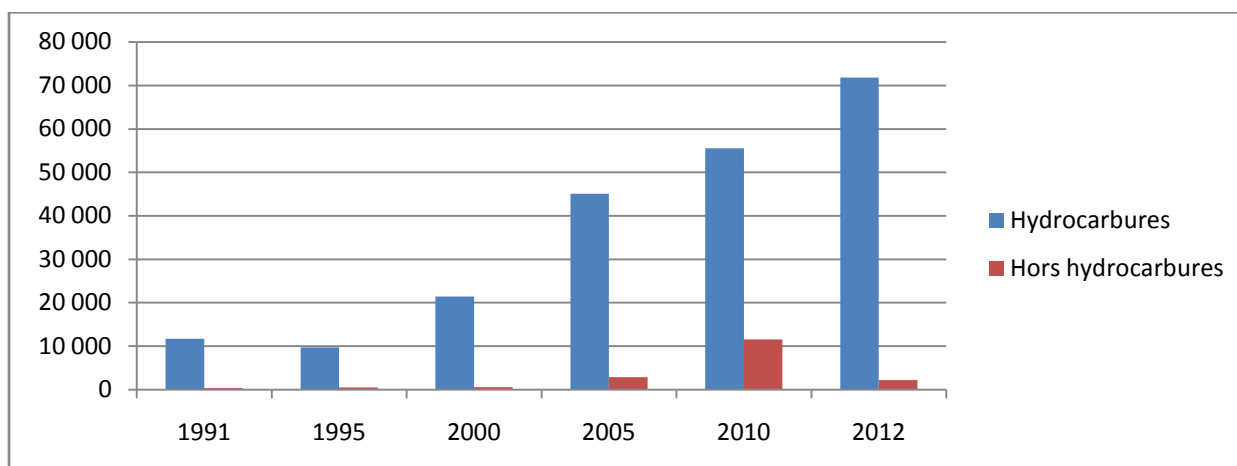
⁴⁰ Selon les statistiques de CNIS, le montant des exportations des produits alimentaires est de 315 millions de dollars 2010 contre 32 million de dollars en 2000, par conséquent on a un taux de croissance de 884,37%

⁴¹ Rapport de l'OCDE, « perspectives économiques en Afrique », BAFD/OCDE, 2003.

⁴² Le montant des exportations de demi-produit en 2010 est de 156 millions de dollars contre 486 millions de dollars en 2000. Les statistiques de CNIS de 2000 à 2010).

Chapitre IV : Étude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique

Figure N°14: Evolution des exportations par grand catégorie économique de 1991 à 2012



Source : Elaboré à partir des données statistiques du tableau n°27.

2.1.2.2. Les principaux clients de l'Algérie

La répartition géographique des exportations algériennes n'a pas changé durant la période 1991-2012. Ainsi la part de l'UE est en tête surtout avec l'accord d'association, suivie des pays de l'OCDE aussi notamment les Etats Unis.

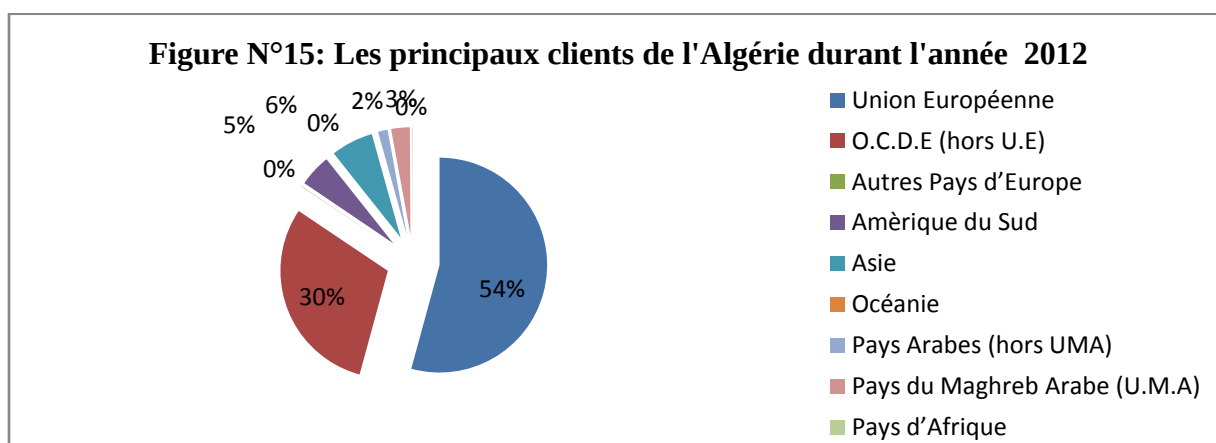
Tableau N° 28 : La répartition géographique des exportations en 2012

Les pays/ valeurs, structure (%)	valeurs	Structure (%)
Union Européenne	40 127	54,24
O.C.D.E (hors U.E)	22 325	30,18
Autres Pays d'Europe	36	0,05
Amérique du Sud	3 586	4,85
Asie	4 704	6,36
Océanie	-	-
Pays Arabes (hors UMA)	1 069	1,44
Pays du Maghreb Arabe (U.M.A)	2 075	2,80
Pays d'Afrique	59	0,08
Total	73 981	100%

Source: « Le commerce extérieur de l'Algérie », Rapport annuel du CNIS, 2012, p 12.

Chapitre IV : Etude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique

A partir de tableau n°28, on constate que l'UE et les pays de l'OCDE (hors l'UE) sont les principaux clients du pays. Parmi les principaux pays de l'UE nous avons l'Italie avec 15,77% des exportations, suivi par l'Espagne avec 10,23% et la France enregistrant 8,92%⁴³. L'essentiel des exportations réalisées avec les pays de l'OCDE (hors l'UE), principalement les Etats-Unis et la Turquie avec des parts respectifs de 16,14% et 4,11%. En revanche, les parts d'autres régions hors des pays de l'OCDE sont très faibles, comme le montre la figure n°15.



Source : Elaboré à partir des données statistiques du tableau n°28.

Nous avons relevé, au cours cette section, l'échec du pays dans l'application de la stratégie des industries industrialisantes, ainsi que le fait que les tentatives pour diversifier les exportations hors hydrocarbures, n'ont pas abouti à des résultats positifs. Ce qui confirme la dépendance du pays vis-à-vis des hydrocarbures.

L'ouverture économique et la libéralisation commerciale n'ont pas modifié la situation de dépendance du pays des hydrocarbures. Est-ce que cet état de fait est lié au fait que l'Algérie n'est pas préparée à cette ouverture ? Ou bien, c'est la rente pétrolière qui freine la dynamique de l'économie algérienne. Néanmoins, la stabilité macro-économique du pays justifie l'effet positif de la libéralisation commerciale. Est-ce que le commerce extérieur contribue alors à la croissance économique ?

Dans la seconde section, nous allons essayer de répondre à cette question, où nous allons analyser la relation entre le commerce extérieur et la croissance économique.

⁴³ CNIS : Rapport annuel de 2012 sur les statistiques du commerce extérieur, P12.

Chapitre IV : Étude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique

Section 2 : Analyse de la relation entre le commerce extérieur et la croissance économique en Algérie

Dans cette section, nous allons étudier l'apport du commerce extérieur à la croissance économique de l'Algérie durant les cinq dernières années (2008-2012). Cela pour déduire durant cette période l'impact du développement des échanges commerciaux sur la croissance économique.

1. La contribution du commerce extérieur à la croissance économique

Le tableau, ci-dessous, nous retrace la relation existante entre le commerce extérieur et la croissance économique dans le cas de l'économie algérienne.

Tableau N°29 : Relation entre le commerce extérieur et la croissance économique (en milliards de dollars, en pourcentage)

	2008	2009	2010	2011	2012
Exportation	79,29	45,19	57,05	73,48	73,98
Importation	39,47	39,29	40,47	47,24	46,80
PIB	170,98	138,11	161,77	198,53	207,95
Taux d'ouverture	34,72	30,58	30,14	30,40	29,04
Taux de couverture	200,88	115,01	140,96	155,46	158,07
Propension à exporter	46,37	32,72	35,26	37,01	35,57
Propension à importer	23,08	28,44	25,01	23,79	22,50
Solde commercial	39,82	5,9	16,58	26,24	27,18
Contribution du commerce extérieur à la croissance	20,72	103,19	45,13	26,27	9,97

Source : Adapté à partir des données statistiques du CNIS durant la période allant de 2008-2012 et des données de la banque mondiale sur le PIB⁴⁴.

⁴⁴ <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CD>

Chapitre IV : Étude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique

A partir du tableau, ci-dessus, on constate qu'il y a une contribution positive du commerce extérieur à la croissance économique vu les résultats que nous avons obtenus :

- En 2008, la contribution du commerce extérieur à la croissance économique a été positive avec un taux de 20,72, cela est lié à la croissance des exportations avec un taux de 31,79%.
- En 2009, une année particulière à la contribution a été de grande ampleur, le commerce extérieur a participé grandement à la croissance du PIB, pendant cette année les exportations ont connu une baisse de -43%, suite au recul des exportations des hydrocarbures. Au cours de l'année 2009⁴⁵, il y avait une dépréciation du dinar, par conséquent il y avait une diminution du pouvoir d'achat des consommateurs. A cet effet, la demande domestique a contribué négativement dans la croissance du PIB pour un taux de -3,19.
- En 2010, l'apport a été de 45,13%, il constitue le plus fort taux durant la période 2010-2012, suite à l'évolution des exportations de 26,24%. Cela est lié à l'augmentation des prix de pétrole, ainsi que à la faible augmentation des importations avec un taux de croissance seulement de 3%.
- En 2011, la contribution a été de 26,27%, c'est-à-dire qu'il y a un recul de 18,86% par rapport à la contribution de 2010. Cela est lié à l'augmentation des importations de l'ordre de 16,72%, notamment les produits de consommation et les produits alimentaires destinés à la consommation directe sans création de richesse. Par conséquent, la contribution des importations est négative, ainsi ce taux d'apport du commerce extérieur à la croissance est atteint suite à l'essor des exportations avec un taux 28,79%. Cet essor est entièrement imputable à la poursuite de la remontée du cours international du pétrole.
- En 2012, la contribution a été de 9,97%, il y a ainsi un recul de 16,3%, les parts des exportations et des importations dans le PIB ont baissé respectivement de 35,57% et 22,50% (voir le tableau ci-dessus). Il y a une faible augmentation des exportations qui était seulement de 1,11%, ce faible accroissement est dû à la chute des prix du pétrole en 2012. La chute des importations était surtout imputable à la diminution de la facture alimentaire (elle est passée de 9,85 Mds \$ en 2011 à 8,98 Mds \$ en 2012) pour un taux de 8,8% de recul (figure n°16). Cela est lié à deux facteurs⁴⁶, le premier il s'agit

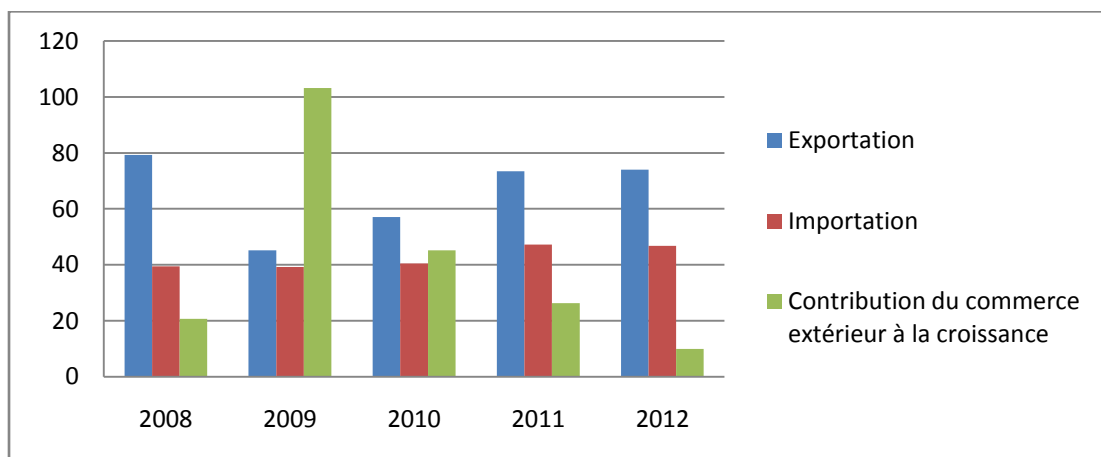
⁴⁵ www.mincommerce.gov.dz (consulté le 29/10/2013)

⁴⁶ Document sur le commerce extérieur algérien en 2012, publications des services économiques, Direction Général de Trésor, 2012, P02.

Chapitre IV : Étude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique

de la chute du cours du blé sur les marchés internationaux, le second consiste dans la baisse des quantités de céréales importées en raison de bonnes prévisions de récoltes pour 2012 et aussi du déstockage des réserves de blé constituées en 2011.

Figure N°16 : Contribution du commerce extérieur Algérien à la croissance économique



Source : Elaboré à partir des données statistiques du tableau n°29.

Le tableau n°29 montre que les importations sont totalement couvertes par les exportations durant la période allant de 2008 à 2012. L'importance de l'excédent commercial revient aux recettes énergétiques et à l'évolution continue du PIB (pour les années 2010, 2011 et 2012 avec des taux de croissance respectivement de 17,13%, 22,77% et 4,74%). Cette croissance du PIB n'est pas due seulement au commerce extérieur mais aussi à l'importance de la demande domestique, notamment les dépenses publiques issues de l'application du plan quinquennal 2010-2014. La figure n°16 montre l'évolution du PIB depuis l'indépendance où il est passé par des périodes de croissance et de déclin. On a constaté que les périodes de récession ont été causées par la chute des prix des hydrocarbures par exemple due par les crises économique, et les périodes de croissance sont engendrées par l'augmentation des cours des prix de pétrole.

Ces résultats concernant la contribution du commerce extérieur à la croissance économique peuvent nous aider à ressortir les remarques suivantes:

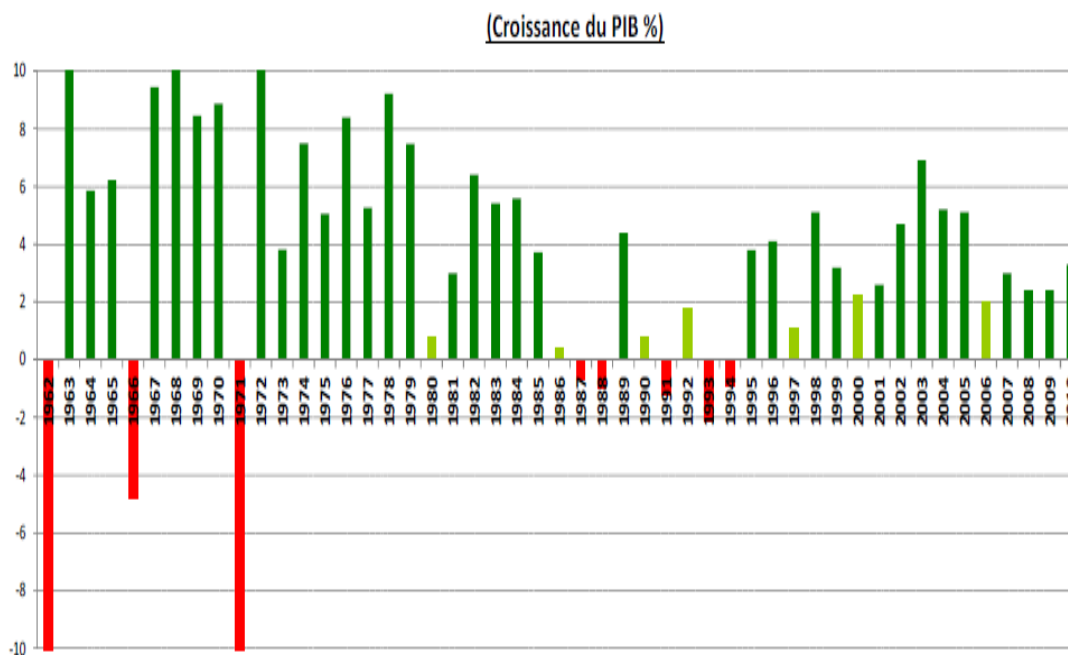
- La forte part des exportations des hydrocarbures dans les exportations totales du pays, pas moins de 95%, confirme de plus en plus la dépendance du pays aux

Chapitre IV : Étude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique

hydrocarbures. Ce qui rend l'avenir du pays tributaire des fluctuations des cours du pétrole, dès lors l'économie algérienne est vulnérable aux perturbations de ces derniers, comme c'était le cas de contre choc pétrolier de 1986 où le pays a connu une crise multidimensionnelle (sociale, économique, politique).

- L'ouverture économique de l'Algérie a été plus bénéfique pour les importations où ils ont eu une augmentation de toutes les catégories. La forte augmentation des importations notamment les produits alimentaires et les biens d'équipement. Ce qui prouve « l'intégration de l'Algérie à l'économie mondiale par le mauvais côté, celui des importations qui sont induites à la fois par un système productif extraverti mais tourné vers le marché intérieur et aggravé par un modèle de consommation financé par la rente pétrolière »⁴⁷.

Figure N°17 : L'évolution du PIB durant la période 1962-2010 (en pourcentage)



Source : Rapport NABNI 2020, cinquantenaire de l'indépendance : enseignements et vision pour l'Algérie de 2020, Janvier 2013, P18.

⁴⁷ Mkideche. M, « Algérie entre économie de rente et économie émergente », Ed : Dahleb, Alger, 2000, P163.

Chapitre IV : Étude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique

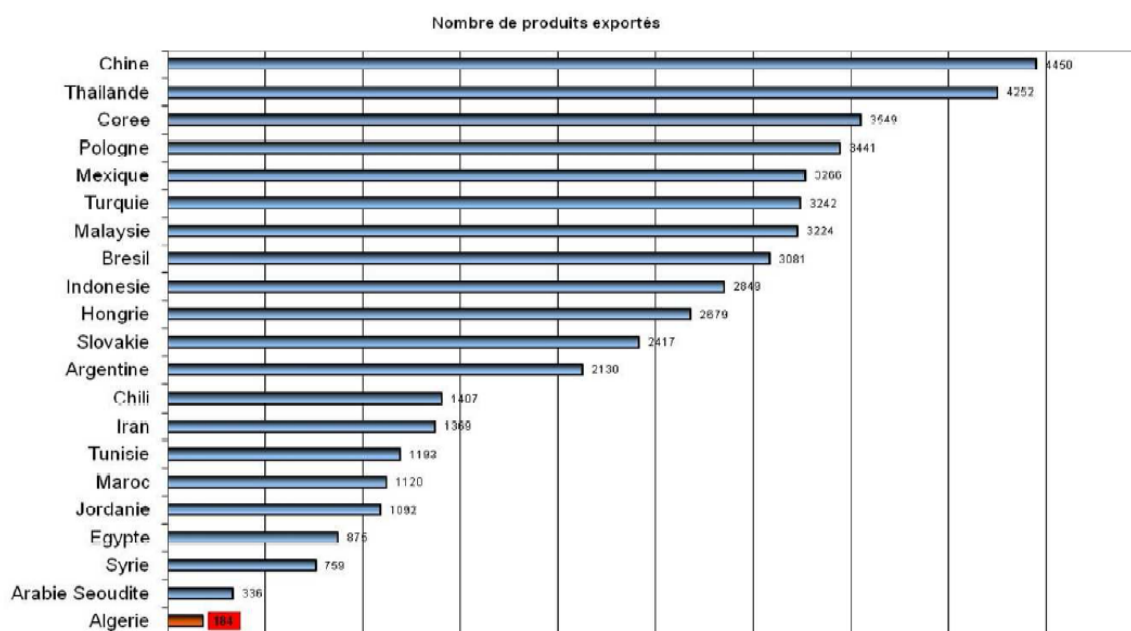
2. Analyse de la structure des exportations hors hydrocarbures

Nous avons remarqué, dans les points précédents, que les exportations algériennes sont dominées par les hydrocarbures depuis l'indépendance. Ainsi les exportations hors hydrocarbures présentent des pourcentages médiocres entre 2% et 3%. Néanmoins, elles ont connue une croissance très importante, passant de 439 millions de dollars en 1990 à 2.187 millions de dollars en 2012 ce qui signifié une croissance de 398,17%, malgré qu'elles ne sont pas vraiment diversifiées, comme le montre la figure n°18.

Durant la période coloniale, les exportations hors hydrocarbures sont constituées principalement, par les produits agricoles, mais ces produits ont connu une forte dégradation, due aux différents facteurs notamment le retards dans les semences et la baisse de la qualité des produits, etc.

Après l'indépendance, la structure a un peu changé, au vu des efforts déployés par les pouvoirs publics. Toutefois, on a une émergence de certains produits avec des taux modestes (voir le tableau n°30).

Figure N°18 : La place de l'Algérie selon le nombre de produits exportés



Source : Rapport NABNI 2020, cinquantenaire de l'indépendance : enseignements et vision pour l'Algérie de 2020, Janvier 2013, P.19.

Chapitre IV : Étude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique

Tableau N°30 : Structure des exportations hors hydrocarbures durant la période 2008-2012

produits	2008	2009	2010	2011	2012
Demi-produits	1 384	692	1 056	1 496	1 527
Produits bruts	334	170	94	161	168
Biens d'équipements agricoles et industriels	68	42	31	35	33
Biens de consommation non alimentaires	32	49	30	15	19
Produits alimentaires	119	113	315	355	315
Total	1 937	1 066	1 526	2 062	2 062

Source : Adapté à partir des données statistiques du CNIS de 2008 à 2012.

L'analyse de la structure des exportations hors hydrocarbures⁴⁸ nous permet de ressortir les points suivants :

- Les demi-produits sont majoritaires, ce sont des produits dérivés des hydrocarbures. En 2012, ces produits représentent 74%, avec une valeur de 1 527 millions de dollars. Ils ont enregistré une croissance de 132,77% par rapport à 2005 où ils représentaient 656 millions de dollars.
- Les produits alimentaires sont constitués essentiellement des dattes, du vin et des eaux minérales. En 2012, ils occupent une deuxième position avec une part de 15,27% en, ils ont enregistrés une croissance de 164,70% par rapport à 2008, il s'agit d'une évolution très importante.
- Les produits bruts sont constitués principalement des phosphates, des cuirs et autres peaux brutes. En 2012, ils représentent 8,14%, avec un recul de 49,70%.
- Les biens d'équipement industriels, sont constitués de tubes, tuyaux et câbles, etc. En 2012, ce groupe a occupé une part de 1,55%, avec un recul 52,23%.
- Enfin, les biens de consommation non alimentaires sont constitués essentiellement des emballages en plastique, tapis, etc. Ce groupe représente une part minime de 0,92%, avec un recul de 40%.

⁴⁸ Selon les informations des rapports du CNIS pour les années allant de 2008 à 2010 et le rapport annuel 2012

Chapitre IV : Étude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique

On remarque que les produits qui ont connu des régressions, représentent des parts importantes dans les importations. Les produits agricoles et manufacturés ont une part très marginale dans les exportations hors hydrocarbures de l'Algérie.

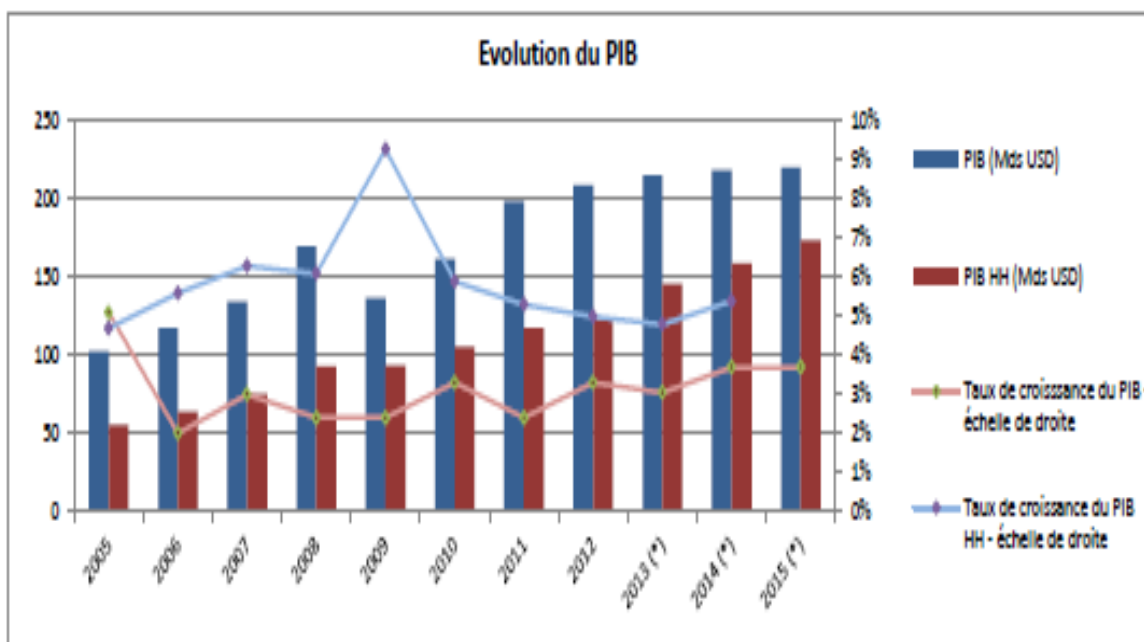
En dépit de l'évolution des exportations hors hydrocarbures (voir la figure n°19), ces dernières restent faible vu leur part dans les exportations totales. En 2012, elles représentent que 2,96%, cette part peut être améliorée par la diversification de l'économie algérienne. Dans la même figure, on constate que l'Algérie est loin devant les pays voisins notamment le Maroc qui a des exportations plus diversifiées (voir la figure n°18), celles-ci sont constituées principalement par les produits manufacturés, les produits agricoles, le pétrole et les produits miniers. Malgré qu'il est riche en ressources naturelles, ses échanges sont basés sur les produits manufacturés notamment les machineries et les équipements de transport. En 2011, 63,7% des exportations marocaines sont des produits manufacturés⁴⁹, ce qui explique la forte présence de l'industrie dans les exportations marocaines, mais ses exportations sont moins dynamiques que ses importations, dès lors, nous avons une faible contribution des exportations à la croissance économique. L'Algérie doit revoir sa stratégie industrielle, surtout avec ses atouts en matière énergétique et financier.

Ainsi, nous allons proposer quelques perspectives d'avenir afin d'améliorer la situation économique de l'Algérie et atténuer la dépendance vis-à-vis de la rente énergétique. La figure ci-dessous donne l'évolution du PIB durant la période allant de 2005 à 2015.

⁴⁹ Document du ministère de l'économie et des finances marocain, « Compétitivité des exportations marocaines : quel bilan ? », Mai 2013, P14.

Chapitre IV : Étude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique

Figure N°19 : Evolution du PIB durant la période 2005-2015⁵⁰



Source : « Situation économique de l'Algérie : perspectives 2014 », publications des services économique, Trésor, Direction Générale, Novembre 2013, P01.

A partir de la figure, ci-dessus, nous constatons que le taux de croissance du PIB était de 3.3% en 2012. Ce taux de croissance, selon les estimations du FMI, va connaître une légère diminution en 2013. Toutefois, il devrait augmenter pour atteindre 3,68% en 2014 et 3,73% en 2015. Il y a lieu de signaler que l'économie algérienne reste toujours tributaire de sa rente pétrolière où le secteur des hydrocarbures constitue 97% des recettes d'exportation et 60% des recettes de l'Etat par le biais de la fiscalité pétrolière.

3. Les perspectives de diversifications des exportations

Dans ce point, nous allons proposer quelques perspectives pour diversifier les exportations de l'Algérie et ainsi atténuer la dépendance de l'économie algérienne vis-à-vis des hydrocarbures.

⁵⁰ Publications des services économique, Trésor, Direction Générale, « Situation économique de l'Algérie : perspectives 2014 », Novembre 2013, P01.

Chapitre IV : Etude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique

3.1. Consolider la mise à niveau des entreprises

Les autorités gouvernementales ont lancé plusieurs programmes de réformes pour la mise à niveau des entreprises publiques, notamment le programme de MEDA I et MEDA II.

Le faible niveau de compétitivité des entreprises industrielles nationales est aujourd'hui un fait bien connu qui s'est accentué avec le processus de libéralisation des échanges mis en œuvre dans le cadre du programme d'ajustement structurel de 1994. Ainsi, la concurrence étrangère par produits importés a aggravé la situation surtout en l'absence des mesures de protection ou d'accompagnement efficaces⁵¹.

Les mesures de protection ont été prises, mais d'une façon conjoncturelles pas d'une façon structurelles et durables sur le développement de la compétitivité des entreprises industrielles.

Le gouvernement a mis en place des dispositifs et des programmes spécifiques pour améliorer l'industrie dont certains sont soutenus par des financements internationaux. Il est important d'élaborer un bilan afin de tirer des enseignements des programmes de mise à niveau et mesurer leur impact sur le développement de la compétitivité des entreprises nationales. La capacité financière actuelle est l'occasion de recycler une partie de la rente pétrolière dans la mise à niveau des entreprises nationales, publiques et privés.

3.2. Développement du secteur agricole

L'agriculture algérienne a été très dynamique durant la période coloniale, mais elle a régressé après l'indépendance où l'Algérie est devenue un importateur net des produits alimentaires. Les mesures prises pour encourager ce secteur, n'ont pas apporté les fruits attendus, puisque l'Algérie n'arrive pas à réduire ses importations alimentaires et augmenter ses exportations.

Les autorités publiques doivent sensibiliser la population sur les atouts de l'Algérie dans l'agriculture, en parallèle elles doivent encourager les agriculteurs à travers des aides matériels et financières ainsi que par des programmes de formation.

⁵¹ CHELGHEM. M.K, les enjeux de l'ouverture commerciale en Algérie, Ed Fondation friedrich Ebert, El Biar, Septembre 2008, P.32.

Chapitre IV : Étude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique

3.3. Amélioration du climat des affaires

Les investissements sont des sources importantes de financement d'une nation. L'Algérie, à l'instar des autres pays, représente des sources à des investissements internationaux très importants, mais il les entrave à travers des mesures réglementaires rigoureuses aux investisseurs étrangers ou nationaux. Le gouvernement doit revoir ses mesures d'attractivité afin d'améliorer le climat des affaires et encourager plus les investisseurs à investir en l'Algérie.

3.4. Amélioration du secteur du tourisme

L'Algérie est un grand pays vue sa superficie et ses lieux stratégiques. Compte tenu de la langue et de la proximité culturelle, les pays du Maghreb seront la première destination pour l'ensemble des pays européens.

Les pays voisins sont mieux placés dans ce secteur, le Maroc accueille annuellement 5 millions de visiteurs étrangers et les Tunisiens 6 millions⁵². L'Algérie doit suivre le succès des pays voisins à travers l'entretien des lieux stratégiques et sensibiliser les citoyens de la culture de tourisme.

3.5. Promotion des énergies renouvelables

L'Algérie, à l'instar des autres pays du monde, dispose des ressources inépuisables, comme le solaire, où elle peut diversifier les sources d'énergies. Le potentiel national en énergies renouvelables étant fortement dominé par l'énergie solaire qui est une opportunité nouvelle pour l'économie algérienne.

Les autorités publiques doivent élaborer des programmes stratégiques dans ce domaine, comme le programme de 2011⁵³, afin d'avoir diverses sources énergétiques.

⁵² BENACHENHOU. A, « Pour une meilleure croissance », Ed : Alpha Design, Juin 2008, P148.

⁵³ Le programme consiste à installer une puissance d'origine renouvelable de près de 22 000 MW entre 2011 et 2030 dont 12 000 MW seront dédiés à couvrir la demande nationale en électricité et 10 000 MW à l'exportation. Programme des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, document du Ministère de l'énergie et des mines, Mars 2011, P04.

Chapitre IV : Étude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique

3.6. Exploitation des nouveaux gisements des ressources naturelles

L'Algérie dispose de gisements importants pour la production de minerai de fer, les phosphates, le marbre et l'uranium où la demande mondiale progresse vite depuis quelques années.

L'exploitation de gisement de Gara Djebilet⁵⁴ au sud-ouest du pays de minerai de fer serait favorisée par l'évolution technologique récente qui permettrait de réduire massivement la teneur en phosphore du minerai et d'utiliser le charbon comme réducteur et donnerait ses chances économiques à ce gisement.

Le phosphate est parmi la ressource naturelle la plus importante et très dynamique sur le marché mondial, l'Algérie contient 17 gisements économiques⁵⁵. Elle dispose d'une capacité de production de 2 millions de tonnes, mais ce secteur connaît un problème important qui est le transport, la Société Nationale des Transports Ferroviaires a actuellement des difficultés logistiques pour acheminer le minerai provenant des sites miniers de SOMIPHOS⁵⁶ de Tébessa, la filiale numéro un de FERFOS⁵⁷, vers le port d'Annaba, l'un des 10 premiers ports commerciaux du pays⁵⁸.

Ajoutant à ce problème, elle exporte le phosphate en brut, si elle s'inspire de ce que fait les pays voisins notamment le Maroc et la Tunisie, les mieux placés sur le marché mondial de phosphate que l'Algérie, où leur politique de production est basée sur la transformation de phosphate bénéficié mieux de la production et de l'exportation de phosphate, la construction de l'usine de transformation de phosphate à SOUK AHRAS⁵⁹ est le projet d'avenir pour l'Algérie.

Conclusion

Au cours de ce chapitre, nous avons exposé dans la première section l'évolution du commerce extérieur de l'Algérie depuis l'indépendance jusqu'à 2012. Dès le lendemain de son indépendance, l'Algérie a opté pour un système économique socialiste par monopolisation de toute les activités économiques, notamment le commerce extérieur où l'Algérie est devenu un pays mono-exportateur d'hydrocarbures, surtout après son échec dans l'application de la politique des industries industrialisantes, durant la première période 1962-

⁵⁴ BENACHENHOU. A, 2008, Op.cit, P131

⁵⁵ BENACHENHOU. A, 2008, Op.cit, P136

⁵⁶ SOMIPHOS filiale des Transports Routiers de Minerais de l'entreprise FERPHOS.

⁵⁷ FERPHOS est l'une des plus importantes entreprises minières en Algérie, crée en 1983.

⁵⁸ www.yabiladi.com le 20/12/2013 à 16h05.

⁵⁹ www.aps.dz le 20/12/2013 à 16h50

Chapitre IV : Étude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique

1990 qui a fini par une situation préoccupante. Cette situation a obligé l'Algérie à recourir au FMI pour se procurer des liquidités. Ce dernier a imposé des conditionnalités à l'Algérie notamment la libéralisation du commerce extérieur où l'Etat a appliqué des mesures et des réformes économiques d'accompagnement.

Au terme de la seconde section, nous avons présenté la relation entre le commerce extérieur et la croissance économique, par l'analyse de la contribution du commerce extérieur à la croissance économique, ainsi que le calcul des indicateurs de mesures du commerce extérieur qui reflète la situation commerciale du pays. Nous avons déduit que le commerce extérieur contribue positivement à la croissance économique, mais il faut prendre cette situation avec précaution, car elle est tirée par les exportations des hydrocarbures, surtout que la plupart des importations sont destinées à la consommation directe.

En outre, nous avons analysé la structure des exportations hors hydrocarbures. Ces dernières sont faibles, vu la dépendance de l'Algérie de sa rente énergétique mais reste l'ambition de leurs diversifications est très déterminé. Enfin, nous avons proposé, quelques perspectives d'avenir afin que l'Algérie réduise sa dépendance vis-à-vis de ses hydrocarbures et avoir d'autres sources de financement.

Conclusion générale

Conclusion générale

L'ouverture commerciale des pays a développé l'interdépendance entre les économies du monde, par différentes voies notamment le commerce extérieur avec l'environnement économique international qui a favorisé l'essor des échanges entre les nations.

Le changement de la structure du commerce international, du commerce des produits primaires au commerce des produits manufacturés et des produits de hautes technologies, a incité les pays à se soustraire de leurs dépendances aux ressources naturelles. Ils cherchent d'autres avantages comparatifs dans les produits les plus échangeables sur le marché mondial.

Parmi les causes qui incitent les pays à faire cette recherche est la création de la richesse nationale et surtout d'atteindre une croissance économique optimale. La corrélation entre le commerce extérieur et la croissance économique est justifiée dans les travaux théoriques et empiriques, mais reste à identifier sa nature (positive ou négative).

La nature de la corrélation entre le commerce extérieur et la croissance économique est déduite par la recherche de l'apport des exportations et des importations à l'économie nationale. Toutefois l'importation n'est pas une fonction autonome de l'exportation, on ne peut pas augmenter indéfiniment les exportations sans élever les importations et vice versa. L'augmentation des exportations engendre l'augmentation des importations, la forte augmentation de ces dernières déstabilise la croissance économique comme dans le cas des Etats-Unis, malgré qu'elles n'ont pas influencé la situation économique du pays et sa position extérieure.

En revanche, la forte augmentation des exportations contribue positivement à la croissance économique, par la disponibilité de la manne financière nécessaire à la création de la richesse. Cependant, il faut ressortir la structure des exportations et des importations afin de mieux analyser la nature de la corrélation entre le commerce extérieur et la croissance économique.

Dans notre travail de recherche, nous avons analysé la structure des échanges internationaux des Etats-Unis et de la Chine qui est constituée des produits manufacturés, malgré qu'elles soient dotées de ressources naturelles. Pour le premier pays, il est importateur de marchandises, son déficit est historique, même si une part importante de ses importations

contribue à la création de la richesse, cependant, sa contribution à la croissance économique est négative.

Le second pays est un exportateur de marchandises, à travers sa stratégie de réexportation où il importe des produits semi-fini pour les assembler et les réexporter. Il a réussi à devenir le premier exportateur et deuxième importateur mondial, et pourtant il a été dans un passé récent un pays en développement, ce qui donne une certaine « motivation » aux autres pays en développement, à l'exemple de l'Algérie, d'emprunter la voie de progrès et de croissance.

L'Etat algérien a commencé à appliquer des mesures et des réformes pour développer les échanges après l'ouverture commerciale imposée par le FMI. Notre analyse de la structure et de l'évolution du commerce extérieur, nous a permis de déduire que la croissance économique est tirée beaucoup plus de la dépendance du pays vis-à-vis des hydrocarbures.

Ce qui explique la vulnérabilité du pays par rapport à un seul secteur et notre analyse des exportations hors hydrocarbures a montré les faiblesses des autres secteurs. L'organisation structurelle d'une économie, et de son développement participent dans l'amélioration ou la détérioration du rythme de la croissance économique.

Références bibliographiques

Références bibliographiques

Ouvrages

1. BENACHENHOU. A, « Pour une meilleure croissance », Ed Alpha Design, Alger, Juin 2008.
2. BENBITOUR. A, « L'Algérie au troisième millénaire, défis et potentialités », Edition MARINOOR, Alger.
3. BENICHI. R, « Les mutations de l'économie mondiale du début du XX^e siècle aux années 1970 », Ed Nathan, Paris, 2007.
4. BENISSAD. H, « La réforme économique en Algérie », Ed OPU, Alger, 1991.
5. BENISSAD. H, Algérie : « de la planification socialiste à l'économie de marché », Ed : ENAG, Alger, 2004.
6. BENISSAD. M.E, « Economie du développement de l'Algérie », Ed Economica, Paris, 1979.
7. BLANCHETON. B, « Sciences économique », Ed Dunod, Paris, 2009
8. BOFFY. A, « Commerce international, négociation, importation, exportation», Ed Hachette livre, Paris, 2009.
9. BORRO. R- J, « Les facteurs de croissance, une analyse transversale par pays », Ed Economica, Paris, 1997.
10. BOUDJEMA. R, « Economie du développement de l'Algérie 1962-2010 », Vol.1, Ed : Dar Elkhaldounia, Alger, 2011.
11. BRENDER. A, « Les marchés et la croissance », Edition Economica, Paris, 2001.
12. BUSSEAU Annick, « Stratégies et techniques du commerce international », Ed : Masson, Issy des moulineaux, 1994.
13. Christian de Boissieu, « Les mutations de l'économie mondiale », Ed Economica, Paris, 2000
14. DAHMANI. A, « Economie politique des réformes 1980-1997 », Ed CASBAH, Alger, 1998.
15. Daniel Van Eeuwen, «Transformation de l'Etat en Amérique latine», Ed Karthala, Paris, 1994
16. De Melo. J, GRETHER J-M, « Commerce international : théories et applications », Ed De Boeck, Paris, 1997.

17. DELACOLETTE Jean, « Les contrats de commerce internationaux », Ed : De Boeck, Bruxelles, 1996
18. DUROUSSET. M, « La mondialisation de l'économie », Ed Ellipses, Paris, 2005.
19. ESPALIOUX. J-M « Les opportunistes de croissance », Ed Organisation, Paris, 1999.
20. FIGLIUZZI. A, « Economie international : faits-théories-débats contemporains », Ed Ellipses, Paris, 2006.
21. FOUTAIN-M, « Réformes du commerce extérieur », Ed PUF, Paris, 1992.
22. GUENDOUZI. B, « Les relations économiques internationales », Ed el maarifa, Alger, 1998.
23. GUILLOCHON.B, KAWECKI. A, « Economie international », Ed Dunod, Paris, 2003.
24. HANAULT. A et MOUHOUB E-M, Economie International, ED : Vuibert, Paris, 2002
25. HENRY. J, « Les théories de commerce extérieur », Edition PUF, Paris, 1991.
26. JACQUES. J-f, « Croissance et fluctuation: analyse macro économique de la croissance », Ed Dunod, Paris, 2001.
27. JOHNSON. G, WHITTINGTON. R, SCHOLE. K, FRERY. F, « Les fusions acquisition, les alliances et partenaires », Ed Pearson Education, Paris, 9^e éd, 2011
28. LECAILLON. J-D, « Macro dynamique : croissance », Ed Cujas, Paris, 1995.
29. LEGRAND. GH, HARTINI. H, «Commerce international», 3^{ème} édition, Ed : Dunod, Paris, 2010
30. MEIER Olivier, « Entreprises multinationales », Ed DUNOD, Paris, 2005
31. MEIER. O et SCHIER. G, « Fusion-Acquisitions : stratégie, finance, management », Ed : Dunod, Paris, P 08.
32. MKIDECHE. M, « Algérie entre économie de rente et économie émergente », Ed : Dahleb, Alger, 2000
33. NEZEYS. B, « Economie politique », Ed : Economica, Paris, 1998
34. PERROUX. F, « l'économie du XX^{ème} siècle », Ed PUF, Paris, 1964.
35. RAFFINOT. M, VENET. B, la balance des paiements, Ed : la découverte, Paris, 2003.
36. RAINELLI. M, «Commerce international», Ed La découverte, Paris, 2003.
37. ROSTOW.W, « Les étapes de la croissance : un manifeste non communiste », Edition Economica, Paris, 1990.

38. Saby. B, « Les grandes théories économiques », Ed Dunod, Paris, 1991.
39. Teulon. F, « La nouvelle économie mondiale », Ed PUF, Paris, 2000.
40. Tharis. G, « Croissance et développement économique au XX^e siècle, dans l'analyse économique et historique des sociétés contemporaines », tome 1, Ed Armand colin, Paris, 1995.
41. Toulon. F, « Croissance, crises et développement », Ed PUF, Paris, 1992

Articles

1. ABDELMALKI. L et SADNI-JALLAB. M, « La mondialisation et commerce international » in revue la documentation française n° 341.
2. ABDELMALKI. L et TROTIGNON. J, « Echanges commerciaux nord-sud et croissance économique », revue région et développement n°14-2001.
3. ABDOUNI. A et HANCHANE. S, la dynamique de la croissance économique et de l'ouverture dans les pays en voie de développement : quelques investigations empiriques à partir des données de Panel, Mars 2004
4. ADAM. M.C et SZAFARZ. A, « Crises boursières, bulles spéculatives et rationalité économique », Revue érudit, vol. 20, n° 4, 1989.
5. AGHION. P, « Les défis d'une nouvelle théorie de la croissance, l'actualité économique », Revue d'analyse économique, vol. 78, n°4, décembre 2002.
6. ARMEL. J, « Des firmes multinationales : un survol de la littérature microéconomique », Revue érudit, vol. 82, n° 4, 2006.
7. CHELGHEM. M.K, les enjeux de l'ouverture commerciale en Algérie, Ed Fondation friedrich Ebert, El Biar, Septembre 2008
8. Cohen. D, « Mondialisation et croissance économique : qui détermine quoi ? », la découverte, revue du Mause 2002-2 (n°20), Paris.
9. DIEMER. A, Les théories de la croissance endogène et principe de convergence, IUFM d'auvergne, 2004.
10. GAFFARD. J.L, « La croissance économique », Ed Armand colin, Paris, 2011
11. HENNER, H.F, « Ajustement structurel et compétitivité des économies africaines », CERDI, Document E.96.34, année 1996.
12. Huart. J.M, « La croissance s'explique-t-elle ? », DEES 124, juin 2001

13. JACQUES, « Des firmes multinationales : un survol de la littérature microéconomique », *Revue érudite*, vol. 82, n° 4, 2006.
14. KOLB. R, « Le droit international public et le concept de guerre civile depuis 1945 », *Relations internationales*, n°105, 2001
15. KOULIBALY. M, « Pourquoi certains pays sont dits émergents et d'autres pas ? », Audace institut d'Afrique, le 30 Janvier 2013.
16. LEMOINE. L, « La montée de la Chine dans les échanges mondiaux », CEPII, Paris, 2003.
17. MOATI. P et El MOUHOU. M, « décomposition internationale des processus productifs, polarisation et division cognitive du travail », la Revue d'Economie Politique, Paris, Décembre 2005.
18. MOUHOUBI. A, « Booms pétroliers et basculement du rapport de force », colloque international, économie algérienne dans la mondialisation, UMM de Tizi-Ouzou, 25 et 26 octobre 2009
19. MULKAY. B, « La compétitivité d'un territoire », le colloque du CRIES, 9 et 10 octobre 2006, Document du trésor économique français, n°100, Avril 2012.
20. Robert. B, Morio. D et Dominique. P, « Les crises financières », Ed : DOC, Paris, 2004.
21. TORIJA ZANE. E, « La contribution du commerce extérieur à la croissance », recherche économique NATIXIS, n° 398, Septembre 2009.
22. Villa Pierre, BUSSON Frédéric, « Croissance et spécialisation », *Revue économique*, Volume 48, n°6, 1997.

Etudes et rapports

1. Bilan des actions du secteur du commerce réalisées durant la période 1962-2012, Ministère du Commerce, Mai 2012.
2. Bulletin économique sur la Chine, publication des services économiques du Trésor, Direction Générale, numéro 43, Janvier- Février 2012.
3. Conseil National Economique et Social (CNES), « Rapport préliminaire sur les effets économique et sociaux du programme d'ajustement structurel », Bulletin officiel n°6.
4. Département études de groupe ALPHA, crise financière et conjoncture, octobre 2008
5. Document de l'agence pour le commerce extérieur, les Etats Unis, Juin 2011

6. Document du ministère de l'économie et des finances marocain, « Compétitivité des exportations marocaines : quel bilan ? », Mai 2013.
7. Document du trésor économique français, n°100, Avril 2012.
8. Document du trésor économique français, n°100, Avril 2012.
9. Document sur le commerce extérieur algérien en 2012, publications des services économiques, Direction Général de Trésor, 2012.
10. Programme des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, document du Ministère de l'énergie et des mines, Mars 2011
11. Publications des services économique, Trésor, Direction Générale, « Situation économique de l'Algérie : perspectives 2014 », Novembre 2013.
12. Rapport du conseil d'analyse économique, « L'émergence de la Chine : impact économique et implications de politique économique », 2011.
13. Rapport du conseil d'analyse économique, « Les effets d'un prix de pétrole élevé et volatil », Paris, 2010.
14. Rapport du conseil d'Europe, «Guide méthodologique, élaboration concertée des indicateurs de la cohésion sociale», Belgique, 2005
15. Rapport européen sur la compétitivité, 2003 Peter Howitt, Croissance endogène, productivité et politique économique : rapport de situation, observatoire international de la productivité, 2004, n° 8.
16. Rapport sur la croissance et la compétitivité dans la nouvelle économie mondiale, OCDE, Paris, 1999.
17. Rapport sur le commerce et le développement, Nation Unis, Genève, 2003.
18. Rapport sur les réalisations des échanges extérieurs de l'Algérie pour la période 1963-2010, Centre national de l'informatique et des statistiques, la direction des douanes.
19. Rapport sur les réalisations des échanges extérieurs de l'Algérie pour la période 1963-2010, Centre national de l'informatique et des statistiques, la direction des douanes, 2011, Alger.
20. UNCTAD (2007), Trade and développement report, Nations Unis New York and Genève, 2007.

Thèse et Mémoires

1. ABADLI. R, « Processus d'ouverture de l'économie algérienne, vingt ans de transition. Evolution et performance », Thèse de doctorat d'Etat en science économique, l'Université de Paris8 Vincennes-Saint-Denis, 2010-2011.
2. HADJI. R, « Education, croissance économique et développement humain : le cas du Maroc », mémoire de la maîtrise en science politique, Université de Québec à Montréal, Mai 2001.

Dictionnaires

1. PERROUX. F, Dictionnaire économique et social, Ed Hatier, Paris, 1990.
2. CAPUL. J-Y et Olivier Garnier, « Dictionnaire d'économie et de sciences sociales », Ed Hatier, Paris, 2002

Sites Web

1. www.algex.dz
2. www.alternatives-économiques.fr
3. www.cagex.dz
4. www.cairn.info
5. www.cepii.fr
6. www.douane.gov.dz
7. donnees.banquemondiale.org
8. www.europa.eu
9. www.imf.org
10. www.insee.fr
11. www.Mazerolle.fr/economieinternational,2008
12. www.mincommerce.gov.dz
13. www.oecd.org
14. www.OIT.org
15. www.persee.fr

16. www.safex.dz
17. www.unctad.org
18. www.wto.org

Listes des tableaux et figures

La liste des tableaux et les figures

Liste des tableaux

Tableau n°01 : Les coûts unitaires de production du drap et du vin.....	10
Tableau n° 02 : Les théories de la croissance économique.....	35
Tableau n°03 : Les principaux indicateurs économiques et commerciaux du commerce international.....	49
Tableau n°04 : Les institutions internationales du commerce international.....	51
Tableau n°05 : Les pays de l'Union Européenne	59
Tableau n°06 : Classement des 20 grandes entreprises du monde, par chiffre d'affaires en 2011.....	65
Tableau n°07 : Taux d'exportation pour quelques pays européens pour la période 1830-1910.....	88
Tableau n°08 : Part des grandes puissances dans le commerce mondial durant la période 1850-1913.....	88
Tableau n°09 : Répartition en pourcentage de la production manufacturière mondiale	90
Tableau n°10 : Les exportations internationales par région de 1948 à 1973.....	94
Tableau n°11 : Le taux de croissance des pays capitalistes.....	95
Tableau n°12 : Croissance du volume du commerce mondial des marchandises, par région et par certains pays.....	103
Tableau n°13 : L'évolution du commerce mondial durant la période 2007-2009 par produit.....	104
Tableau n°14 : Croissance du volume du commerce mondial des marchandises, par région et par certains pays.....	107
Tableau n°15 : Croissance du volume des exportations et de la production mondiale de marchandises de 2005 à 2012.....	108
Tableau n°16 : La relation entre le commerce extérieur et la croissance économique pour les Etats Unis.....	110
Tableau n°17 : La relation entre le commerce extérieur et la croissance économique pour la Chine.....	112
Tableau n°18 : L'évolution du commerce extérieur de l'Algérie durant la période 1962-1990.....	124

Tableau n°19: La structure des exportations durant la période 1963-1973.....	126
Tableau n°20 : La structure des exportations durant la période 1978-1990.....	127
Tableau n°21 : La structure des importations durant la période 1963-1973.....	128
Tableau n°22 : La structure des importations durant la période 1978-1990.....	128
Tableau n°23 : Les principaux clients et fournisseurs de l'Algérie durant la période 1967-1990.....	130
Tableau n°24 : L'évolution des exportations et des importations durant la période 1991-2012.....	133
Tableau n°25 : Evolution des importations par grands groupes d'utilisation durant la période 1991-2012.....	135
Tableau n° 26 : La répartition géographique des importations en 2012.....	137
Tableau n°27 : Evolution des exportations par grands catégorie durant la période 1991-2012.....	139
Tableau n° 28 : La répartition géographique des exportations en 2012.....	140
Tableau n°29 : La relation entre le commerce extérieur et la croissance économique de l'Algérie.....	142
Tableau n°30 : La structure des exportations hors hydrocarbures durant la période 2008-2012.....	147

Liste des figures

La figure n°01 : Le processus d'innovation entre un pays du Nord et un pays du Sud...	17
La figure n°02 : Le cycle de vie d'un produit.....	18
La figure n°03 : Les théories du commerce international.....	24
La figure n°04 : L'effondrement du commerce mondial pendant la crise 1929-1933....	87
La figure n°05 : L'évolution du commerce mondial par grands groupes de produits....	100
La figure n°06 : La part des services commerciaux dans le commerce des marchandises et des services.....	101
La figure n°07 : Le volume des exportations mondiales de marchandises et du PIB mondial pour la période 2005-2012.....	106
La figure n°08 : La méthode de calcul de la contribution par le PIB.....	115
La figure n°09 : Evolution des exportations et des importations durant la période 1963-1990.....	125
La figure n°10 : La structure des exportations durant la période 1978-1990.....	127
La figure n°11 : L'évolution de la structure des importations durant la période 1978-1990.....	129
La figure n°12 : L'évolution des exportations et des importations durant la période 1991-2012	134
La figure n°13: La répartition géographique des importations pour l'année 2012.....	138
La figure n°14: Evolution des exportations par grands catégories économiques de 1991 à 2012.....	140
La figure n°15: Les principaux clients de l'Algérie durant l'année 2012.....	141
La figure 16: La contribution du commerce extérieur algérien à la croissance économique	144
La figure n°17 : L'évolution du PIB durant la période 1962-2010.....	145
La figure n°18 : La place de l'Algérie selon le nombre de produits exportés.....	146
La figure n°19 : Evolution du PIB durant la période 2005-2015.....	149

Annexes

Annexe N°01

1. GATT

I-1 Les clauses du GATT

À partir des objectifs du GATT, on peut dégager les clauses de cet accord, le tableau ci-dessous résume les quatre clauses du GATT, chaque clause à son principe.

Tableau N°01 : Les clauses du GATT

La clause	Son principe
De la nation la plus favorisée	C'est la non discrimination entre les pays, tout avantage commercial accordé par un pays à un autre pays, même si celui-ci n'est pas membre du GATT, il doit être immédiatement accordé à tous les membres du GATT.
De la réciprocité	Si un pays accepte de baisser sa protection douanière, il est en droit de demander à ses partenaires de réduire leur protection de manière équivalente.
Du traitement national	Traiter les produits importés de la même manière que les produits nationaux.
De la transparence	La mise à la disposition des pays membres des informations sur les lois et règlement nationaux en vigueur.

Source : Adapté de : Teulon. F, Op.cit, P 69.

I-2 Les cycles de négociation du GATT

Depuis la signature de l'accord du GATT, il y a eu huit (08) rounds¹ de négociations multilatérales, ils ont commencé en 1947 pour s'achever en 1994 avec celui de l'Uruguay Rounds. Ce dernier cycle de négociation a été le plus long et le plus conflictuel puisqu'il envisage d'étendre la libéralisation commerciale à d'autres domaines, tels que l'agriculture, les services ou encore la propriété intellectuelle. Le tableau ci-dessous nous donne les huit rounds du GATT.

¹ Round est un concept anglais qui désigne cycle (cycle de négociation commercial).

Annexe N°01

Tableau N°02 : Les rounds du GATT

Cycle	Lieu	Date	Participants	Décision
1^{er} cycle	Genève	Octobre 1947	23 pays	- 104 accords de réduction des droits de douane
2^{ème} cycle	Annecy	Avril- Aout 1949	13 pays	-147 accords de réduction des droits de douane
3^{ème} cycle	Torquay	Septembre 1950, Avril 1951	38 pays	-Réduction des droits de douane de 25% par rapport au niveau de 1948
4^{ème} cycle	Genève	Janvier-mai 1956	26 pays	-Réduction des droits de douane, -Environ 60 nouvelles concessions tarifaires
5^{ème} cycle Dillon² round	Genève	Septembre 1960-juillet 1962	26 pays	- 49 accords bilatéraux de réduction des droits de douane notamment entre CEE et ses partenaires.
6^{ème} cycle Kennedy³ round	Etats-Unis	Mai 1964- juin 1967	62 pays	-Réduction des droits de douane de 35%. -Mesures anti dumping. -Mécanismes préférentiels jugés insuffisants par les pays en développement
7^{ème} cycle Tokyo round	Tokyo	Septembre 1973-avril 1979	102 pays	-Réduction des protections tarifaires de 34%. - Mesure non tarifaires. - Mise en point des codes anti-dumping
8^{ème} cycle Uruguay round	Uruguay	Septembre 1986-avril 1994	121 pays	-Réduction des droits de douane - Mesures non tarifaires - Agriculture - Services - Droit de propriété intellectuelle - Préférences commerciales pour les pays en développement - Le règlement des différends - Création de l'OMC

Source : Adapté de : www.wto.org le 10/06/2013 à 11h53m.

² Dillon selon le sous-secrétaire d'Etat des Etats américains Douglas Dillon, c'est lui qui a lancé le cinquième cycle de négociation en septembre 1960 (www.Mozarelle.fr/ économie internationale, 2008, P 119)

³ John Fitzgerald Kennedy, le président des Etats-Unis élu le 20 janvier 1961 (Op.cit, P121)

Annexe N°01

A chaque cycle de négociation, plusieurs nouveautés ont été introduites, celles-ci sont plus favorables aux pays en voie de développement. Parmi les principales nouveautés, il y a le système généralisé de préférence ; ces pays bénéficient de traitement différencié, et ils décident librement de leur politique tarifaire (fixation de droit de douane) et non tarifaire (instauration des quotas à l'importation), ils ont obtenu aussi sans réciprocité la suppression de tous les obstacles aux exportations.

Le principe de traitement spécial aux pays en développement est à l'origine de la création de la CNUCED (voir tableau N°4). Le GATT a réussi, pendant 47 ans, à promouvoir et à assurer la libéralisation d'une grande partie du commerce mondial malgré son caractère provisoire. Les réductions continues des droits de douane, ont contribué à entretenir une expansion très dynamique des échanges mondiaux.

En outre, le mouvement de libéralisation a contribué à un accroissement du commerce continuellement supérieur à celui de la production pendant toute l'existence du GATT, ce qui montre que les pays ont tiré profit du commerce entre eux.

L'afflux de nouveaux membres pendant le Cycle d'Uruguay a démontré que le système commercial multilatéral était reconnu comme un pilier du développement et un instrument de réforme économique et commerciale.

2. Les objectifs et les principes de l'OMC

En plus des objectifs du GATT, l'OMC vise à :

- Intégrer les échanges dans les négociations de libéralisation ;
- Créer une institution ayant la fonction d'arbitre et de juge ;
- Accélérer les mécanismes de réduction tarifaire pour les secteurs agricole et des services.

En plus des principes du GATT, l'OMC a adopté les principes qui sont donnés ci-dessous.

2.1. Soutenir une concurrence loyale

L'OMC autorise l'application de droits de douane, ainsi que d'autres formes de protection dans des circonstances limitées. Il ne s'agit pas réellement d'une contradiction à son objectif d'encouragement de libre-échange, mais ce principe est un système de règles pour garantir une concurrence ouverte, juste et loyale.

2.2 Le règlement des conflits

La nouvelle procédure de règlement des différends, issue des accords de Marrakech, permet de sanctionner les pays qui ne respectent pas leurs engagements. L'OMC est devenue une cour d'arbitrage multilatérale, le règlement d'un conflit suit une série d'étapes :

- Les consultations et les médiations pour amener les pays en différent à s'entendre entre eux.
- L'établissement d'un groupe spécial (tribunal) et désignation des membres du groupe.
- La présentation du rapport final du groupe spécial aux parties, ensuite aux membres de l'OMC.
- L'adoption du rapport par l'organe de règlement des différends.

3. Les objectifs de la CNUCED

La CNUCED a pour objectif d'intégrer les pays en développement dans l'économie mondiale, à travers ses trois fonctions⁴ :

- Elle fonctionne en tant que lieu de débats intergouvernementaux, consolidé par des discussions d'experts et par un échange d'expériences ;
- Elle réalise des travaux de recherche et des analyses et rassemble des données pour alimenter les discussions des experts
- Elle dispense une assistance technique adaptée aux besoins des pays en développement, avec une attention particulière aux pays les moins avancés et aux pays en transition. La CNUCED coopère également avec d'autres organisations.

On peut citer comme accords adoptés, sous l'égide de la CNUCED, le Système généralisé de préférences (1968), en vertu duquel les pays développés améliorent l'accès au marché des exportations des pays en développement. Nous avons également un certain nombre d'accords internationaux sur les produits de base, qui visent à stabiliser les prix des produits d'exportation essentiels pour les pays en développement. En outre, la CNUCED a grandement contribué à ⁵ :

- Définir l'objectif consistant pour les pays développés à affecter 0,7 % du produit intérieur brut à l'aide publique au développement des pays les plus pauvres, cet objectif est adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1970.
- Créer le groupe des pays les moins avancés (PMA) dès 1971, ce qui a attiré l'attention sur les besoins particuliers des pays les plus pauvres.

La CNUCED est devenue l'organe principal du système des Nations Unies, depuis sa création suite à ses résultats bénéfiques pour les pays en développement et particulièrement les pays les moins avancés (PMA), ainsi que par l'amélioration de la part de ces pays dans le commerce international.

⁴ www.unctad.org le 23/06/2013

⁵ www.unctad.org, consulté le 23/06/2013.

4. Les objectifs de l'OCDE

L'OCDE est composée des structures suivantes :

- Le Conseil,
- Les Comités,
- Le Secrétariat

4.1. Le Conseil

Le Conseil est l'organe décisionnel de l'Organisation. Il se compose d'un représentant par pays membre, plus un représentant de la Commission européenne. Le Conseil se réunit régulièrement au niveau des représentants permanents auprès de l'OCDE, et adopte des décisions par consensus. Ces réunions sont présidées par le Secrétaire général de l'OCDE.

Une fois par an, le Conseil de l'OCDE se réunit au niveau des ministres pour discuter des grands problèmes du moment et fixer les priorités pour les travaux de l'Organisation. Les travaux demandés par le Conseil sont réalisés par le Secrétariat de l'OCDE.

4.2. Les Comités

Les représentants des 34 pays membres se réunissent au sein des comités spécialisés pour débattre de leurs idées et examiner les progrès réalisés dans des domaines précis de l'action des pouvoirs publics, tels que l'économie, les échanges, la science, l'emploi, l'éducation ou les marchés financiers.

4.3 Le Secrétariat

Le Secrétariat de l'OCDE, assisté de plusieurs Secrétaires généraux adjoints, assure le lien entre les délégations nationales et le Secrétariat, il préside le conseil et il est élu pour un mandat de cinq ans.

Annexe N°02

Tableau I.8

Principaux exportateurs et importateurs mondiaux de marchandises, 2009

(En milliards de dollars et en pourcentage)

Rang	Exportateurs	Valeur	Part	Variation annuelle en pourcentage	Rang	Importateurs	Valeur	Part	Variation annuelle en pourcentage
1	Chine	1202	9.6	-16	1	États-Unis	1605	12.7	-26
2	Allemagne	1126	9.0	-22	2	Chine	1006	7.9	-11
3	États-Unis	1056	8.5	-18	3	Allemagne	938	7.4	-21
4	Japon	581	4.6	-26	4	France	560	4.4	-22
5	Pays-Bas	498	4.0	-22	5	Japon	552	4.4	-28
6	France	485	3.9	-21	6	Royaume-Uni	482	3.8	-24
7	Italie	406	3.2	-25	7	Pays-Bas	445	3.5	-23
8	Belgique	370	3.0	-22	8	Italie	413	3.3	-27
9	Corée, République de	364	2.9	-14	9	Hong Kong, Chine	352	2.8	-10
10	Royaume-Uni	352	2.8	-23		importations définitives	91	0.7	-8
11	Hong Kong, Chine	329	2.6	-11	10	Belgique	352	2.8	-25
	exportations d'origine locale	17	0.1	-1	11	Canada a	330	2.6	-21
	réexportations	313	2.5	-12					
12	Canada	317	2.5	-31	12	Corée, République de	323	2.5	-26
13	Russie, Fédération de	303	2.4	-36	13	Espagne	288	2.3	-32
14	Singapour	270	2.2	-20	14	Inde	250	2.0	-22
	exportations d'origine locale	138	1.1	-21					
	réexportations	132	1.1	-19					
15	Mexique	230	1.8	-21	15	Singapour	246	1.9	-23
						importations définitives	114	0.9	-28
16	Espagne	219	1.7	-22	16	Mexique	242	1.9	-24
17	Taipei chinois	204	1.6	-20	17	Russie, Fédération de	192	1.5	-34
18	Arabie saoudite	192	1.5	-39	18	Taipei chinois	174	1.4	-27
19	Émirats arabes unis b	175	1.4	-27	19	Australie	165	1.3	-17
20	Suisse	173	1.4	-14	20	Suisse	156	1.2	-15
21	Inde	163	1.3	-17	21	Pologne	147	1.2	-30
22	Malaisie	157	1.3	-21	22	Autriche	143	1.1	-22
23	Australie	154	1.2	-18	23	Turquie	141	1.1	-30
24	Brésil	153	1.2	-23	24	Émirats arabes unis b	140	1.1	-21
25	Thaïlande	152	1.2	-14	25	Thaïlande	134	1.1	-25
26	Autriche	138	1.1	-24	26	Brésil	134	1.1	-27
27	Pologne	134	1.1	-21	27	Malaisie	124	1.0	-21
28	Suède	131	1.1	-28	28	Suède	120	0.9	-29
29	Norvège	121	1.0	-30	29	République tchèque	105	0.8	-26
30	Indonésie	119	1.0	-14	30	Arabie saoudite	96	0.8	-17
31	Irlande	115	0.9	-9	31	Indonésie	92	0.7	-28
32	République tchèque	113	0.9	-23	32	Danemark	83	0.7	-25
33	Turquie	102	0.8	-23	33	Hongrie	78	0.6	-28
34	Danemark	93	0.7	-20	34	Afrique du Sud	73	0.6	-27
35	Hongrie	84	0.7	-23	35	Viet Nam	70	0.6	-13
36	Iran, Rép. islamique d'	78	0.6	-31	36	Portugal	70	0.6	-22
37	Finlande	63	0.5	-35	37	Norvège	69	0.5	-23
38	Afrique du Sud	63	0.5	-23	38	Irlande	63	0.5	-26
39	Rép. bolivarienne du Venezuela	58	0.5	-39	39	Finlande	61	0.5	-34
40	Viet Nam	57	0.5	-9	40	Grèce	60	0.5	-33
41	République slovaque	56	0.4	-21	41	République slovaque a	55	0.4	-25
42	Argentine	56	0.4	-21	42	Roumanie	54	0.4	-35
43	Chili	54	0.4	-19	43	Iran, Rép. islamique d'	50	0.4	-12
44	Nigéria b	53	0.4	-36	44	Israël	49	0.4	-27
45	Koweït	50	0.4	-42	45	Philippines	46	0.4	-24
46	Israël	48	0.4	-22	46	Ukraine	45	0.4	-47
47	Algérie	45	0.4	-43	47	Égypte	45	0.4	-7
48	Portugal	43	0.3	-22	48	Chili	42	0.3	-31
49	Kazakhstan	43	0.3	-39	49	Rép. bolivarienne du Venezuela	41	0.3	-18
50	Roumanie	41	0.3	-18	50	Algérie	39	0.3	0
Total des économies ci-dessus c		11588	92.8	-	Total des économies ci-dessus c		11539	91.0	-
Monde c		12490	100.0	-23	Monde c		12682	100.0	-23

a. Importations f.a.b.

b. Estimations du Secrétariat.

c. Y compris d'importantes réexportations ou importations destinées à la réexportation.

Note: Pour les données annuelles de 1999-2009, voir les tableaux A6 et A7 de l'Appendice.

Annexe N°02

Tableau I.8

Principaux exportateurs et importateurs mondiaux de marchandises, 2010

(En milliards de dollars et en pourcentage)

Rang	Exportateurs	Valeur	Part	Variation annuelle en pourcentage	Rang	Importateurs	Valeur	Part	Variation annuelle en pourcentage
1	Chine	1578	10.4	31	1	États-Unis	1969	12.8	23
2	États-Unis	1278	8.4	21	2	Chine	1395	9.1	39
3	Allemagne	1269	8.3	13	3	Allemagne	1067	6.9	15
4	Japon	770	5.1	33	4	Japon	694	4.5	26
5	Pays-Bas	573	3.8	15	5	France	606	3.9	8
6	France	521	3.4	7	6	Royaume-Uni	560	3.6	16
7	Corée, République de	466	3.1	28	7	Pays-Bas	517	3.4	17
8	Italie	448	2.9	10	8	Italie	484	3.1	17
9	Belgique	412	2.7	11	9	Hong Kong, Chine	442	2.9	25
						importations définitives	116	0.8	31
10	Royaume-Uni	406	2.7	15	10	Corée, République de	425	2.8	32
11	Hong Kong, Chine	401	2.6	22	11	Canada a	402	2.6	22
	exportations d'origine locale	15	0.1	-12					
	réexportations	386	2.5	24					
12	Russie, Fédération de	400	2.6	32	12	Belgique	390	2.5	11
13	Canada	388	2.5	23	13	Inde	327	2.1	27
14	Singapour	352	2.3	30	14	Espagne	314	2.0	7
	exportations d'origine locale	183	1.2	32					
	réexportations	169	1.1	28	15	Singapour	311	2.0	26
15	Mexique	298	2.0	30		importations définitives	142	0.9	24
16	Taipei chinois	275	1.8	35	16	Mexique	311	2.0	29
17	Arabie saoudite, Royaume d'	250	1.6	30	17	Taipei chinois	251	1.6	44
18	Espagne	246	1.6	8	18	Russie, Fédération de a	249	1.6	30
19	Émirats arabes unis b	220	1.4	19	19	Australie	202	1.3	22
20	Inde	220	1.4	33	20	Brésil	191	1.2	43
21	Australie	213	1.4	38	21	Turquie	186	1.2	32
22	Brésil	202	1.3	32	22	Thaïlande	182	1.2	36
23	Malaisie	199	1.3	26	23	Suisse	176	1.1	13
24	Suisse	195	1.3	13	24	Pologne	174	1.1	16
25	Thaïlande	195	1.3	28	25	Malaisie	165	1.1	33
26	Suède	158	1.0	21	26	Émirats arabes unis b	160	1.0	7
27	Indonésie	158	1.0	32	27	Autriche	159	1.0	11
28	Pologne	156	1.0	14	28	Suède	149	1.0	24
29	Autriche	152	1.0	11	29	Indonésie	132	0.9	46
30	République tchèque	133	0.9	18	30	République tchèque	126	0.8	20
31	Norvège	131	0.9	14	31	Arabie saoudite, Royaume d'	97	0.6	2
32	Irlande	117	0.8	1	32	Afrique du Sud	94	0.6	29
33	Turquie	114	0.7	12	33	Hongrie	88	0.6	13
34	Iran, Rép. islamique d'	101	0.7	28	34	Danemark	85	0.6	3
35	Danemark	98	0.6	4	35	Viet Nam	85	0.6	21
36	Hongrie	95	0.6	15	36	Norvège	77	0.5	12
37	Nigéria	82	0.5	49	37	Portugal	76	0.5	6
38	Afrique du Sud	82	0.5	33	38	Finlande	69	0.4	13
39	Viet Nam	72	0.5	26	39	République slovaque a	67	0.4	20
40	Chili	71	0.5	32	40	Iran, Rép. islamique d'	65	0.4	28
41	Finlande	70	0.5	11	41	Grèce	63	0.4	-9
42	Argentine	68	0.4	22	42	Roumanie	62	0.4	14
43	Koweït	67	0.4	29	43	Israël	61	0.4	24
44	Rép. bolivarienne du Venezuela	66	0.4	14	44	Ukraine	61	0.4	34
45	République slovaque	65	0.4	17	45	Irlande	60	0.4	-4
46	Qatar	62	0.4	51	46	Chili	59	0.4	38
47	Kazakhstan	59	0.4	37	47	Philippines	58	0.4	27
48	Israël	58	0.4	22	48	Argentine	57	0.4	46
49	Algérie	57	0.4	26	49	Égypte	53	0.3	18
50	Angola	54	0.4	31	50	Nigéria	44	0.3	30
Total des économies ci-dessus c		14120	92.7	-	Total des économies ci-dessus c		14095	91.5	-
Monde c		15237	100.0	22	Monde c		15402	100.0	21

a Importations f.a.b.

b Estimations du Secrétariat.

c Y compris d'importantes réexportations ou importations destinées à la réexportation.

Note : Pour les données annuelles de 2000-2010, voir les tableaux A6 et A7 de l'Appendice.

Annexe N°03

Table I.7

Leading exporters and importers in world merchandise trade, 2012

(Billion dollars and percentage)

Rank	Exporters	Value	Share	Annual percentage change	Rank	Importers	Value	Share	Annual percentage change
1	China	2049	11.1	8	1	United States	2336	12.6	3
2	United States	1546	8.4	4	2	China	1818	9.8	4
3	Germany	1407	7.6	-5	3	Germany	1167	6.3	-7
4	Japan	799	4.3	-3	4	Japan	886	4.8	4
5	Netherlands	656	3.6	-2	5	United Kingdom	690	3.7	2
6	France	569	3.1	-5	6	France	674	3.6	-6
7	Korea, Republic of	548	3.0	-1	7	Netherlands	591	3.2	-1
8	Russian Federation	529	2.9	1	8	Hong Kong, China	553	3.0	8
9	Italy	501	2.7	-4		retained imports	140	0.8	6
10	Hong Kong, China	493	2.7	8					
	domestic exports	22	0.1	33	9	Korea, Republic of	520	2.8	-1
	re-exports	471	2.6	7	10	India	490	2.6	5
11	United Kingdom	474	2.6	-6	11	Italy	487	2.6	-13
12	Canada	455	2.5	1	12	Canada a	475	2.6	2
13	Belgium	447	2.4	-6	13	Belgium	437	2.4	-6
14	Singapore	408	2.2	0	14	Mexico	380	2.0	5
	domestic exports	228	1.2	2	15	Singapore	380	2.0	4
	re-exports	180	1.0	-3		retained imports	199	1.1	11
15	Saudi Arabia, Kingdom of	388	2.1	6					
16	Mexico	371	2.0	6	16	Russian Federation a	335	1.8	4
17	United Arab Emirates b	350	1.9	16	17	Spain	335	1.8	-11
18	Chinese Taipei	301	1.6	-2	18	Chinese Taipei	270	1.5	-4
19	India	294	1.6	-3	19	Australia	261	1.4	7
20	Spain	294	1.6	-4	20	Thailand	248	1.3	8
21	Australia	257	1.4	-5	21	Turkey	237	1.3	-2
22	Brazil	243	1.3	-5	22	Brazil	233	1.3	-2
23	Thailand	230	1.2	3	23	United Arab Emirates b	230	1.2	13
24	Malaysia	227	1.2	0	24	Switzerland	198	1.1	-5
25	Switzerland	226	1.2	-4	25	Malaysia	197	1.1	5
26	Indonesia	188	1.0	-6	26	Poland	196	1.1	-7
27	Poland	183	1.0	-3	27	Indonesia	190	1.0	8
28	Sweden	172	0.9	-8	28	Austria	178	1.0	-7
29	Austria	166	0.9	-6	29	Sweden	163	0.9	-8
30	Norway	161	0.9	0	30	Saudi Arabia, Kingdom of	156	0.8	18
31	Czech Republic	157	0.9	-4	31	Czech Republic	141	0.8	-7
32	Turkey	152	0.8	13	32	South Africa	124	0.7	2
33	Qatar	133	0.7	16	33	Viet Nam	114	0.6	7
34	Kuwait	119	0.6	16	34	Hungary	95	0.5	-7
35	Ireland	117	0.6	-7	35	Denmark	92	0.5	-4
36	Nigeria b	116	0.6	1	36	Norway	87	0.5	-4
37	Viet Nam	115	0.6	18	37	Ukraine	85	0.5	2
38	Denmark	106	0.6	-6	38	Chile	79	0.4	6
39	Iran b	104	0.6	-21	39	Slovak Republic	78	0.4	-2
40	Hungary	104	0.6	-7	40	Finland	76	0.4	-10
41	Venezuela, Bolivarian Rep. of	97	0.5	5	41	Israel	75	0.4	-1
42	Iraq b	94	0.5	13	42	Portugal	72	0.4	-12
43	Kazakhstan	92	0.5	5	43	Romania	70	0.4	-8
44	South Africa	87	0.5	-11	44	Egypt	69	0.4	11
45	Slovak Republic	81	0.4	2	45	Argentina	69	0.4	-7
46	Argentina	81	0.4	-4	46	Philippines	65	0.4	3
47	Chile	78	0.4	-4	47	Greece	63	0.3	-6
48	Angola b	74	0.4	10	48	Ireland	63	0.3	-6
49	Finland	73	0.4	-8	49	Venezuela, Bolivarian Rep. of b	60	0.3	27
50	Algeria	72	0.4	-2	50	Colombia	59	0.3	8
Total of above c		16985	92.3	-	Total of above c		16948	91.1	-
World c		18401	100.0	0	World c		18601	100.0	1

a Imports are valued f.o.b.

b Secretariat estimates.

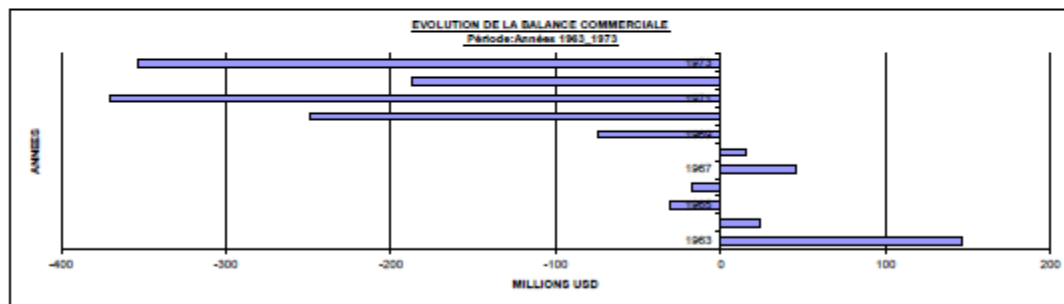
c Includes significant re-exports or imports for re-export.

Note: For annual data 2002-2012, see Appendix A6 and A7

Annexe N°03

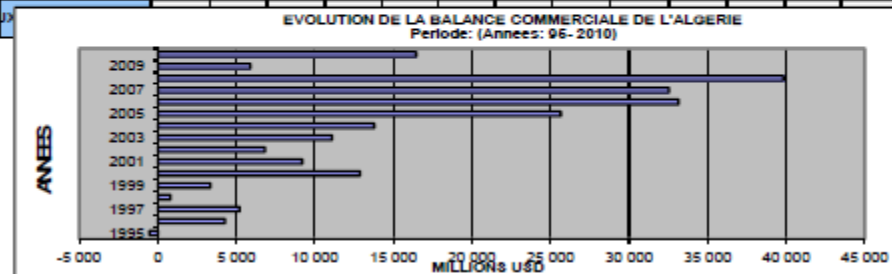
EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE DE L'ALGERIE PERIODE : ANNEES 1963- 1973

	VALEUR EN MILLIONS USD										
	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
IMPORTATIONS (CAF)	586	704	672	640	680	816	1 010	1 259	1 228	1 491	2 241
EXPORTATIONS (FOB)	732	728	642	623	725	831	935	1 010	857	1 304	1 889
BALANCE COMMERCIALE	147	24	-30	-17	45	16	-76	-248	-371	-187	-363
TAUX DE COUVERTURE (%)	126	103	95	97	107	102	93	80	70	87	84



EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE DE L'ALGERIE PERIODE : ANNEES 1995- 2010

	Unité: Millions USD																
	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	
IMPORTATIONS (CAF)	10 761	9 098	8 687	9 403	9 164	9 173	9 940	12 009	13 634	18 308	20 367	21 486	27 631	39 479	39 294	40 473	
EXPORTATIONS (FOB)	10 240	13 375	13 889	10 213	12 622	22 031	19 132	18 825	24 612	32 083	46 001	54 613	60 163	79 296	48 194	57 063	
BALANCE COMMERCIALE	-521	4 277	5 202	810	3 368	12 858	9 192	6 816	11 078	13 776	26 544	33 167	32 632	39 819	6 900	16 680	
US	EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE DE L'ALGERIE														201	116	141

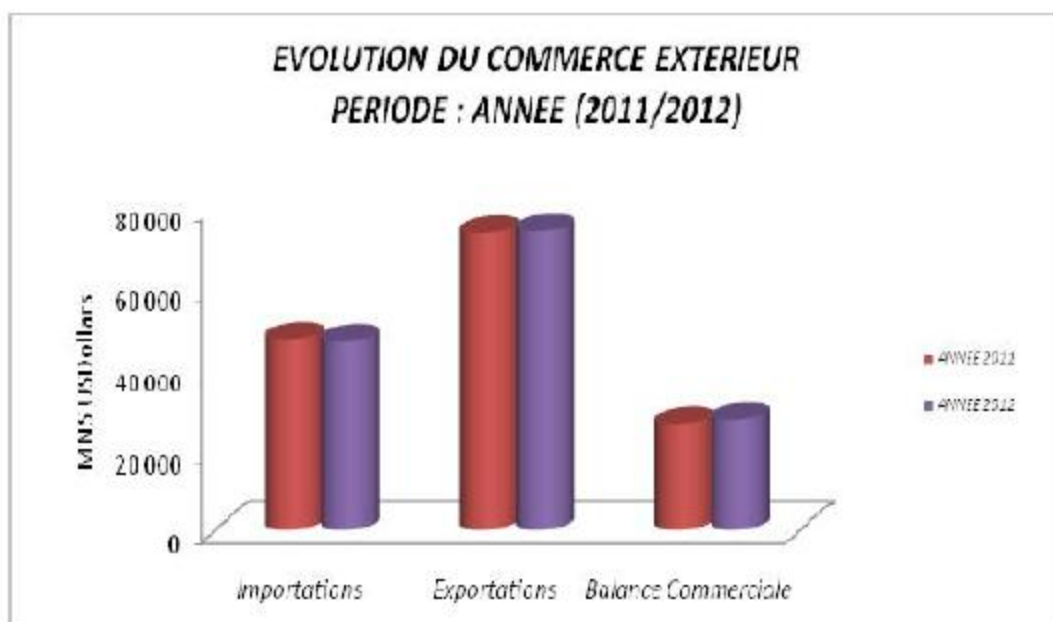


Annexe N°03

Valeurs en millions

	ANNEE 2011		ANNEE 2012*		Evolution (%)
	Dinars	Dollars	Dinars	Dollars	
Importations	3 442 502	47 247	3 629 934	46 801	-0,94
Exportations	5 354 510	73 489	5 736 808	73 981	0,67
Balance Commerciale	1 912 008	26 242	2 106 874	27 180	
Taux de Couverture (%)	156		158		

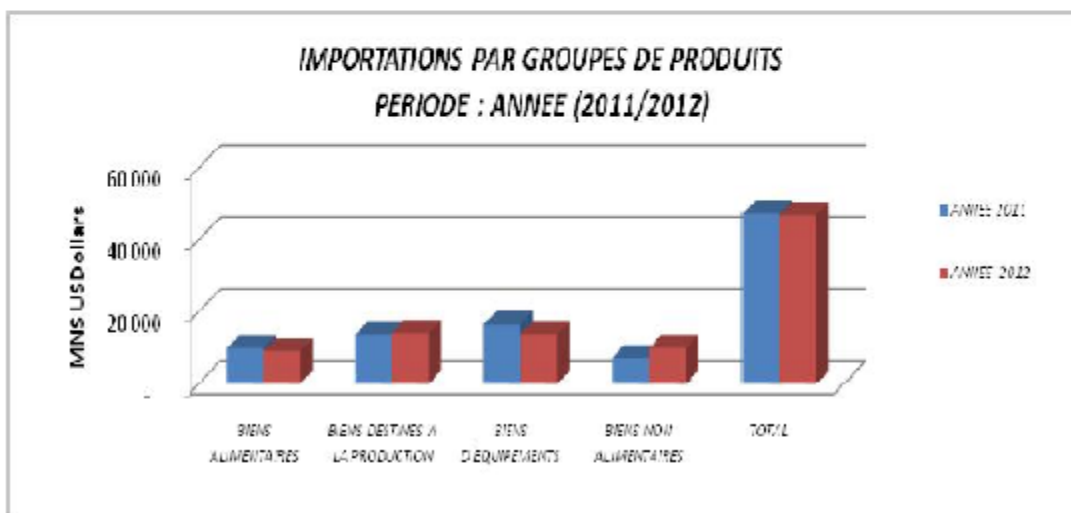
** RESULTATS PROVISOIRES*



Annexe N°03

Valeurs en millions Usd

Groupes de Produits	ANNEE 2011		ANNEE 2012		Evolution (%)
	Valeurs	Struc %	Valeurs	Struc %	
BIENS ALIMENTAIRES	9 850	20,85	8 983	19,19	-8,80
BIENS DESTINES A L'OUTIL DE PRODUCTION	13 632	28,85	14 081	30,09	3,29
BIENS D'EQUIPEMENTS	16 437	34,79	13 782	29,45	-16,15
BIENS DE CONSOMMATION NON ALIMENTAIRES	7 328	15,51	9 955	21,27	35,85
TOTAL	47 247	100 %	46 801	100 %	-0,94



EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE DE L'ALGERIE PERIODE : ANNEES 1974-1994

	VALEUR EN MILLIONS USD										
	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
IMPORTATIONS (CAF)	4 024	5 993	5 318	7 102	8 675	8 410	10 552	11 259	10 743	10 415	10 292
EXPORTATIONS (FOB)	4 259	4 292	4 977	5 805	6 117	9 873	15 613	13 283	11 481	11 183	11 869
BALANCE COMMERCIALE	235	-1 702	-341	-1 297	-2 558	1 463	5 061	2 024	738	768	1 577
TAUX DE COUVERTURE (%)	106	72	94	82	71	117	148	118	107	107	115

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
IMPORTATIONS (CAF)	9 840	9 213	7 056	7 323	9 208	9 684	7 681	8 406	8 788	9 365
EXPORTATIONS (FOB)	10 145	7 820	8 233	8 104	8 968	11 304	12 101	10 837	10 091	8 340
BALANCE COMMERCIALE	305	-1 393	1 177	781	-240	1 620	4 420	2 431	1 303	-1 025
TAUX DE COUVERTURE (%)	103	85	117	111	97	117	158	129	115	89

Table des matières

Table des matières

Remerciements.....	II
Dédicace.....	III
Liste des acronymes et abréviations.....	IV
Sommaire.....	VI
Introduction générale.....	01
Chapitre I : Les théories du commerce international et de la croissance économique.....	07
Introduction.....	08
Section 01: Les théories du commerce international.....	08
1. Les théories traditionnelles du commerce international.....	09
1.1. La théorie smithienne des avantages absolus.....	09
1.2. La théorie ricardienne des avantages comparatifs.....	10
1.3. Théorie d'Hecksher-Ohlin-Samuelson.....	12
2. Les nouvelles théories du commerce international	14
2.1. Le rôle de la technologie.....	14
2.1.1. Le progrès technique.....	15
2.1.2. Les analyses de POSNER et VERNON : l'approche néo-technologie	16
2.1.2.1. L'approche de M.POSNER.....	16
2.1.2.2. L'approche de R.VERNON	17
2.2. Le rôle de la demande	19
2.2.1. Le commerce intra-branche.....	19
2.2.2. La théorie de la demande représentative	20
2.2.3. La théorie de la demande de variété.....	21
2.3. Le rendement d'échelle croissant.....	22
Section 02 : Les théories de la croissance économique.....	24
1. La mesure de la croissance.....	25
2. Les grands courants de la croissance.....	27
2.1. Les précurseurs des courants de la croissance.....	27
2.1.1. La division de travail d'Adam Smith.....	27
2.1.2. Les rendements décroissants de David Ricardo.....	28
2.1.3. La destruction du capitalisme selon Marx.....	28
2.2. Schumpeter et le rôle de l'entrepreneur.....	28
2.3. Les modèles de croissance post-keynésiens.....	29
2.4. La théorie néoclassique de Solow.....	29

3. La théorie de la croissance exogène.....	30
4. La théorie de la croissance endogène	31
4.1. Le modèle de Lucas : la théorie d'accumulation du capital humain.....	33
4.2 Le modèle de Romer.....	34
4.3. Le modèle d'Aghion et Howitt	34
5. La relation entre l'ouverture commerciale et la croissance économique.....	37
5.1. Revue des travaux théoriques.....	37
5.2. Revue des travaux empiriques.....	38
Conclusion.....	39
Chapitre II : Les outils d'analyse et les éléments explicatifs des variations du commerce international.....	41
Introduction.....	42
Section 01 : Les outils d'analyse du commerce international.....	42
1. La balance des paiements.....	42
1.1. Définition.....	43
1.2. Présentation et analyse de la balance de paiements.....	43
1.2.1. La balance des transactions courantes	43
1.2.1.1. La balance commerciale.....	44
1.2.1.2. La balance des services (ou balance des invisibles).....	44
1.2.1.3. La balance des revenus	44
1.2.1.4. La balance des transferts unilatéraux.....	45
1.2.2. La balance des opérations en capital.....	45
1.2.3. La balance des opérations financières.....	45
1.2.3.1. L'Investissement Direct Etranger (IDE).....	46
1.2.3.2. Investissement de Portefeuille (IP).....	46
1.2.3.3. Autres investissements.....	46
1.2.3.4. Produits financiers dérivés	46
1.2.3.5. Avoirs de réserve	46
1.2.4. Erreurs et omissions.....	47
2. Les principaux indicateurs de mesure du commerce international.....	47
2.1. Définition de l'indicateur.....	48
2.2. Les principaux indicateurs de mesure du commerce international.....	48

2.3. Le choix des indicateurs.....	48
Section 02 : Les éléments explicatifs des variations du commerce international.....	49
1. Les facteurs de croissance du commerce international.....	50
1.1. L'évolution des moyens de transports et des communications.....	50
1.2. Les institutions internationales du commerce mondial.....	50
1.2.1. Les principales institutions du commerce international	52
1.2.1.1. <i>General Agreement on Tariffs and Trade</i> (GATT)	52
1.2.1.2. l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).....	53
1.2.1.3. La Conférence des Nations Unis sur le Commerce et Développement (CNUCED).....	54
1.2.1.4. L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).....	54
1.3. Les accords commerciaux.....	54
1.3.1. Les accords multilatéraux.....	55
1.3.2. Les accords bilatéraux	55
1.3.3. Les accords régionaux.....	56
1.3.3.1. Objectifs et typologie des accords.....	56
1.3.3.2. Exemples d'accords régionaux.....	57
1.4. La mondialisation et la globalisation financière.....	61
1.4.1. Les firmes multinationales (FMN).....	63
1.4.2. Les investissements directs étrangers (IDE).....	65
1.4.2.1. Les nouvelles formes des investissements internationaux.....	66
1.4.2.1.1 La joint-venture.....	66
1.4.2.1.2 La sous-traitance internationale.....	67
1.4.2.1.3 Les alliances stratégiques.....	68
1.4.2.1.4 La délocalisation.....	68
1.4.2.1.5 La fusion-acquisition.....	69
1.5. L'émergence des nouvelles puissances économiques.....	69
1.6. Le rôle de la compétitivité dans le développement des échanges.....	70
2. Les contraintes de l'évolution du commerce international.....	72
2.1. Les crises économiques et financières.....	72
2.1.1. Aperçu sur les différentes crises économiques mondiales	72
2.1.2. Les conséquences des crises économiques mondiales sur le commerce international et la	

croissance mondiale.....	74
2.2. Les catastrophes naturelles.....	75
3. Les conflits.....	75
3.1. Les types de conflits.....	76
3.1.1. Le conflit interne.....	76
3.1.2. Le conflit interétatique.....	76
3.1.3. Les conflits commerciaux.....	77
3.1.3.1. Les conflits liés à l'accès au marché.....	77
3.1.3.2. Les conflits liés à la défense commerciale	77
3.1.3.3. Les conflits liés aux pratiques anticoncurrentielles.....	78
4. Les perturbations monétaires.....	79
4.1. La guerre des monnaies.....	79
4.2. La volatilité des changes.....	80
Conclusion.....	80
Chapitre III : Analyse de l'évolution du commerce international.....	82
Introduction.....	83
Section 01 : Genèse et historique du commerce international.....	83
1. Evolution du commerce international avant 1945.....	84
1.4. L'évolution du commerce international de 19 ^{ème} siècle à 1914.....	84
1.5. La rupture entre les deux guerres.....	85
1.6. La structure du commerce international avant 1945.....	87
1.3.1. La structure du commerce international par pays.....	87
1.3.2. La structure du commerce international par produit.....	89
2. Evolution du commerce international de 1945 à 1975.....	90
2.1. La rupture des années 1970	92
2.2. L'évolution de la composition des échanges.....	93
2.2.1. L'évolution de la structure des échanges par produit.....	93
2.2.2. L'évolution de la structure des échanges par zone géographique.....	93

3. L'évolution du commerce mondial de 1976 à 2006.....	96
3.1. L'évolution du la structure du commerce mondial.....	98
3.1.1. L'évolution du la structure du commerce mondial par pays.....	98
3.1.2. L'évolution de la structure du commerce mondial par produit.....	99
Section 02 : Les tendances récentes du commerce international.....	101
1. Tendance du commerce international durant la période 2007-2009.....	101
1.1. L'évolution de la structure du commerce international.....	102
1.1.1. Structure du commerce mondial par pays.....	102
1.1.2. Structure du commerce mondial par produit.....	104
2. Tendance du commerce international durant la période 2010-2012.....	105
2.1. La structure par pays.....	106
2.2. Structure du commerce international par produit.....	108
3. Analyse du l'apport du commerce extérieur des Etats Unis et de la Chine à leur croissance économique.....	109
3.1. Le commerce extérieur et la croissance économique des Etats Unis	110
3.2. Le commerce extérieur et la croissance économique de la chine	112
3.3. L'analyse de la contribution du commerce extérieur à la croissance économique dans le cas des Etats Unis et de la chine.....	114
Conclusion.....	117
Chapitre IV : Etude de l'évolution du commerce extérieur et de son apport à la croissance économique en Algérie.....	119
Introduction.....	120
Section 01 : Analyse de l'évolution du commerce extérieur algérien.....	120
1. Evolution du commerce extérieur de 1962 à 1990.....	121
1.1. L'évolution de la structure du commerce extérieur.....	124
1-1-1 La structure des exportations.....	126
1.1.2. La structure des importations.....	127
1.1.3. Les principaux partenaires du pays.....	129
2. Evolution du commerce extérieur de 1991-2012.....	130
2.1 Evolution de la structure du commerce extérieur.....	133
2.1.1. Evolution des importations.....	134

2.1.1.1. Evolution des importations par produits.....	134
2.1.1.2. Les principaux fournisseurs du pays.....	136
2.1.2. Evolution des exportations.....	138
2.1.2.1. L'évolution de la structure des exportations	138
2.1.2.2. Les principaux clients de l'Algérie	140
Section 02 : Analyse de la relation entre le commerce extérieur et la croissance économique en Algérie.....	142
1. La contribution du commerce extérieur à la croissance économique.....	142
2. Analyse de la structure des exportations hors hydrocarbures.....	146
3. Les perspectives des diversifications des exportations.....	149
3.1. Consolider la mise à niveau des entreprises.....	150
3.2. Développement du secteur agricole.....	150
3.3. Amélioration du climat des affaires.....	151
3.4. Amélioration du secteur du tourisme.....	151
3.5. Promotion des énergies renouvelables	151
3.6 Exploitation des nouveaux gisements des ressources naturelles.....	152
Conclusion.....	152
Conclusion générale	154
Références bibliographique.....	158
Liste des tableaux et figures.....	166
Annexes.....	169
Table des matières.....	182

Résumé

L'ouverture économique, dans le cadre de la mondialisation, a entraîné et continue d'engendrer une intensification des échanges entre les pays. Ainsi, les différents pays cherchent à tirer plus d'avantages pour développer leurs échanges extérieurs afin de relancer leur économie. Pour cela, le commerce extérieur est considéré comme l'un des facteurs les plus importants pour enclencher et améliorer la croissance économique d'un pays.

L'Algérie, à l'instar des autres pays, cherche à intensifier ses échanges notamment après sa transition à l'économie de marché en rupture avec l'économie administrée. Dans ce cadre, un mouvement de libéralisation a touché plusieurs domaines et particulièrement le commerce extérieur pour pouvoir entraîner une croissance économique.

Mots-clés : Commerce extérieur, croissance économique, mondialisation, libéralisation des échanges, ouverture économique, transition économique, balance des paiements.

Abstract

Economic openness in the globalization framework has led and continues to further trade development between countries. Thus, different countries seek to benefit more from competitive advantages in order to develop their foreign trade, and to revive their economies. Hence, foreign trade is considered as one of the most important factors to engage and improve economic growth of a country.

Algeria, like any other countries, seeks to strengthen foreign trade exchanges, particularly after her transition to market economy from an administered economy. In this context, a liberalization movement impacted several areas and particularly foreign trade in order to lead economic growth.

Keyword: Foreign trade, economic growth, globalization, trade liberalization, economic openness, economic transition, balance of payments.